Investir dans la croissance, les opportunités et la prospérité partagée

FINDEV CANADA | RAPPORT ANNUEL 2025



FinDev Canada

Table des matières

Message de la présidente du conseil d'administration V

Message de la cheffe de la direction VI

Faits saillants de 2025 VII

Aperçu du portefeuille X

État du portefeuille X

Principales transactions XIV

Fonction : Soutenir des partenariats économiques durables dans les marchés émergents grâce à l'atténuation des changements climatiques XX

Approche intégrant l'optique de genre à FinDev Canada XXII

Assistance technique XXIII

Étude de cas : Gulf Renewable Energy Company Limited XXVI

Étude de cas : Phatisa Food Fund II XXVII

Inclusion, diversité, équité et accessibilité (IDEA) XXVIII

Vision pour 2026 et l'avenir XXIX

Investir dans la croissance, les opportunités et la prospérité partagée

En 2025, FinDev Canada a poursuivi sa croissance, consolidé ses avancées institutionnelles et renforcé son engagement à l'international. La société a engagé 1,1 milliard de dollars CA (833 millions de dollars US) au titre de nouveaux financements et investissements, portant son portefeuille à 58 entreprises clientes actives et ses actifs sous gestion à environ 2,1 milliards de dollars CA.

Forte de son double mandat, FinDev Canada a continué de poursuivre son objectif d'impact sur le développement tout en veillant à sa viabilité financière. En Afrique, en Asie-Pacifique, ainsi qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes, FinDev Canada a investi des capitaux dans des entreprises, des institutions financières, des projets et des plateformes d'investissement qui soutiennent l'action pour le climat et la nature, l'égalité des genres et le développement du marché. Les nouveaux engagements ont soutenu les énergies renouvelables et les infrastructures durables, élargi l'accès au financement pour les entreprises et les entrepreneurs, et renforcé les chaînes de valeur de l'agriculture et de la foresterie dans les marchés émergents. Près de la moitié du portefeuille actif était qualifiée de financement climatique, dépassant l'objectif de 35 % fixé par la direction, tandis qu'environ 60 % des engagements étaient alignés sur les critères du Défi 2X, reflétant les efforts continus de la société en faveur du renforcement du pouvoir économique des femmes et d'une croissance inclusive.

Au-delà du déploiement de capitaux, 2025 a mis en lumière le rôle croissant de FinDev Canada en tant que partenaire de confiance au sein de la communauté mondiale de la finance et de l'investissement pour le développement. La société a travaillé aux côtés des principales institutions financières de développement, des investisseurs commerciaux, des gouvernements et des partenaires industriels pour faire progresser des priorités communes dans des domaines tels que le financement climatique, les infrastructures durables et le développement du secteur privé. Dans le cadre de la présidence actuelle du G7, FinDev Canada a piloté la création du Conseil consultatif du G7 sur l'investissement dans les infrastructures en collaboration avec le Réseau de leadership d'investisseurs (RLI), réunissant des institutions de financement du développement et de grands investisseurs institutionnels afin de renforcer le dialogue sur le financement des infrastructures durables dans les marchés émergents. L'année a également été marquée par des progrès continus dans les modèles de partenariat innovants, notamment le Fonds de prêt climatique GAIA, démontrant l'intérêt de la collaboration pour élargir les opportunités d'investissement dans des marchés mal desservis tels que ceux des solutions d'adaptation aux changements climatiques.

L'année 2025 a également constitué une étape majeure dans la consolidation de la présence de FinDev Canada sur les marchés prioritaires. L'ouverture du premier bureau régional de la société à Singapour, ainsi que l'établissement d'une présence en Afrique du Sud, ont rapproché FinDev Canada des entreprises clientes et partenaires tout en renforçant sa capacité à générer des opportunités, approfondir la connaissance du marché et soutenir les relations d'investissement à long terme.

Les résultats obtenus au cours de l'année témoignent d'une institution qui poursuit sa maturation, tant par sa taille et ses capacités que par ses ambitions. À mesure que FinDev Canada prend de l'ampleur, elle demeure résolument axée sur un déploiement rigoureux de ses capitaux, sur le soutien aux entreprises et aux projets susceptibles de produire un impact important ainsi que sur le renforcement des systèmes de marché qui favorisent une croissance et une résilience durables. Parallèlement, la société développe les relations, l'expertise et la présence internationale nécessaires pour jouer un rôle de plus en plus important dans le cadre plus large des objectifs du Canada en matière d'action internationale, notamment en ce qui concerne les politiques de développement, les affaires étrangères, les politiques économiques et commerciales, ainsi que le financement climatique.

Ce rapport annuel met en lumière les investissements, les partenariats et les résultats qui ont marqué l'année 2025. Il rend compte d'une année au cours de laquelle FinDev Canada a renforcé son portefeuille, approfondi ses partenariats à l'échelle mondiale et jeté des bases importantes pour accroître son impact et son influence au cours des prochaines années.

Message de la présidente du conseil d'administration



À mesure de sa croissance, FinDev Canada a renforcé sa capacité à déployer les capitaux de manière responsable, à gérer efficacement les risques et à établir des relations durables avec les entreprises clientes, les investisseurs, les gouvernements et les institutions homologues.

En réfléchissant à ma première année en tant que présidente du conseil d'administration de FinDev Canada, je suis impressionnée par les progrès qu'a réalisés l'organisation en 2025. Dans un contexte marqué par l'incertitude économique, les évolutions géopolitiques et les pressions croissantes sur les ressources publiques, FinDev Canada a continué de démontrer la pertinence d'une institution financière de développement rigoureuse, capable de générer un impact concret tout en assurant sa viabilité financière.

Tout au long de l'année, FinDev Canada a élargi son portefeuille, renforcé sa présence dans ses marchés prioritaires et déployé des capitaux pour soutenir les entreprises, les institutions financières et les projets d'infrastructure qui contribuent à la croissance et aux opportunités dans les marchés émergents et les économies en développement.

À mesure de sa croissance, FinDev Canada a renforcé sa capacité à déployer les capitaux de manière responsable, à gérer efficacement les risques et à établir des relations durables avec les entreprises clientes, les investisseurs, les gouvernements et les institutions homologues. Ces capacités sont essentielles pour générer un impact à grande échelle et garantir que les capitaux publics sont gérés avec la rigueur que l'on est en droit d'attendre d'une société d'État et d'une institution financière.

Le conseil d'administration a continué de superviser de près la mise en œuvre du Plan d'entreprise 2025-2029 et de soutenir le développement de la société, y compris l'expansion de la présence internationale de FinDev Canada et des partenariats stratégiques. À une époque où les entreprises canadiennes cherchent de plus en plus à diversifier leurs relations commerciales et d'investissement, le Canada bénéficie de la présence d'institutions activement engagées dans des marchés émergents à forte croissance. Grâce à ses investissements, ses partenariats et sa présence sur le terrain, FinDev Canada contribue à établir des relations durables avec les entreprises et les gouvernements dans des marchés qui prennent une importance croissante dans le contexte de l'économie mondiale. Ce faisant, la société renforce la position du Canada en tant que partenaire de confiance à long terme et complète les efforts plus larges déployés par le gouvernement et le secteur privé pour approfondir l'engagement économique international du Canada.

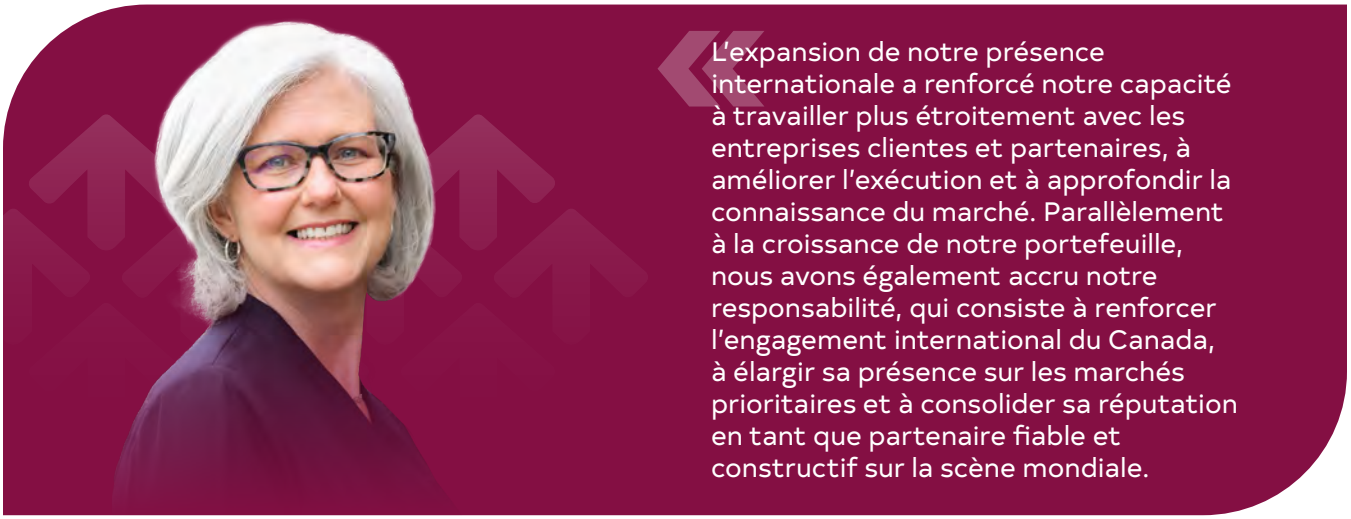
Je tiens à remercier mes collègues administrateurs pour leur gestion et à exprimer ma sincère reconnaissance à la cheffe de la direction, Lori Kerr, ainsi qu'à toute l'équipe de FinDev Canada pour leur professionnalisme, leur dévouement et leurs réalisations tout au long de l'année. Les résultats obtenus en 2025 témoignent de la qualité de l'organisation, et de l'engagement des gens qui y travaillent.

Alors que FinDev Canada se projette vers l'avenir, elle le fait forte d'une dynamique croissante. Les bases établies au cours de l'année écoulée placent la société en bonne position pour accroître sa contribution à la croissance durable, renforcer l'engagement international du Canada et générer un impact durable dans les années à venir.



Alison Nankivell
Présidente du conseil d'administration de FinDev Canada

Message de la cheffe de la direction



L'expansion de notre présence internationale a renforcé notre capacité à travailler plus étroitement avec les entreprises clientes et partenaires, à améliorer l'exécution et à approfondir la connaissance du marché. Parallèlement à la croissance de notre portefeuille, nous avons également accru notre responsabilité, qui consiste à renforcer l'engagement international du Canada, à élargir sa présence sur les marchés prioritaires et à consolider sa réputation en tant que partenaire fiable et constructif sur la scène mondiale.

L'année 2025 a été une année de consolidation, de croissance et d'ambition accrue pour FinDev Canada. Forts de la dynamique des dernières années, nous avons continué à déployer nos capitaux là où ils peuvent maximiser leur impact sur le développement, en renforçant les marchés, en soutenant la croissance économique et en répondant aux enjeux liés au climat et à la nature dans les marchés émergents et les économies en développement. Parallèlement, nous avons poursuivi cette démarche avec une attention constante portée à la discipline financière et à la crédibilité institutionnelle, confortant ainsi le rôle de FinDev Canada en tant qu'institution d'investissement financièrement viable et gagnant en maturité.

Tout au long de l'année, nos activités de financement et d'assistance technique ont soutenu les infrastructures durables, les chaînes de valeur des secteurs de l'agriculture et de la foresterie, ainsi que les institutions financières, tout en continuant de mettre l'accent sur l'action pour le climat et la nature, l'égalité des genres et le développement du marché. Nous avons également fait progresser des modèles de partenariat innovants et des structures d'investissement qui ont élargi l'accès aux capitaux dans les marchés mal desservis.

L'expansion de notre présence internationale a renforcé notre capacité à travailler plus étroitement avec les entreprises clientes et partenaires, à améliorer l'exécution et à approfondir la connaissance du marché. Parallèlement à la croissance de notre portefeuille, nous avons également accru notre responsabilité, qui consiste à renforcer l'engagement international du Canada, à élargir sa présence sur les marchés prioritaires et à consolider sa réputation en tant que partenaire fiable et constructif sur la scène mondiale.

Je tiens à exprimer ma plus grande reconnaissance à l'égard de notre conseil d'administration pour son orientation stratégique et son soutien indéfectible. En février 2025, nous avons accueilli Alison Nankivell en tant que nouvelle présidente de notre conseil d'administration, et je me réjouis de poursuivre ma collaboration étroite avec elle afin de faire progresser la mission et l'impact de FinDev Canada. Par la même occasion, j'adresse mes sincères remerciements à Mairead Lavery pour son leadership exceptionnel et son dévouement en tant que présidente du conseil d'administration (2018-2025). Sa direction a contribué à façonner une période de croissance et de réussite notables pour notre organisation, et ses contributions auront un impact durable. Je suis également reconnaissante envers nos partenaires et nos entreprises clientes pour leur confiance, et tout particulièrement envers l'équipe de FinDev Canada pour son expertise, son engagement et son agilité.

Pour l'avenir, les progrès réalisés en 2025 constituent une base solide pour la prochaine phase de la croissance de FinDev Canada. Alors que nous continuons à développer notre portefeuille, à renforcer notre présence sur les marchés prioritaires et à consolider nos partenariats au sein de l'écosystème mondial de la finance du développement, nous restons concentrés sur deux objectifs fondamentaux : réaliser un impact avec rigueur et poursuivre la construction d'une institution de classe mondiale.



Lori Kerr
Cheffe de la direction

Faits saillants de 2025

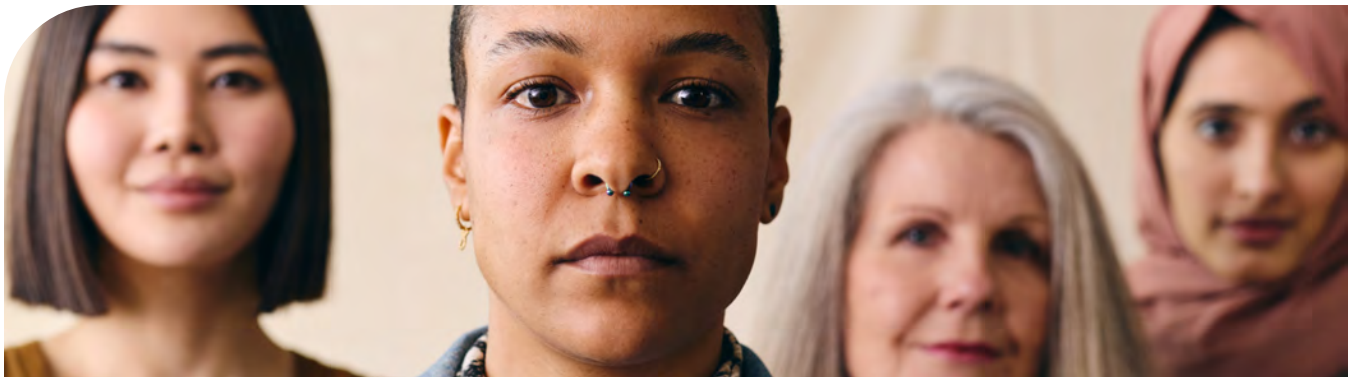


Croissance du portefeuille et jalons

En 2025, FinDev Canada a réalisé de nouveaux investissements dans les marchés et secteurs prioritaires, élargissant sa portée géographique et approfondissant son expertise sectorielle. Cela comprenait le financement de grands développeurs d'énergie renouvelable tels qu'Energía Renovable La Joya S.A. et GULF Renewable Energy Company Limited; des institutions financières de premier plan en Mongolie, au Vietnam, au Paraguay, en Tanzanie, au Guatemala et au Honduras; des engagements envers des plateformes climatiques et d'infrastructure telles que GAIA et la Africa Finance Corporation; ainsi que des investissements dans des fonds de capital-investissement et de crédit privé soutenant des entreprises partout en Afrique, en Amérique latine et dans les Caraïbes, et dans la région Asie-Pacifique. Ces transactions reflètent la capacité croissante d'exécution de FinDev Canada, sa capacité à établir des relations à long terme dans les marchés prioritaires, ainsi que son approche disciplinée pour déployer des capitaux là où elle peut générer un impact concret sur le développement tout en assurant la durabilité financière.

Financement climatique à grande échelle

En 2025, FinDev Canada a continué d'élargir son portefeuille de financement climatique, soutenant des investissements dans les énergies renouvelables, les infrastructures durables, les prêts d'institutions financières axés sur le climat et les plateformes de financement mixte dans les marchés émergents. Le financement climatique représentait 49,1 % du portefeuille actif de FinDev Canada à la fin de l'année, reflétant l'intégration croissante des considérations climatiques dans l'ensemble des activités d'investissement de la société. Les investissements réalisés au cours de l'année ont soutenu le déploiement des énergies renouvelables, l'expansion de la finance durable et le développement de plateformes d'investissement conçues pour répondre aux besoins de financement climatique à long terme dans les économies émergentes. Ces engagements démontrent comment un investissement discipliné peut contribuer au développement économique et à une transition vers un avenir plus résilient et à faible émission de carbone.



Première évaluation d'impact indépendante de FinDev Canada

En 2025, FinDev Canada a publié les résultats de sa première évaluation indépendante des investissements réalisés dans le cadre du Défi 2X, apportant des données probantes sur la manière dont l'investissement intégrant une optique de genre intentionnelle peut contribuer au renforcement du pouvoir économique des femmes dans divers marchés et secteurs. Réalisée par Kore Global, l'évaluation a examiné l'efficacité de l'approche de FinDev Canada pour faire progresser l'impact sur l'égalité des genres. Elle a également analysé l'influence des critères du Défi 2X sur les résultats des investissements, et recensé les principaux facteurs de réussite au niveau des transactions. Les résultats ont souligné l'importance d'un engagement solide des clients, de l'assistance technique et d'un engagement institutionnel pour atteindre des résultats durables en matière d'égalité des genres, tout en offrant des leçons pratiques pour renforcer les pratiques d'investissement futures et contribuer à un apprentissage plus large au sein de la communauté du financement du développement.

Leadership du G7 : rassembler les investisseurs publics et privés

En 2025, FinDev Canada, sous la présidence canadienne du G7, a piloté la création du Conseil consultatif du G7 sur l'investissement dans les infrastructures, une nouvelle plateforme qui réunit des institutions de financement du développement et de grands investisseurs institutionnels afin d'explorer les possibilités d'investissement dans des infrastructures durables sur les marchés émergents. FinDev Canada a mis à profit ce rôle d'organe mobilisateur pour renforcer la coordination entre les acteurs publics et privés, faire progresser les approches communes en matière de gestion des risques et de normes, et consolider la crédibilité et l'influence du Canada dans l'orientation du programme mondial de financement des infrastructures durables.

Miser sur les partenariats pour accroître l'impact

Les partenariats stratégiques ont été essentiels pour amplifier l'impact et favoriser la croissance du portefeuille en 2025. De nouveaux accords de partenariat et collaborations avec des institutions telles qu'Indonesia Infrastructure Finance et British International Investment ont permis de renforcer l'origination, le partage de connaissances et la coopération en matière d'investissement, ouvrant la voie à une participation accrue à des transactions de plus grande taille et plus complexes aux côtés de partenaires de confiance. De plus, FinDev Canada continue de contribuer au dialogue et à l'action aux côtés de :

- Défi 2X mondial
- Canada Forum for Impact Investment and Development (CAFIID)
- Conseil des relations internationales de Montréal (CORIM)
- Convergence: le réseau mondial du financement mixte
- Institutions européennes de financement du développement (EDFI – partenariat affilié)
- Développement de marchés
- Global Impact Investing Network (GIIN)
- Global Private Capital Association (GPCA)
- Institutional Limited Partners Association (ILPA)
- Conseil en technologie financière africaine
- Groupe consultatif des parties prenantes de la Solar Stewardship Initiative (SSI)
- African Venture Capital Association (AVCA)

Ces partenariats renforcent le rôle du Canada au sein de l'écosystème mondial du financement du développement, en contribuant, au fil du temps, à des marchés plus solides et mieux interconnectés.



Présence régionale étendue

L'ouverture du premier bureau régional de FinDev Canada à Singapour en février a marqué une étape institutionnelle importante en 2025, établissant une présence locale dans la région Asie-Pacifique et renforçant l'engagement avec les entreprises clientes et partenaires dans toute l'Asie du Sud et du Sud-Est. Cette présence a permis de conclure des transactions et d'établir de nouveaux partenariats dans la région, y compris des financements syndiqués emblématiques avec des institutions financières vietnamiennes aux côtés de partenaires régionaux et mondiaux. Par ailleurs, l'annonce d'une présence sur le terrain en Afrique du Sud reflète l'engagement de FinDev Canada à approfondir la connaissance du marché et la proximité avec les clients dans les régions prioritaires, afin de soutenir plus efficacement l'origination, l'exécution et l'établissement de relations à long terme.

Aperçu du portefeuille

En 2025, les produits nets du financement et des placements de FinDev Canada se sont élevés à 56,1 millions de dollars CA, comparativement à 55,6 millions l'année précédente. Cette augmentation reflète principalement une hausse des revenus de prêts résultant de l'expansion continue du portefeuille de prêts, partiellement contrebalancée par des coûts d'emprunt et de financement plus élevés.

Le total des actifs a augmenté de 1 milliard de dollars CA par rapport à l'année précédente, ce qui reflète une croissance soutenue de nos portefeuilles de prêts et de placements en actions. Les dépenses administratives étaient inférieures de 11,7 millions de dollars CA aux niveaux prévus dans le Plan d'entreprise, principalement grâce à une gestion rigoureuse des coûts de dotation en personnel et de services professionnels, témoignant de l'importance continue accordée à l'efficacité opérationnelle à mesure que le portefeuille s'étoffe.

État du portefeuille

Au 31 décembre 2025
Les montants indiqués sont en USD

58
entreprises clientes

2.1 G$ US
d'engagements signés au total[1]

59,5 %
d'investissements 2X[2]

49,1 %
des fonds investis dans l'action climatique [3]

15,9 %
des fonds investis dans des Pays les moins avancés (PMA)/Petits États insulaires en développement (PEID)[4]

---

[1] Tous les chiffres se rapportent au portefeuille actif en 2025 et excluent les transactions arrivées à échéance en 2025 ou au cours d'années précédentes. Le total du portefeuille pour chaque année exclut les transactions arrivées à échéance cette année là.

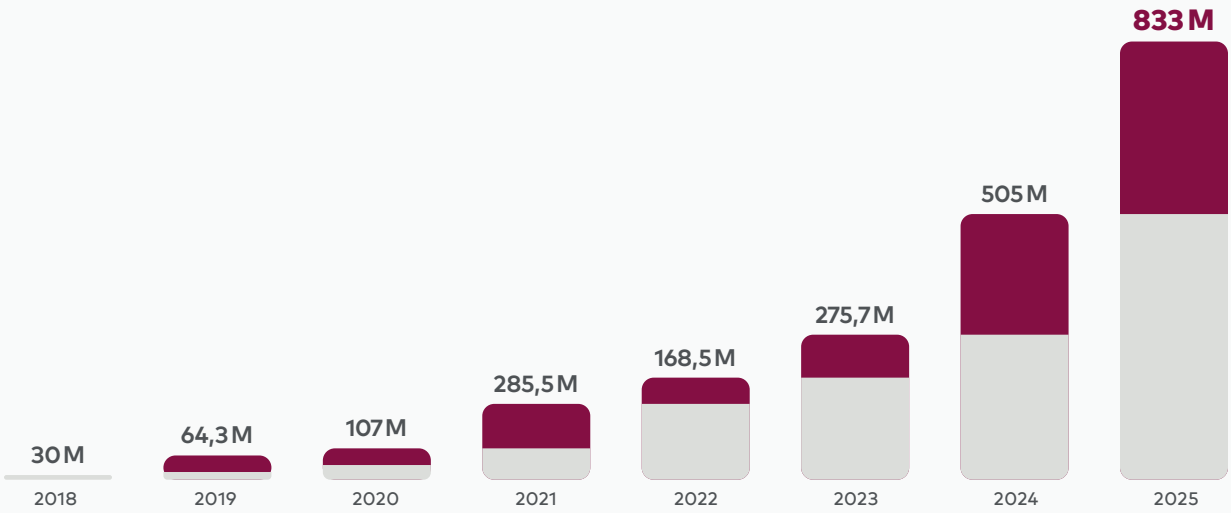
[2] Les capitaux alignés avec les critères du Défi 2X représentent 59,5 % de nos engagements totaux à ce jour, soit 1 267 M$ US répartis entre 44 entreprises clientes. Compte tenu de la proportion d'institutions financières et de fonds présents dans notre portefeuille, nos entreprises clientes se sont généralement qualifiées selon plusieurs critères 2X (parmi les plus courants étaient le leadership, l'emploi et les critères indirects pour les intermédiaires financiers).

[3] La mesure du financement climatique suit le pourcentage des produits consacrés au financement climatique. FinDev Canada utilise les Common Principles for Climate Mitigation Finance Tracking (Principes communs pour le suivi du financement de l'atténuation des changements climatiques) des BDM et le Joint Methodology for Tracking Climate Change Adaptation Finance (Méthodologie conjointe pour le suivi du financement de l'adaptation aux changements climatiques) pour faire le suivi du financement climatique. Tous les investissements liés au climat sont comptabilisés au moment de l'approbation.

[4] La classification de l'aide publique au développement (APD) est basée sur la liste des bénéficiaires de l'APD du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). La liste regroupe les pays, en fonction de leur revenu national brut (RNB par habitant en $ US) selon la classification des revenus de la Banque mondiale en « pays à faible revenu », « pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure » et « pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure », tout en tenant compte du classement par les Nations Unies (ONU) de certains pays dans la catégorie des « pays les moins avancés » (PMA) et des « petits États insulaires en développement » (PIED). Pour plus de détails, voir la liste des bénéficiaires de l'APD établie par le CAD, 2024 2025 et la liste des PEID de l'ONU (en anglais).

Nouveaux engagements annuels

($ US)



Impact déclaré par les entreprises clientes[5]

Développement du marché

224 087 emplois directs[6]

481 955 MPME financées

Égalité des genres

74 494 emplois directs pour les femmes

107 440 MPME détenues par des femmes

Action pour le climat et la nature

4 539 MWh d'énergie propre produite

16 967 t éq. CO2 d'émissions séquestrées

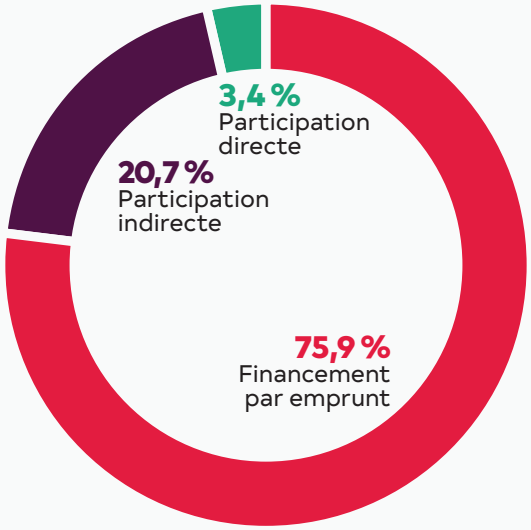
87 644 t éq. CO2 d'émissions évitées

[5] Ces chiffres sont basés sur les données les plus récentes rapportées par les entreprises clientes. Des mandataires ont été utilisés lorsque les données des entreprises clientes n'ont pas été déclarées pour 2025. Les informations présentées sont exactes au meilleur de la connaissance de FinDev Canada, utilisant une combinaison de données qualitatives et quantitatives provenant directement des entreprises clientes. FinDev Canada reconnaît les limites inhérentes à la qualité et à la quantité des données. Pour adopter une approche prudente, FinDev Canada privilégie la sous-estimation possible des impacts positifs. Les chiffres rapportés ne sont pas attribuables à FinDev Canada, sauf les estimations des émissions séquestrées (tCO2éq) générées par le modèle JIM, qui sont attribuées aux investissements exceptionnels de FinDev Canada. Les chiffres reflètent le total des MPME et des PME détenues par des femmes qui sont soutenues par nos entreprises clientes en 2025.

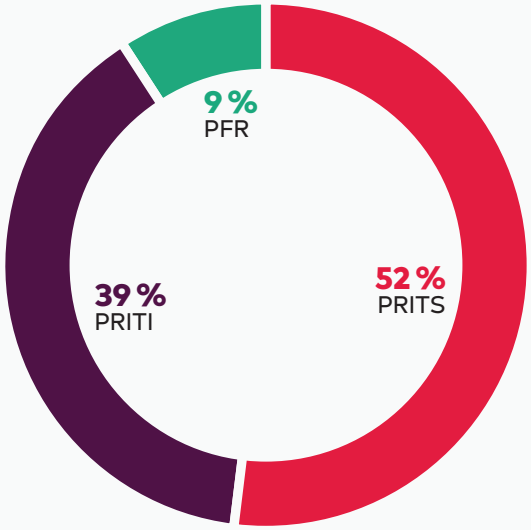
[6] En 2025, la méthodologie de déclaration du « nombre total d'emplois soutenus » a été révisée. Dans la nouvelle approche, les emplois associés aux intermédiaires financiers (IF) et aux gestionnaires de fonds, y compris le personnel direct de ces entités, sont exclus. Cet indicateur ne couvre désormais que les emplois soutenus par les activités économiques sous-jacentes financées par FinDev Canada, à savoir les entreprises clientes, les opérations de financement de projets et les sociétés détenues par les fonds clients. Les chiffres des années précédentes n'ont pas été rajustés sauf indication contraire. En plus des emplois directs, nous avons estimé un total de 35 765 emplois indirects, dont 15 219 occupés par des femmes. Cette figure montre les emplois estimés au niveau des bénéficiaires finaux. Pour les fonds et les institutions financières, les estimations reflètent les emplois au niveau des clients du portefeuille; pour les entreprises, elles reflètent les emplois soutenus par les opérations et les chaînes de valeur. Les estimations reposent sur les effets rendus possibles par les financements, calculés à l'aide du Joint Impact Model (JIM), un outil harmonisé qui utilise des données économiques par pays et par secteur pour estimer les impacts directs et indirects des investissements. Les effets rendus possibles par les financements comprennent les emplois soutenus au sein des chaînes d'approvisionnement locales (11 906 emplois), les emplois induits par les dépenses des employés (9 888 emplois induits), les effets d'entraînement des investissements dans les énergies propres sur les entreprises locales (1 297 emplois liés au développement de l'accès à l'électricité), ainsi que les emplois directs au niveau du portefeuille des intermédiaires financiers et des fonds (12 673 emplois). Les résultats sont attribués à FinDev Canada en fonction de sa part des investissements en cours. Étant donné que le JIM repose sur des moyennes macroéconomiques, les résultats constituent des estimations indicatives à l'échelle du portefeuille et non des décomptes d'emplois vérifiés. Ils ne doivent donc pas être agrégés aux données déclarées par les entreprises. Pour la méthodologie complète et les limitations, voir le site Web du Joint Impact Model ici.

Aperçu de notre portefeuille de 2,1 milliards de CAD

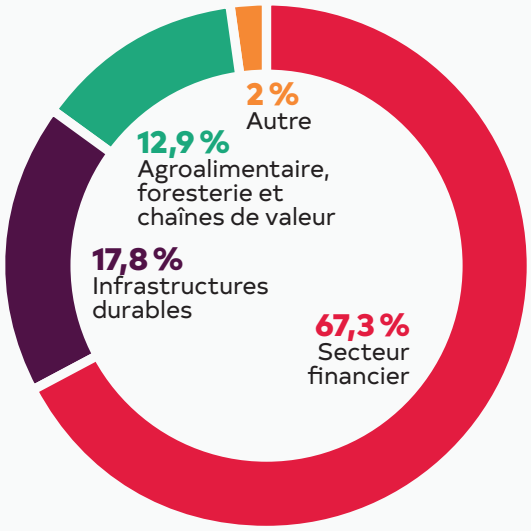
Type de financement



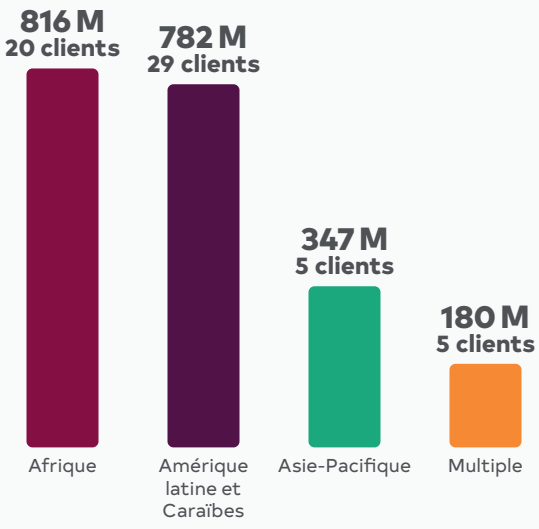
Classification des pays par APD[7]



Répartition sectorielle

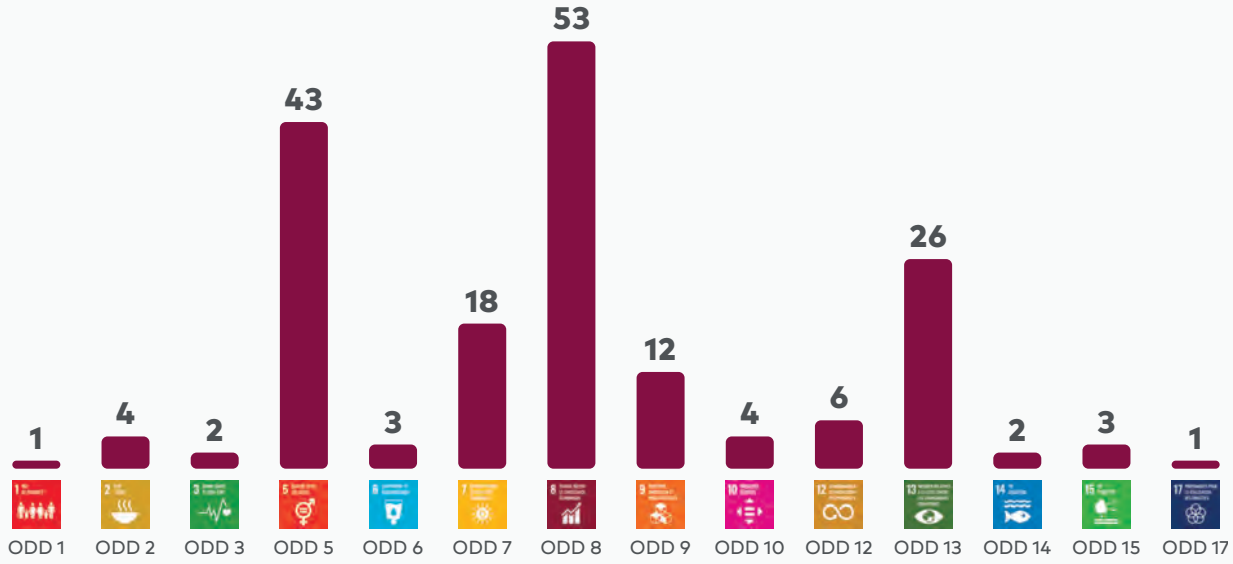


Répartition géographique

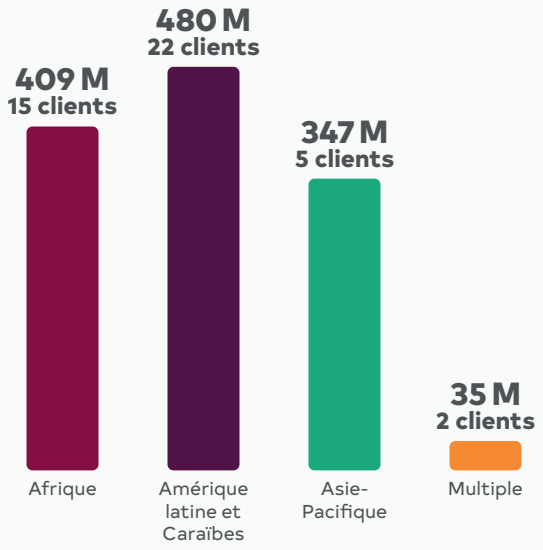


[7] PRITS : Pays à revenu intermédiaire – tranche supérieure; PRITI : Pays à revenu intermédiaire – tranche inférieure; PGR : Pays à faible revenu

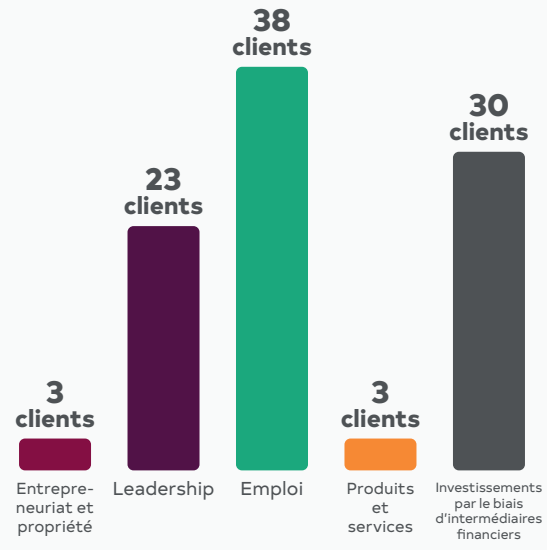
Répartition par ODD[8]



Alignement avec les critères du Défi 2X



Critères d'admissibilité au Défi 2X[9]



[8] Une entreprise cliente peut contribuer à la réalisation de plusieurs ODD.
[9] Une entreprise cliente peut satisfaire à plusieurs critères.

Principales transactions



HDBank

Fondée en 1989, HD Bank est reconnue comme l'une des principales institutions financières au Vietnam. La banque offre des services financiers complets pour soutenir les PME, les agriculteurs et les communautés rurales, favorisant l'accès au crédit et promouvant la croissance économique.

ENGAGEMENT DE FINDEV CANADA :

75 millions $ US

ALIGNEMENT AVEC LES ODD :

5 8 13



GAIA Climate Loan Fund

GÉRÉ PAR CLIMATE FUND MANAGERS

GAIA est une plateforme de financement mixte cofondée par FinDev Canada, le Fonds vert pour le climat et MUFG Bank, Ltd. pour accélérer les projets d'adaptation aux changements climatiques et leur atténuation dans les marchés émergents. Au total, 70 % du portefeuille de la plateforme sera affecté à des projets d'adaptation climatique et 30 % à des projets d'atténuation. Géré par Climate Fund Managers, GAIA accélère la disponibilité et l'accessibilité du financement à long terme de projets climatiques.

ENGAGEMENT DE FINDEV CANADA :

75 millions $ US + 80 millions $ US de financement concessionnel

ALIGNEMENT AVEC LES ODD :

6 7 9 11 13 17



Amethis Fund III

GÉRÉ PAR AMETHIS INVESTMENT FUND MANAGER

Amethis Fund III est un fonds soutenant les sociétés à moyenne et grande capitalisation en Afrique subsaharienne. Le fonds soutient le développement du marché en investissant dans la fabrication et la distribution, les services financiers non bancaires, les services aux entreprises, l'agroentreprise et les soins de santé.

ENGAGEMENT DE FINDEV CANADA :

20 millions €

ALIGNEMENT AVEC LES ODD :

3 5 8 9



EcoEnterprises IV

PAR ECOENTERPRISES IMPACT MANAGEMENT

EcoEnterprises Partners IV, LP est un fonds d'investissement qui vise des impacts environnementaux et sociaux en investissant dans des PME locales dans les secteurs de l'agriculture, de l'agroforesterie et de l'écotourisme en Colombie, au Pérou, au Costa Rica, au Mexique, au Nicaragua et en Bolivie.

ENGAGEMENT DE FINDEV CANADA :

7,5 millions $ US (financement concessional de la plateforme 2X Canada) + 7,5 millions $ US (financement concessional de la plateforme de mobilisation de capitaux privés)

ALIGNEMENT AVEC LES ODD :

5 8 13 15



VP Bank

VP Bank, fondée en 1993 et basée à Hanoï, est l'une des principales banques commerciales du Vietnam, offrant une gamme complète de services bancaires personnels et professionnels avec un fort accent sur l'innovation et l'inclusion financière.

ENGAGEMENT DE FINDEV CANADA :

75 millions $ US

ALIGNEMENT AVEC LES ODD :

5 8 13



Banco del País

Banco del País est une banque hondurienne de premier plan offrant des services financiers aux particuliers et aux entreprises, avec un fort accent sur l'innovation, la responsabilité sociale et la durabilité environnementale.

ENGAGEMENT DE FINDEV CANADA :

50 millions $ US

ALIGNEMENT AVEC LES ODD :

5 8 13



Banco Industrial

Banco Industrial, fondée en 1966 et dont le siège est situé à Guatemala City, est une banque et un leader du secteur au Guatemala, offrant une gamme complète de services bancaires aux particuliers, aux PME et aux entreprises.

ENGAGEMENT DE FINDEV CANADA :

75 millions $ US

ALIGNEMENT AVEC LES ODD :

8 13



CRDB Bank

CRDB Bank Plc est la plus grande banque de Tanzanie et un leader régional en matière d'innovation. Elle propose des services bancaires universels aux particuliers, aux entreprises, aux PME et aux marchés de capitaux tout en favorisant l'inclusion financière grâce à des solutions numériques desservant plus de cinq millions de clients.

ENGAGEMENT DE FINDEV CANADA :

60 millions $ US

ALIGNEMENT AVEC LES ODD :

2 5 7 8 13



Lendable MSME Fintech Credit Fund II

PAR LENDABLE INC.

Lendable II est un gestionnaire d'actifs axés sur l'impact qui propose des solutions de crédit aux sociétés spécialisées en technologies financières des marchés émergents d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.

ENGAGEMENT DE FINDEV CANADA :

15 millions $ US + 7 millions $ US du Défi 2X Canada

ALIGNEMENT AVEC LES ODD :

5 8 9 10



Sudameris Bank

Sudameris, fondée en 1958 et dont le siège se trouve à Asunción, au Paraguay, est une banque paraguayenne et un leader en matière de durabilité, offrant une gamme complète de services bancaires aux clients particuliers, aux PME et aux entreprises.

ENGAGEMENT DE FINDEV CANADA :

55 millions $ US

ALIGNEMENT AVEC LES ODD :

8 13



Africa Finance Corporation (AFC)

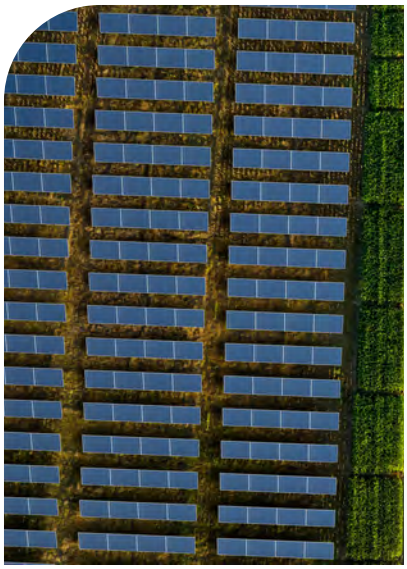
L'AFC est une institution financière multilatérale fondée par des États africains et le secteur privé pour l'investissement dans les infrastructures dirigé par le secteur privé en Afrique. L'AFC favorise le développement industriel et la croissance économique par le biais des infrastructures et en facilitant l'exportation et le commerce africains.

ENGAGEMENT DE FINDEV CANADA :

100 millions $ US

ALIGNEMENT AVEC LES ODD :

7 8 9 13



Locfund Next

GÉRÉ PAR BOLIVIAN INVESTMENT MANAGEMENT

Locfund Next est un véhicule d'investissement en microfinance axé sur l'inclusion financière en soutenant les petites institutions de microfinance en Amérique latine et dans les Caraïbes. Lancé en 2020, le fonds est géré par Bolivian Investment Management (BIM), qui fait partie du Panamerican Group.

ENGAGEMENT DE FINDEV CANADA :

20 millions $ US

ALIGNEMENT AVEC LES ODD :

1 5 8 10 13



Khan Bank

Khan Bank, la plus grande banque commerciale de Mongolie, favorise l'inclusion financière et l'action pour le climat en élargissant l'accès aux MPME et aux entreprises dirigées par des femmes. Par le financement vert et des produits inclusifs, elle soutient une croissance durable.

ENGAGEMENT DE FINDEV CANADA :

50 millions $ US

ALIGNEMENT AVEC LES ODD :

5 8 13



Africa Credit Opportunities Fund III

GÉRÉ PAR NINETY ONE ASSET MANAGEMENT

Le fonds Africa Credit Opportunities Fund III est un fonds de crédit privé qui finance des entreprises et des projets d'infrastructures partout en Afrique et dans d'autres marchés émergents afin de favoriser une croissance économique durable dans divers secteurs de toute la région.

ENGAGEMENT DE FINDEV CANADA :

20 millions $ US

ALIGNEMENT AVEC LES ODD :

5 8 9



Gulf Renewable Energy Company Limited

Gulf Energy Development Public Company est l'une des plus grandes sociétés privées de production d'électricité de Thaïlande. Elle exerce ses activités dans plusieurs sous-secteurs des infrastructures, notamment les énergies renouvelables, les services publics et les infrastructures numériques.

ENGAGEMENT DE FINDEV CANADA :

50 millions $ US

ALIGNEMENT AVEC LES ODD :

5 7 8 13



Energía Renovable La Joya S.A.

Energía Renovable La Joya est une entité ad hoc qui développe, construit et exploite une centrale solaire photovoltaïque de 396 MW à Arequipa, au Pérou, augmentant l'offre d'énergie renouvelable et soutenant la transition du pays vers une croissance bas carbone.

ENGAGEMENT DE FINDEV CANADA :

56 millions $ US

ALIGNEMENT AVEC LES ODD :

7 8 13

Fonction : Soutenir des partenariats économiques durables dans les marchés émergents grâce à l'atténuation des changements climatiques



À la fin de 2025, 49,1 % du portefeuille de FinDev Canada était considéré comme du financement climatique, ce qui reflète la mesure dans laquelle les considérations liées au climat étaient intégrées à l'ensemble des activités d'investissement au cours de la période visée par le rapport.

Les investissements de FinDev Canada dans l'adaptation aux changements climatiques et leur atténuation étaient concentrés dans des secteurs où se rejoignent la viabilité commerciale, l'impact sur le développement et la résilience à long terme, notamment :

- production et transport d'énergies renouvelables;
- infrastructures et transports résilients aux changements climatiques et à faible émission de carbone;
- agroentreprise, foresterie et chaînes de valeur durables;
- intermédiaires financiers soutenant les entreprises alignées sur les objectifs climatiques; et
- les plateformes de financement mixte mobilisant des capitaux privés pour l'adaptation aux changements climatiques et leur atténuation.

En plus d'aider les entreprises clientes et les pays à progresser sur leurs propres trajectoires de transition climatique, ces investissements favorisent la résilience des économies et des chaînes d'approvisionnement, la préparation à l'accès aux marchés ainsi que l'établissement de partenariats à long terme pour le Canada.

Renforcer la résilience économique dans les pays partenaires

Les investissements dans les énergies renouvelables, les infrastructures à faible émission de carbone, l'agriculture alignée sur les objectifs climatiques et l'industrie durable soutiennent les entreprises et les économies dans la réduction de leur exposition aux perturbations liées au climat, à la volatilité énergétique et aux risques de transition. Cela contribue à des trajectoires de croissance plus stables et à des environnements opérationnels plus prévisibles pour les partenaires locaux et internationaux.

Renforcer la résilience et la diversification de la chaîne d'approvisionnement

L'investissement privé aligné sur les objectifs climatiques réduit les risques physiques et de transition dans la production, la logistique et les infrastructures. Des écosystèmes émergents plus résilients soutiennent une diversification des approvisionnements mondiaux et réduisent l'exposition aux chocs climatiques qui affectent les flux commerciaux, la sécurité de l'approvisionnement et la stabilité économique.

Améliorer l'attractivité pour les investisseurs et la préparation à l'accès aux marchés

En finançant des solutions d'atténuation évolutives et commercialement viables, FinDev Canada contribue à approfondir les marchés où les capitaux à long terme peuvent investir en toute confiance. Avec le temps, cela renforce les systèmes financiers locaux, améliore les conditions de financement et consolide l'environnement propice à un investissement privé et un commerce durables.

Promouvoir les intérêts à long terme du Canada grâce aux partenariats

En soutenant l'atténuation des changements climatiques dans les marchés où la croissance et la transition sont déjà à l'œuvre, FinDev Canada renforce la position du Canada en tant que partenaire crédible, patient et fiable dans des marchés qui joueront un rôle de plus en plus important dans l'économie mondiale. Ces partenariats renforcent les bases de la coopération future, notamment dans les domaines du commerce, de l'investissement et de l'échange de connaissances, en accord avec les priorités du Canada en matière de climat, de développement et d'économie.

Approche intégrant l'optique de genre à FinDev Canada



En mettant l'accent sur l'autonomisation économique des femmes en tant que moteur essentiel de l'égalité entre les genres dans le secteur privé, FinDev Canada intègre une perspective de genre dans l'ensemble de ses activités de financement et d'investissement. Le renforcement du pouvoir économique des femmes aide les femmes à accéder aux opportunités économiques, à y participer et à en bénéficier sur un pied d'égalité avec les hommes. Cela inclut à la fois la capacité de réussir et de progresser économiquement ainsi que la faculté de prendre des décisions et d'agir en conséquence pour influencer les résultats économiques.

FinDev Canada promeut la finance intégrant l'optique de genre en investissant dans des entreprises et des institutions financières qui élargissent l'accès des femmes à un emploi de qualité, au financement, aux services essentiels et aux opportunités de leadership. En s'attaquant aux obstacles qui limitent la participation économique des femmes, FinDev Canada contribue à favoriser des marchés plus inclusifs et efficaces, des communautés plus fortes et une croissance économique durable.

Pour déterminer et mesurer les investissements intégrant l'optique de genre, FinDev Canada utilise les critères du Défi 2X, la référence mondiale en la matière. En décembre 2025, 59,5 % du portefeuille actif de FinDev Canada était aligné sur le Défi 2X, représentant 1,27 milliard $ US en capitaux engagés.

FinDev Canada a conclu 11 transactions alignées sur le Défi 2X en 2025, représentant 69 % de son activité commerciale totale (par nombre de transactions), soit environ 461,4 millions $ US en investissements. Voici la liste des bénéficiaires :

- Gulf Renewable Energy Company Limited
- African Credit Opportunities Funds III
- Khan Bank
- LocFund Next
- Lendable MSME Fintech Credit Fund II
- BanPais
- VP Bank
- CRDB Bank Plc
- EcoEnterprises IV
- Amethis Fund III
- HD Bank

Sur ces 11 transactions, 8 (50 %) investissements ont également soutenu des objectifs liés à l'égalité des genres et au climat, pour un montant équivalent à 397,5 millions $ US. Voici la liste des bénéficiaires :

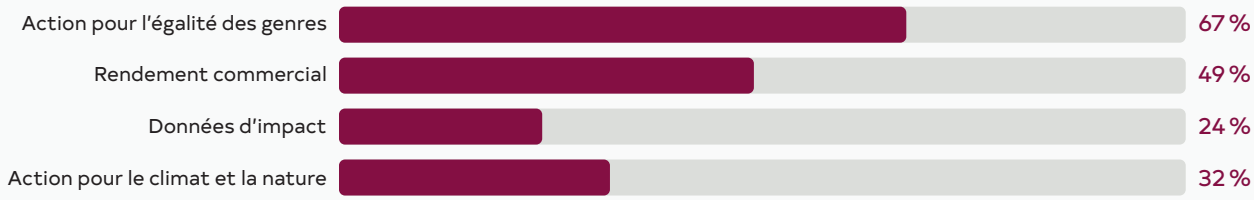
- Gulf Renewable Energy Company Limited
- Khan Bank
- LocFund Next
- BanPais
- VP Bank
- CRDB 2023
- EcoEnterprises IV
- HD Bank

Assistance technique

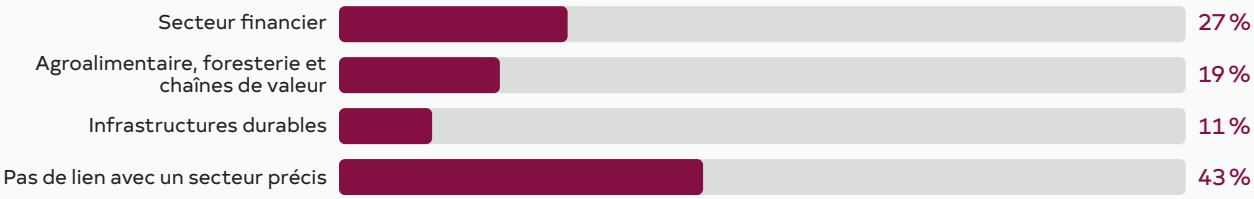
Aperçu de la facilité d'assistance technique

37	9.2 M$ CA	20	17
projets	en engagements totaux	projets axés sur le client	projets axés sur le marché

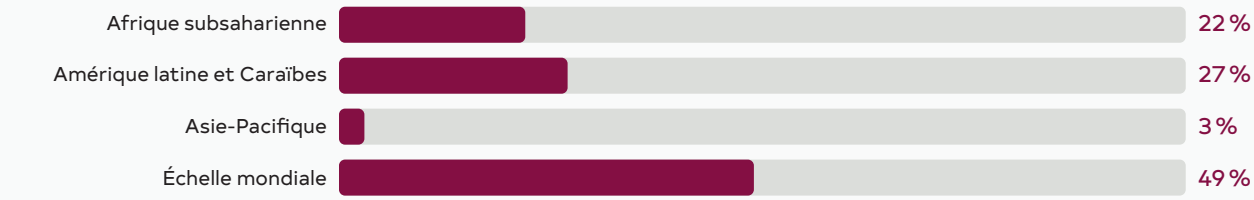
DOMAINES PRIORITAIRES[11]



VENTILATION PAR SECTEUR[12]



RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE[13]



[11] Certains projets couvrent plusieurs secteurs.
[12] Certains projets sont multisectoriels.
[13] Certains projets couvrent plusieurs régions.

Assistance technique : Principaux projets en 2025



Défi mondial 2X (axé sur le marché)

Accélérer et accroître les investissements intégrant une optique de genre, en renforçant la pertinence et la valeur stratégique du Défi 2X, en consolidant les capacités des investisseurs et des entreprises clientes, et en améliorant la mesure de l'impact.

DOMAINES PRIORITAIRES

Rendement commercial | **Action pour l'égalité des genres** | Données d'impact | Action pour le climat et la nature



Sagana (axé sur le marché)

Soutenir la création et le déploiement pilote d'une plateforme régionale en Asie du Sud-Est mettant en relation des femmes dirigeantes expérimentées avec des opportunités de participation aux conseils d'administration et aux comités d'investissement, afin de renforcer la gouvernance des entreprises et de mettre en place un modèle évolutif favorisant une plus grande diversité de genre dans les postes de direction.

DOMAINES PRIORITAIRES

Rendement commercial | **Action pour l'égalité des genres** | Données d'impact | Action pour le climat et la nature



Banco de Bogota (axé sur le client)

Soutenir la création et le déploiement pilote d'une plateforme de services non financiers destinée aux PME détenues ou dirigées par des femmes clientes de la Banque, comprenant notamment des formations, des dispositifs de mentorat et des possibilités de réseautage.

DOMAINES PRIORITAIRES

Rendement commercial | **Action pour l'égalité des genres** | Données d'impact | **Action pour le climat et la nature**



Climate Policy Initiative (axée sur le marché)

Soutenir la création et le déploiement pilote d'un modèle de financement évolutif visant à mobiliser des capitaux institutionnels en faveur des infrastructures hydrauliques résilientes aux changements climatiques dans les marchés émergents, y compris le développement d'un cadre de mesure de l'impact et le test de l'assurance paramétrique ainsi que des crédits de résilience.

DOMAINES PRIORITAIRES

- **Rendement commercial**
- Action pour l'égalité des genres
- Données d'impact
- Action pour le climat et la nature

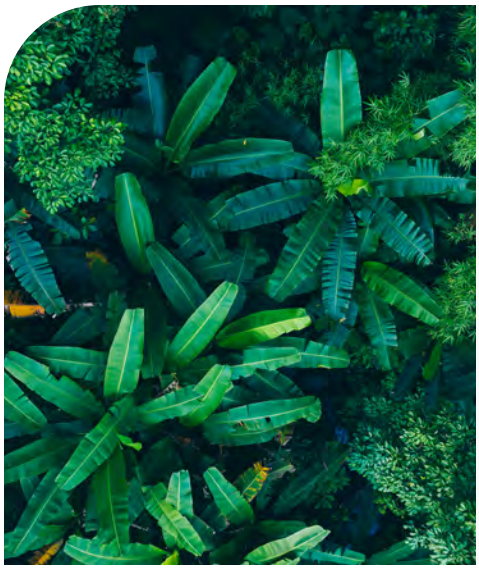


Collaboration sur les systèmes alimentaires durables (axée sur le marché)

Élaborer une approche commune pour qualifier les financements et mesurer leur impact, afin d'aider les IFD à mieux définir, recenser, documenter et mesurer les investissements aux différentes étapes du financement de la sécurité alimentaire et dans différents contextes de financement.

DOMAINES PRIORITAIRES

- Rendement commercial
- Action pour l'égalité des genres
- Données d'impact
- **Action pour le climat et la nature**



GAIA Climate Loan Fund (axé sur le client)

Contribuer à la facilité d'assistance technique GAIA visant à renforcer la logique d'impact et la mise en œuvre des projets, à améliorer leur capacité à mobiliser des financements et à aligner les investissements sur les objectifs ambitieux du fonds en matière d'adaptation aux changements climatiques et de leur atténuation.

DOMAINES PRIORITAIRES

- **Rendement commercial**
- **Action pour l'égalité des genres**
- Données d'impact
- **Action pour le climat et la nature**

Étude de cas : Gulf Renewable Energy Company Limited (GULF)



L'Asie-Pacifique constitue une priorité pour FinDev Canada et joue un rôle majeur dans la croissance économique mondiale. Dans le même temps, la région doit relever d'importants défis en matière de changements climatiques et de transition énergétique, ce qui se traduit par des besoins croissants d'investissement dans des infrastructures énergétiques fiables et durables.

La Thaïlande est un pays en pleine transition énergétique, visant à réduire ses émissions de gaz à effet de serre (GES) de 40 % d'ici 2030 dans le cadre de ses Contributions déterminées au niveau national (CDN) actualisées, tout en développant les énergies renouvelables pour atteindre ses objectifs à long terme de carboneutralité. En 2025, FinDev Canada a engagé 50 millions de dollars US auprès de Gulf Renewable Energy Company Limited, l'une des plus grandes entreprises privées de production d'électricité en Thaïlande, spécialisée dans le développement de projets d'énergie solaire, éolienne et de stockage d'énergie par batteries.

L'investissement fait partie d'une facilité de financement plus large de 350 millions de dollars US gérée par la Banque asiatique de développement, qui soutient le développement des infrastructures d'énergie renouvelable visant à répondre à la demande croissante de la Thaïlande en énergie fiable et à faible émission de carbone.

Les impacts attendus de la transaction sur le développement sont notamment les suivants :

Action pour le climat et la nature : Cette transaction devrait contribuer aux objectifs et aux stratégies de la Thaïlande en matière d'adaptation aux changements climatiques et de leur atténuation grâce à environ 480 GWh d'énergie renouvelable générée annuellement, avec environ 192 000 t éq. CO2 d'émissions évitées chaque année. De plus, cette transaction contribuera à accélérer la transition vers l'énergie propre en réduisant la dépendance aux combustibles fossiles et en fournissant une alimentation de secours lors d'événements météorologiques extrêmes.

Développement du marché : Le prêt de FinDev Canada devrait soutenir la construction de trois projets d'énergie renouvelable, dont notamment le déploiement de 194 MW de capacité solaire et de 151 MWh de systèmes de stockage d'énergie par batterie. Cela contribuera à favoriser l'intégration des énergies renouvelables au réseau électrique national et à renforcer la résilience du système, en permettant de disposer d'une alimentation de secours et de mieux équilibrer la charge pour les ménages et les entreprises, notamment lors des périodes de pointe ou de perturbations liées aux conditions météorologiques. Les trois projets assureront plus de 1 500 emplois dans la construction et douze emplois opérationnels.

Égalité des genres : Cette transaction répond aux critères d'emploi et de leadership du Défi 2 X. Au 31 décembre 2024, les femmes représentaient 33 % de la main-d'œuvre de l'entreprise, 38 % des postes de haute direction et 33 % du conseil d'administration. Ces pratiques placent Gulf au-dessus des moyennes sectorielles et soutiennent la participation des femmes à l'emploi dans le secteur des énergies propres. Gulf prévoit de renforcer davantage les pratiques en matière de diversité et d'inclusion grâce à des politiques améliorées, ainsi qu'à une formation ciblée sur l'égalité des genres et l'inclusion des personnes en situation de handicap.

Des investissements comme ceux-ci démontrent l'approche de FinDev Canada pour soutenir les entreprises établies et les plateformes capables de générer un impact à grande échelle. En s'associant à des exploitants expérimentés, FinDev Canada aide à accroître la capacité en énergie renouvelable, à renforcer les systèmes énergétiques et à soutenir la transition vers des économies plus durables et résilientes.

Étude de cas : Phatisa Food Fund II



FinDev Canada a investi dans Phatisa Food Fund II en 2021. Parallèlement à l'investissement, la société a contribué à hauteur de 250 000 $ US à la Facilité d'assistance technique (Facilité d'AT) dédiée du Fonds afin de renforcer les entreprises du portefeuille, les chaînes de valeur et les institutions qui soutiennent la croissance économique à long terme dans le système alimentaire africain.

Phatisa est un gestionnaire de fonds de capitaux privés africain qui investit dans l'ensemble de la chaîne de valeur alimentaire, avec pour objectif de développer des systèmes alimentaires durables, résilients et productifs en Afrique subsaharienne. Grâce à des investissements en capital de croissance dans des entreprises agroalimentaires de taille moyenne, le Fonds soutient la production alimentaire, le développement de la chaîne de valeur, la création d'emplois et les pratiques commerciales intelligentes en matière de lutte contre les changements climatiques dans plusieurs marchés.

Le TAF PFF2 a été conçu pour offrir un soutien ciblé et axé sur la demande aux entreprises du portefeuille, les aidant à renforcer leur rendement opérationnel, leurs pratiques environnementales et sociales, leur résilience aux changements climatiques et leur compétitivité à long terme tout en contribuant à un apprentissage sectoriel plus large.

Le soutien de FinDev Canada par le biais du PFF2 TAF a été mené à bien en 2025, avec 12 projets entièrement mis en œuvre dans les domaines de l'action pour le climat et la nature, du rendement commercial et de l'action pour l'égalité des genres. Ces initiatives ont combiné un soutien au niveau de l'entreprise avec des efforts plus larges pour renforcer les pratiques et les connaissances dans l'ensemble du secteur agricole.

Les initiatives notables comprenaient :

- un programme de décarbonation à l'échelle du portefeuille qui a établi sept bases de référence des émissions de gaz à effet de serre et des stratégies de carboneutralité;
- des solutions climatiques basées sur la nature avec Lona Group axées sur l'amélioration de la santé des sols, la gestion de l'eau et les résultats en matière de biodiversité; et
- un projet pilote de séquestration du carbone ayant abouti à un Document de conception de projet validé pour Spekboom.

Le soutien au rendement commercial a également permis à Deltamune d'élargir sa portée sur le marché, de renforcer sa capacité technique et de dispenser une formation à 2 236 agriculteurs dans sept pays.

Collectivement, ces initiatives ont renforcé la gouvernance environnementale et sociale, amélioré la résilience aux changements climatiques, accru les capacités des agriculteurs et soutenu des agroentreprises plus compétitives et durables. L'expérience met en lumière comment l'assistance technique peut compléter les capitaux d'investissement en aidant les entreprises à développer la capacité, les systèmes et les pratiques nécessaires pour obtenir des résultats plus solides à long terme.

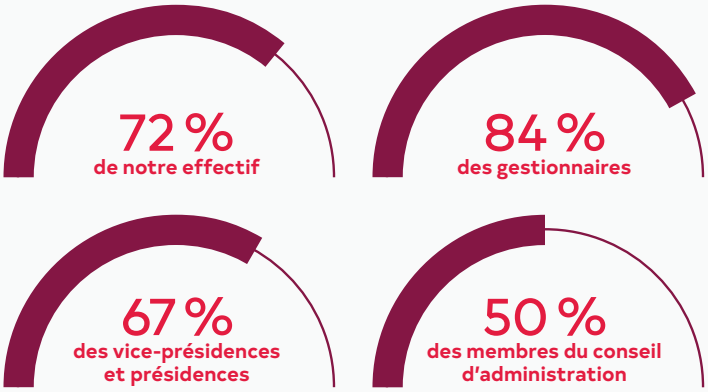
Inclusion, diversité, équité et accessibilité (IDEA)

La culture de FinDev Canada découle de la diversité de son personnel. Les collègues de FinDev Canada apportent une expérience vécue provenant d'un large éventail de pays, de cultures et de parcours professionnels, contribuant au mandat de développement de la société et son travail axé sur la mission dans les marchés émergents de nos régions prioritaires.

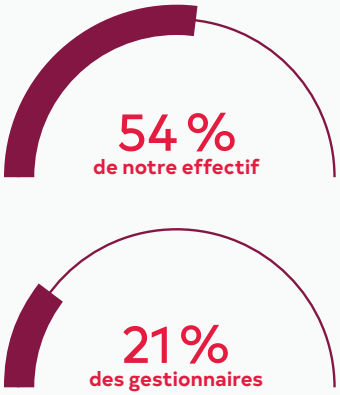
Nos valeurs sont au cœur du fonctionnement de FinDev Canada. La collaboration, l'agilité, l'impact et le respect, ainsi que l'inclusion, la diversité, l'équité et l'accessibilité, sont intégrés tout au long de l'expérience et du cycle de vie des employés. FinDev Canada privilégie un milieu de travail respectueux et psychologiquement sécuritaire dans lequel les employés se sentent soutenus et peuvent être pleinement eux-mêmes.

Les chiffres ci-dessous reflètent les données d'auto-identification du personnel.

Les femmes représentent



Les minorités visibles représentent



Autres dimensions de l'auto-identification



Résultats du sondage d'auto-identification
Au 31 décembre 2025

Vision pour 2026 et l'avenir



FinDev Canada entre dans une nouvelle phase de son développement, marquée par un changement d'échelle, un recentrage des priorités et une exécution rigoureuse. Les progrès accomplis en 2025 témoignent d'une institution qui a dépassé sa phase de structuration et qui est désormais en mesure de déployer ses capitaux de manière plus affirmée, plus sélective et à plus grande échelle, au service du développement à long terme.

L'impact sur le développement restera au cœur du mandat de FinDev Canada. À mesure que l'organisation poursuit sa croissance, elle renforcera son approche stratégique quant à l'allocation de ses capitaux, à la structuration de son portefeuille et au choix de ses partenaires. Cette approche consiste notamment à diversifier l'exposition entre les différents secteurs et régions, à privilégier les plateformes présentant un potentiel de mise à l'échelle, à approfondir les relations dans les marchés prioritaires et à préserver une capacité d'adaptation face à l'évolution des conditions de marché.

FinDev Canada poursuivra sa collaboration avec des entreprises, des institutions financières et des plateformes d'investissement dotées d'une solide assise financière, d'une gouvernance efficace et de capacités opérationnelles leur permettant d'obtenir des résultats à grande échelle. Ces partenaires sont souvent les mieux placés pour mobiliser des capitaux supplémentaires, faire évoluer les pratiques de marché et accélérer les trajectoires de transition dans différents secteurs. En concentrant davantage ses interventions auprès de ces contreparties, FinDev Canada peut étendre sa portée, renforcer son impact et contribuer à faire évoluer les marchés.

FinDev Canada poursuivra également ses activités au sein d'un écosystème élargi d'acteurs. Grâce à des partenariats avec les gouvernements, les institutions financières de développement, les organisations multilatérales, les investisseurs privés et d'autres institutions canadiennes, elle contribuera à créer les conditions propices à l'investissement, à l'innovation et au développement des marchés à long terme. Les plateformes, les partenariats et les relations de long terme seront de plus en plus mis à profit pour accroître la portée des interventions, mobiliser des capitaux et veiller à ce que les instruments complémentaires soient mobilisés là où ils peuvent être les plus efficaces.

Les enjeux climatiques et la transition vers une économie sobre en carbone et résiliente face aux changements climatiques orienteront de plus en plus les décisions de FinDev Canada en matière d'allocation des capitaux, de partenariats et de construction du portefeuille. Grâce aux nouveaux engagements importants du gouvernement du Canada en faveur du financement climatique, FinDev Canada prévoit d'accroître l'ampleur de ses investissements liés au climat dans les secteurs des infrastructures, de l'agroentreprise, de la foresterie et des chaînes de valeur, ainsi que des services financiers. Les enjeux climatiques et la transition vers une économie sobre en carbone et résiliente face aux changements climatiques continueront à orienter les décisions en matière d'investissements, non seulement pour favoriser une croissance inclusive et durable, mais aussi pour influencer de plus en plus la gestion des risques et la résilience économique à long terme.

Pris dans leur ensemble, ces changements permettent à FinDev Canada d'amplifier son impact sur le développement tout en préservant sa viabilité financière et sa résilience institutionnelle. Par une approche d'investissement rigoureuse, des partenariats plus étroits et une mobilisation accrue de capitaux privés, FinDev Canada continuera de soutenir l'action climatique et l'égalité des genres, de développer les marchés locaux et de renforcer le positionnement du Canada en tant que partenaire de confiance auprès des marchés émergents, dont le rôle dans l'économie mondiale ne cesse de s'accroître.

FinDev Canada

Déclaration de 2025 liée au climat de FinDev Canada

Contexte

FinDev Canada est l'institution de financement du développement (IFD) du Canada. Créée en 2018, l'organisation a comme mission de soutenir la croissance durable et inclusive du secteur privé sur les marchés en développement. Au moyen d'un éventail d'instruments financiers, nous finançons et investissons dans des entités commercialement viables pour générer à la fois un impact sur le développement et des rendements financiers.

L'action pour le climat et la nature est l'un des trois objectifs d'impact sur le développement de FinDev Canada, les deux autres étant le développement des marchés et l'égalité des genres. Nous reconnaissons que le changement climatique est un enjeu systémique mondial qui touche de manière disproportionnée les populations des pays en développement, en particulier les femmes et les autres populations vulnérables, et que l'action pour le climat et la nature doit être déployée à grande échelle pour répondre à l'urgence climatique et atteindre les objectifs de l'Accord de Paris.

Le Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (GIFCC), établi par le Conseil de stabilité financière du G20, a mis en place un cadre cohérent reconnu mondialement pour aider la communauté financière à repérer, à évaluer et à divulguer les occasions et les risques liés au climat[1].

La Déclaration de 2025 liée au climat de FinDev Canada décrit comment les considérations liées au climat sont intégrées dans notre gouvernance, notre stratégie, notre gestion des risques, et nos mesures et objectifs, conformément au cadre du GIFCC, comme l'exige le gouvernement du Canada. Ce rapport porte sur l'exercice clos le 31 décembre 2025 et inclut les réalisations des années précédentes qui ont contribué à notre démarche en faveur du climat et de la nature. Il reflète notre engagement sans faille en faveur de la transparence et de l'amélioration continue. La présente publication a pour but de fournir aux parties prenantes des informations claires au sujet de l'incidence des changements climatiques sur notre travail et sur les actions mises en œuvre pour y faire face.

Pour plus d'information sur nos objectifs liés au climat, veuillez consulter notre Politique sur les changements climatiques et notre Stratégie sur les changements climatiques, qui décrivent comment nous mettons en œuvre nos ambitions climatiques dans le cadre de nos activités d'investissement, de nos opérations et de nos partenariats. Ces documents guident notre intégration des enjeux climatiques dans notre processus décisionnel. Parmi les autres ressources et déclarations utiles, notons l'Approche d'impact sur le développement de FinDev Canada, la Politique sur les risques environnementaux et sociaux et la Déclaration annuelle relative aux Principes de directeur pour la gestion de l'impact.

Faits saillants de 2025

Les considérations relatives au climat et à la nature sont au cœur de notre approche d'investissement. Elles reflètent nos priorités en matière de développement, mais posent aussi des risques pour les résultats à long terme, qu'ils soient liés au développement ou aux résultats financiers. Au cours de l'année écoulée, FinDev Canada a accru le volume et la proportion du financement climatique au sein de son portefeuille, perfectionné son approche de suivi et de mesure du financement en faveur de la nature, et affiné ses méthodes de détection, d'évaluation et de gestion des risques liés au climat.

49 %
des engagements de financement et d'investissement du portefeuille répondent aux critères du financement climatique*.

13 des 17
nouvelles transactions signées en 2025 sont alignées sur l'ODD 13, Lutte contre les changements climatiques.

8 des 13
transactions d'action climatique conclues en 2025 sont alignées sur l'ODD 5, Égalité entre les sexes.

Le fonds GAIA Climate Loan Fund (GAIA) a réalisé une première ronde de financement de
600 M$ US

[1] Publiées en 2017, les recommandations du GIFCC sont aujourd'hui la référence mondiale en matière d'informations financières liées au climat. Ayant rempli sa mission, le GIFCC a été dissous en octobre 2023. La IFRS Foundation, qui a pris le relais, est maintenant chargée de suivre les progrès des déclarations sur le climat des entreprises.

Gouvernance

Divulguer la gouvernance de l'organisation en matière de risques et d'occasions liés au climat.

Établie en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, FinDev Canada est une filiale à part entière d'Exportation et développement Canada (EDC). Nous sommes dirigés par un conseil d'administration chargé de superviser les activités et le bon fonctionnement de FinDev Canada. Le conseil d'administration de FinDev Canada est présidé par la présidente et cheffe de la direction d'EDC et composé de membres du conseil d'administration d'EDC et de membres indépendants possédant une expertise et une expérience pertinentes pour nos activités et nos marchés.

Depuis la création de FinDev Canada en 2018, l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à ceux-ci sont des piliers de notre approche en matière d'impact sur le développement, et notre stratégie d'investissement cible les secteurs qui soutiennent la transition vers une économie sobre en carbone et résiliente aux changements climatiques, notamment les énergies renouvelables, l'agriculture durable et la gestion durable des forêts.

En 2021, FinDev Canada a officialisé cette approche en adoptant sa toute première Politique sur les changements climatiques et une Stratégie sur les changements climatiques, qui ont établi le cadre initial permettant d'intégrer les considérations climatiques dans le processus d'investissement et la prise de décisions opérationnelles. La stratégie de 2021 avait notamment comme objectif d'augmenter la part des investissements liés au climat à au moins 35 % du portefeuille d'ici 2025, mesuré selon les principes communs pour le suivi du financement de l'atténuation et de l'adaptation climatiques, convenus par l'International Development Finance Club (IDFC) et les banques multilatérales de développement (BMD).

En 2024, FinDev Canada a actualisé son cadre d'impact sur le développement en adoptant une politique d'impact sur le développement et une approche d'impact sur le développement. Cette mise à jour a élevé le climat au rang de priorité stratégique et a élargi son champ d'application pour y inclure explicitement la nature, donnant ainsi lieu à un objectif d'impact révisé, soit l'action pour le climat et la nature.

Parallèlement, FinDev Canada a mis à jour sa Stratégie sur les changements climatiques. Tout au long de ce processus, la direction a régulièrement échangé avec le conseil d'administration pour faire le point sur les progrès réalisés, les enseignements tirés et les éléments clés qui guideront l'orientation future de la stratégie.

La Politique d'impact sur le développement et la Politique sur les changements climatiques sont toutes deux approuvées par le conseil d'administration, tandis que l'Approche d'impact sur le développement et la Stratégie sur les changements climatiques sont approuvées et mises en œuvre par la direction.

Intégration aux cadres de gestion des risques et aux rapports trimestriels

Les occasions et les risques liés au climat sont intégrés au cadre de gestion des risques d'entreprise de FinDev Canada :

- Les occasions liées au climat sont prises en compte dans le Cadre de gestion des risques stratégiques (CGRS) en tant que « risque lié à l'impact sur le développement », soit le risque que FinDev Canada mène ses activités commerciales d'une façon qui ne cadre pas avec ses objectifs d'impact sur le développement, ou que les résultats de ses objectifs d'impact sur le développement et engagements ne puissent être suffisamment étayés.
- Les risques liés au climat sont reconnus comme des risques financiers dans le Cadre de gestion des risques financiers (CGRF) et définis comme étant le risque d'impacts financiers pour FinDev Canada résultant de l'intensification et de l'augmentation de la fréquence des phénomènes et événements climatiques extrêmes ou des changements chroniques liés au climat (risques physiques), ou encore du processus de transition vers une économie sobre en carbone (risques de transition). Les risques liés au climat sont aussi reconnus comme un risque opérationnel de la catégorie des risques environnementaux et sociaux dans le Cadre de gestion des risques opérationnels (CGRO), soit le risque de contribuer ou d'être associé à des activités ou à des investissements qui aggravent le changement climatique et ses effets néfastes, notamment par une augmentation des émissions de gaz à effet de serre (GES), une diminution de la résilience ou une mauvaise adaptation, en lien avec les transactions soutenues par FinDev Canada.

Le CGRS, le CGRF et le CGRO sont passés en revue et approuvés par le conseil d'administration, ce qui garantit un suivi à la fois des occasions stratégiques et de l'exposition aux risques liés au climat et à la nature.

Surveillance du conseil d'administration et production de rapports

Le conseil d'administration exerce une surveillance des risques et des occasions liés au climat et à la nature, notamment en approuvant les politiques et les cadres de gestion des risques, en établissant des cibles de rendement et en faisant régulièrement rapport sur ces questions.

Chaque année, la direction propose des cibles de financement climatique en adéquation avec les objectifs à long terme du portefeuille. Ces cibles sont examinées et approuvées par le conseil d'administration, puis intégrées aux objectifs de l'entreprise et au programme de rémunération au rendement de FinDev Canada.

Chaque trimestre, le conseil d'administration reçoit une mise à jour sur le portefeuille et le bassin d'occasions de FinDev Canada, qui inclut des mesures liées au climat comme le volume de financement climatique et les progrès réalisés par rapport aux objectifs de financement climatique, ainsi qu'un rapport intégré sur les risques qui comprend les indicateurs de risque clés et les seuils applicables aux éléments de risque climatique. Ces mécanismes de communication de l'information facilitent le suivi des enjeux liés au climat et à la nature au niveau du portefeuille, parallèlement aux risques stratégiques, opérationnels et financiers généraux.

Processus de gestion et d'exploitation

Au niveau organisationnel, la responsabilité des risques et des occasions liés au climat et à la nature est partagée entre les équipes Investissements, qui relèvent du directeur des investissements, et les équipes Impact sur le développement, Risques environnementaux, sociaux et climatiques et Stratégies d'impact et leadership éclairé, qui relèvent de la cheffe de l'impact. Ces fonctions travaillent de manière concertée pour soutenir la prospection d'occasions de financement en matière de climat et de nature, évaluer les risques connexes et assurer le suivi du rendement à l'échelle du portefeuille.

La question du climat et de la nature est prise en compte tout au long du cycle de vie des investissements : repérage d'occasions, contrôle diligent, approbation et suivi du portefeuille. L'équipe Investissements est chargée de trouver et de développer des occasions alignées sur les objectifs de financement en faveur du climat et de la nature. Ces occasions sont ensuite évaluées par l'équipe Impact sur le développement en tenant compte de leur contribution à l'atténuation des changements climatiques, à l'adaptation à ceux-ci, à la résilience et aux résultats pour la nature, tandis que l'équipe Risques environnementaux, sociaux et climatiques évalue l'exposition aux risques physiques et aux risques liés à la transition et à la nature.

Ces évaluations sont consignées par écrit et intégrées aux recommandations d'investissement soumises pour approbation au comité d'investissement présidé par la cheffe de la direction et, au besoin, au conseil d'administration.

Après la clôture d'une transaction de financement ou d'investissement, la performance de l'entité cliente fait l'objet d'une surveillance dans le cadre des activités de gestion de portefeuille, notamment par le biais d'examens annuels et du suivi des progrès réalisés au regard des engagements climatiques, s'il y a lieu. FinDev Canada surveille également l'exposition de son portefeuille aux risques climatiques physiques et continue de renforcer son approche dans ce domaine.

Au fil du temps, FinDev Canada a approfondi l'intégration des enjeux liés au climat et à la nature dans ses processus décisionnels relatifs aux placements et dans la constitution et la gestion de son portefeuille, reflétant ainsi leur importance croissante en tant que leviers de développement et de rendement financier. Cet aspect continue de faire l'objet d'une attention particulière.

Stratégie

Divulguer, lorsqu'ils sont importants, les impacts réels et potentiels des risques et occasions liés au climat sur les activités, la stratégie et la planification financière de l'organisation.

Les considérations relatives au climat et à la nature font partie intégrante de l'approche de FinDev Canada en matière de financement du développement, ce qui reflète à la fois leur influence déterminante sur les résultats en matière de développement et les risques qu'elles représentent pour la performance financière. Cette approche s'articule autour de deux axes complémentaires : les activités au niveau du portefeuille et les pratiques organisationnelles.

Au niveau du portefeuille, nous :

- Affectons des capitaux à l'atténuation des changements climatiques, à l'adaptation, au renforcement de la résilience et aux solutions fondées sur la nature dans tous les secteurs prioritaires;
- Tenons compte du climat et de la nature dans toutes nos décisions d'investissement;
- Évaluons l'exposition aux risques liés au climat.

Au niveau de l'organisation, nous :

- Renforçons les pratiques, les outils et la gouvernance internes afin de favoriser une prise de décision tenant compte des enjeux climatiques;
- Mobilisons des capitaux privés et collaborons avec des partenaires pour élargir la portée du financement en faveur du climat et de la nature;
- Contribuons à la définition de normes et de cadres de travail, notamment dans les domaines de l'adaptation, de la résilience et du financement de la nature.

Au niveau du portefeuille

FinDev Canada investit des capitaux dans des entités du secteur privé (entreprises, projets, institutions financières et fonds d'investissement) qui soutiennent la transition vers des économies sobres en carbone, résilientes aux effets des changements climatiques et respectueuses de la nature. Nos produits de financement par emprunt et par capitaux propres, ainsi que nos solutions de financement mixte, privilégient les investissements qui contribuent à éviter, à réduire ou à séquestrer les émissions de GES, renforcent l'adaptation et la résilience, et encouragent l'utilisation durable des ressources naturelles. Il convient de noter que nos activités d'investissement et de financement excluent les activités liées aux combustibles fossiles, conformément à la liste des activités exclues de FinDev Canada.

Outre nos solutions financières, nous accompagnons nos clients dans la mise en place de plans d'action et nous leur offrant une assistance technique pour les aider à améliorer leur rendement sur le plan du climat et de la nature. FinDev Canada offre notamment un soutien dans les domaines suivants :

- Mesure et déclaration des émissions de GES;
- Élaboration et mise en œuvre de stratégies de décarbonation et de résilience;
- Intégration des enjeux liés au climat et à la nature dans la gouvernance et la prise de décision.

Pour faire progresser les résultats en matière de climat et de nature, il faut prioritairement financer et investir dans les domaines des énergies renouvelables et autres infrastructures durables, et de l'agriculture et de la foresterie adaptées au climat. Nous reconnaissons que les dérèglements climatiques et la perte de biodiversité sont des enjeux inextricablement liés qui s'exacerbent mutuellement, et que l'interdépendance du climat et de la nature témoigne du rôle des solutions basées sur la nature dans la lutte contre les changements climatiques, et inversement.

Par le passé, FinDev Canada a mis l'accent sur le financement des mesures d'atténuation des changements climatiques. Bien que cela reste une priorité, nous cherchons également des moyens de faire progresser l'adaptation, la résilience et le financement en faveur de la nature. Nous pouvons recourir au financement mixte, aux capitaux concessionnels et à l'assistance technique pour réduire les risques liés aux investissements, attirer des capitaux privés et faciliter la mise en œuvre de solutions respectueuses du climat et de la nature et commercialement viables, y compris sur les marchés mal desservis et vulnérables aux dérèglements climatiques.

Par exemple, le fonds **GAIA Climate Loan Fund**, lancé en 2025 par FinDev Canada, MUFG Bank et le Fonds vert pour le climat et géré par Climate Fund Managers, soutient des projets d'adaptation et d'atténuation climatiques en offrant des solutions de financement à long terme, notamment des prêts en monnaie locale, des solutions de gestion du change et une assistance technique ciblée. Cette plateforme aplanit les obstacles persistants qui freinent l'investissement climatique et démontre la capacité des instruments structurés à mobiliser des capitaux institutionnels et à appuyer des projets climatiques susceptibles d'être financés dans les marchés émergents.

De même, l'investissement de FinDev Canada dans **EcoEnterprises Partners IV** appuie des solutions fondées sur la nature en Amérique latine en offrant des solutions de financement sur mesure (fonds propres, prêts de type mezzanine, etc.) aux petites et moyennes entreprises dans les domaines de l'agriculture régénératrice, de la foresterie durable, des systèmes circulaires, de l'économie bleue et de l'écotourisme. Ces investissements aident à préserver la biodiversité tout en soutenant le développement économique local.

Ces activités contribuent directement aux résultats en matière de développement sur les marchés où FinDev Canada exerce ses activités, dont bon nombre sont fortement exposés aux dérèglements climatiques et à la perte de la nature. Elles améliorent la fiabilité et l'abordabilité des services, protègent les actifs productifs et accompagnent les entreprises dans leur transition vers des modèles d'exploitation sobres en carbone et plus résilients. Ce faisant, ces activités peuvent également renforcer les résultats financiers à long terme des entités clientes.

Contexte et approche en matière de risques climatiques

En plus de rester à l'affût d'occasions générant des résultats positifs pour le climat et la nature, FinDev Canada évalue les risques physiques et les risques de transition liés à ses investissements et consolide son approche en s'inspirant de cadres reconnus en matière de déclaration et de gestion des risques.

Compte tenu de ses secteurs et régions prioritaires, FinDev Canada est davantage exposée aux risques physiques liés aux changements climatiques qu'aux risques de transition. Nos régions prioritaires (Asie-Pacifique, Amérique latine et Caraïbes, Afrique subsaharienne) sont très vulnérables aux aléas climatiques et leur capacité d'adaptation est souvent limitée. En parallèle, comme la priorité est accordée aux énergies renouvelables et aux autres infrastructures durables ainsi qu'à l'agriculture et à la foresterie adaptées au climat, FinDev Canada est exposée à des activités généralement à intensité carbonique moindre et occupant une position de choix dans la transition vers une économie sobre en carbone.

Comme l'horizon d'investissement s'étend de un à 25 ans, les risques liés aux changements climatiques pourraient se concrétiser à court terme (dans moins de 5 ans), à moyen terme (d'ici 5 à 15 ans) ou à long terme (dans plus de 15 ans). Certains clients — notamment dans le secteur agricole — sont déjà confrontés à des perturbations d'origine climatique. Cette dynamique devrait affecter de plus en plus les résultats financiers en raison des répercussions sur la qualité des actifs, la dynamique sectorielle et les perspectives de croissance à long terme.

Au niveau de l'organisation

FinDev Canada continue de renforcer ses capacités internes, ses partenariats et son engagement sur les marchés, ces éléments étant indispensables pour élargir la portée du financement en faveur du climat et de la nature et améliorer les retombées des investissements.

Renforcement des pratiques et des outils internes

FinDev Canada continue à peaufiner ses approches internes afin d'intégrer la question du climat et de la nature aux processus d'évaluation des occasions d'investissement et à la gestion des risques. Les méthodes d'évaluation des risques climatiques (tant physiques que liés à la transition) ont ainsi été perfectionnées, tout comme la façon d'aborder le financement en faveur de la nature et la biodiversité.

Mobilisation de capitaux privés et de partenariats

En plus de collaborer sur des transactions particulières, FinDev Canada travaille avec d'autres IFD, des investisseurs et des partenaires pour mobiliser des capitaux en faveur de l'action pour le climat et la nature. Cela prend notamment la forme de plateformes novatrices comme GAIA, pouvant servir de modèle pour de futurs mécanismes de financement

mixte, et d'initiatives telles que l'Adaptation and Resilience Investors Collaborative (ARIC), qui vise à promouvoir des approches d'investissement et des solutions concrètes pour financer la résilience climatique sur les marchés en développement.

Contribuer au développement des connaissances dans le secteur

FinDev Canada contribue au développement des pratiques et des connaissances afin de soutenir la croissance du financement en faveur du climat et de la nature. Nous avons par exemple publié, en collaboration avec The Biodiversity Consultancy, des conseils pratiques pour aider les IFD et les investisseurs à élargir la portée du financement en faveur de la nature. Nous avons aussi participé à la rédaction d'un rapport de la Climate Policy Initiative sur l'investissement à l'intersection du genre et de la nature.

Grâce à ces initiatives organisationnelles, FinDev Canada cherche à promouvoir des pratiques exemplaires non seulement au sein de son propre portefeuille, mais aussi dans le grand écosystème du financement de la lutte contre le changement climatique et de la protection de la nature.

Gestion des risques

Divulguer comment l'organisation détecte, évalue et gère les risques liés au climat.

FinDev Canada évalue les risques physiques et de transition liés au climat pour toutes les transactions. En 2022, FinDev Canada a mis en œuvre son approche d'évaluation des risques physiques liés aux changements climatiques pour les nouvelles transactions d'investissement et de financement. Cette approche est basée sur l'évaluation des risques climatiques propres au contexte de chaque transaction. On estime d'abord le risque inhérent fondé sur les aléas, l'exposition et la vulnérabilité, puis les mesures d'adaptation au risque des contreparties sont prises en compte pour déterminer le risque climatique résiduel d'une transaction donnée.

Depuis 2023, FinDev Canada évalue également les risques de transition liés aux changements climatiques de toutes les nouvelles transactions. En ce qui concerne l'évaluation des risques liés à la transition, notre démarche se base sur les catégories de risque de transition définies par le GIFCC et est actuellement mise en œuvre à haut niveau. Une attention particulière est accordée aux contreparties dont le portefeuille est concentré de manière importante dans des secteurs à fortes émissions.

Au niveau du portefeuille, nous avons commencé à mettre au point des tableaux de bord et des rapports internes pour mieux comprendre la concentration géographique et sectorielle des risques climatiques et détecter les expositions systémiques, et cette information guide nos stratégies d'investissement. À l'avenir, FinDev Canada entend s'appuyer sur l'analyse de scénarios pour évaluer l'évolution possible de ces expositions et impacts potentiels selon différents scénarios climatiques et horizons temporels.

FinDev Canada continue de peaufiner sa façon d'évaluer les risques de transition dans le but d'améliorer son évaluation au niveau des transactions, de faciliter le suivi des risques climatiques au niveau du portefeuille et d'approfondir la gestion des risques climatiques dans son processus d'investissement. En 2025, nous avons passé en revue les approches en matière de gestion des risques climatiques au niveau des transactions et des portefeuilles d'organisations comparables pour affiner de nos propres méthodologies.

Année après année, FinDev Canada renforce sa capacité à évaluer et à gérer les risques climatiques, non seulement pour chaque transaction individuelle, mais aussi pour son portefeuille global. Cela comprend une analyse approfondie des expositions sectorielles et géographiques, ainsi que l'intégration progressive des considérations climatiques dans des cadres plus larges de gestion des risques financiers.

Mesures et objectifs

Divulguer les mesures et les objectifs utilisés pour évaluer et gérer les risques et les occasions liés aux changements climatiques, lorsque ces informations sont importantes.

Au 31 décembre 2025, FinDev Canada n'était pas directement exposée à des actifs à forte intensité de carbone. Le financement climatique représentait 49 % de son portefeuille, mesuré selon les principes communs pour le suivi du financement de l'atténuation et de l'adaptation climatiques, convenus par l'IDFC et les BMD. Ce chiffre dépasse la cible de 35 % pour 2025 fixée dans la première Stratégie sur les changements climatiques.

Émissions du portefeuille

FinDev Canada rend compte séparément des émissions brutes de GES financées (générées) imputables à ses entités bénéficiaires et, le cas échéant, des émissions séquestrées liées aux investissements dans le secteur forestier (tableau 1). Ces éléments sont présentés séparément et ne sont pas regroupés en un seul indicateur des émissions nettes du portefeuille, conformément aux pratiques internationales actuelles de présentation de l'information.

Pour la première fois en 2025, les émissions brutes financées ont dépassé les émissions séquestrées pour l'année à l'étude, ce qui reflète l'évolution de la composition du portefeuille et la contribution relative des investissements qui génèrent ou séquestrent des émissions.

FinDev Canada présente aussi les émissions évitées liées aux investissements admissibles, y compris les projets d'énergie renouvelable. Les émissions évitées correspondent aux émissions qui auraient été générées en l'absence des projets et donnent une indication de leur contribution à la décarbonation. Conformément aux meilleures pratiques internationales[2], les émissions évitées sont calculées et rapportées séparément des émissions financées.

En 2025, les investissements de FinDev Canada dans des projets d'énergie renouvelable ont généré **4 539** GWh d'énergie propre.

TABLEAU 1. ÉMISSIONS DE GES GÉNÉRÉES, SÉQUESTRÉES ET ÉVITÉES, ATTRIBUÉES À FINDEV CANADA (tCO_2e)

Catégories	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Total de 2018 à 2025
Émissions générées	252	1 325	1 998	3 051	3 631	14 694	17 835	21 600	64 387
Émissions séquestrées	0	0	10 682	26 040	36 132	40 374	61 399	16 967	191 534
Émissions évitées	15 310	25 045	22 517	32 145	46 017	29 073	24 908	87 644	282 660

Remarque : Les émissions générées en 2023 et 2024 ont été réévaluées par rapport à celles présentées dans la Déclaration de 2024 liée au climat en raison de révisions apportées aux données sous-jacentes sur les revenus, les données sur les émissions et les classifications sectorielles.

[2] Par exemple, les cibles fondées sur la science (2023) de la *SBTi Corporate Net-zero Standard* (p. 31). Net-Zero-Standard.pdf (sciencebasedtargets.org)

FinDev Canada mesure les émissions de GES générées, séquestrées et évitées de chaque nouvel investissement et surveille ces émissions une fois par an pendant la période d'investissement.

Les émissions générées comprennent les émissions de GES de portée 1 et de portée 2 associées à nos prêts et investissements. Elles sont calculées à l'aide :

- de la norme Global *GHG Accounting and Reporting Standard for the Financial Industry* du Partnership for Carbon Accounting Financials (PCAF) pour les prêts et les prises de participation dans des entreprises privées, qui représentaient 24 % des émissions générées financées en 2025;
- de critères développés en interne conformément à la norme du PCAF pour les investissements indirects dans les fonds et les intermédiaires financiers, qui représentaient 76 % des émissions générées financées en 2025.

Les émissions financées sont attribuées à FinDev Canada en fonction de notre proportion de financement et couvrent 100 % de nos financements par emprunt et par capitaux propres.

En 2025, 69 % des émissions ont été déclarées par nos entités clientes et bénéficiaires. Les 31 % restants ont été estimés à l'aide du Joint Impact Model, pour un score combiné de qualité des données du PCAF de 3,4 sur 5.

Émissions liées aux activités

Outre les émissions liées à son portefeuille (financées), FinDev Canada mesure et gère chaque année les émissions de GES issues de ses propres activités, en se concentrant sur les sources les plus significatives.

En 2025, les émissions de GES liées aux activités de FinDev Canada ont totalisé 459 tCO_2e, soit 3,16 tCO_2e par membre du personnel (tableau 2)[3].

TABLEAU 2 : ÉMISSIONS DE GES LIÉES AUX ACTIVITÉS DE FINDEV CANADA – 2025

Total des émissions de GES (t eq. CO2)	Source d'activité	2025
Portées 1+2	**Bureaux**	
Portée 1	Gaz naturel	10
Portée 2	Électricité, vapeur, chauffage urbain et refroidissement par eau profonde d'un lac	49
Total des émissions de portées 1 et 2		
Portée 3		
Catégorie 6. Voyages d'affaires	Vols, trains, locations de voitures et séjours à l'hôtel	368
Catégorie 7. Navettage des employés	Trajets domicile-bureau en voiture et en transport en commun	32
Total des émissions de portée 3		**400**
Total des émissions de portées 1, 2 et 3		**459**

[3] Les émissions liées aux activités couvrent les activités propres de FinDev Canada pour l'année à l'étude et comprennent les émissions de portée 1 (émissions directes) et de portée 2 (électricité/énergie achetée), et certaines catégories de portée 3. Les émissions de portée 3 déclarées cette année comprennent les déplacements professionnels et les trajets domicile-travail du personnel. Les émissions liées aux activités sont présentées séparément des émissions liées au portefeuille (financées). L'intensité des émissions par membre du personnel est calculée en divisant le total des émissions annuelles de GES (tCO_2e) par le nombre de membres actifs du personnel au 31 décembre 2025. Les émissions de GES comprennent celles de portée 1, 2 et 3.

Rapport sur la gouvernance 2025 de FinDev Canada

La gouvernance à FinDev Canada

FinDev Canada, une filiale à part entière d'Exportation et développement Canada (EDC), exerce ses activités dans le respect des pouvoirs et des exigences établis par ses actes constitutifs, ses statuts et la législation fédérale applicable, notamment la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP) et la *Loi sur les sociétés par actions du Canada* (LCSA), ainsi que leurs règlements respectifs. La surveillance est assurée par le biais du Cadre de gouvernance des filiales (CGF) d'EDC et d'un conseil d'administration actif et engagé. Ce dernier s'appuie sur des comités et sur un cadre de délégation officiel qui définit les seuils de décision et les responsabilités respectives du conseil d'administration et de la direction.

Une saine gouvernance est indispensable à la réalisation du mandat de FinDev Canada en tant qu'institution financière de développement (IFD) du Canada. En 2025, les pratiques de gouvernance ont évolué pour répondre aux attentes à l'égard des IFD, à la complexité réglementaire croissante et au rayonnement géographique élargi de l'organisation. Les cadres de gouvernance ont été peaufinés pour y inclure les opérations internationales, notamment la succursale de Singapour, et garantir la conformité aux exigences réglementaires locales. Des dispositions de gouvernance ont également accompagné la formalisation de la succursale sud-africaine de FinDev Canada, y compris les nominations réglementaires requises par le droit local (enregistrement de la succursale en Afrique du Sud le 4 août 2025).

Conseil d'administration

Rôles et responsabilités

Le conseil d'administration veille à l'alignement de l'organisation sur les priorités du gouvernement du Canada, notamment les orientations fournies par EDC et les déclarations ministérielles pertinentes concernant les priorités et les responsabilités. Pour s'acquitter de son mandat, le conseil d'administration se fonde sur les obligations qui lui incombent en vertu de la LCSA et de la LGFP, ainsi que sur des principes d'efficacité, d'excellence opérationnelle, et de surveillance indépendante.

Le conseil d'administration est chargé de superviser la gestion, les activités, l'orientation stratégique, l'appétit pour le risque, les résultats financiers et le respect du mandat et des valeurs de FinDev Canada. Dans l'exercice de ses responsabilités de supervision et de surveillance, le conseil d'administration promeut une culture de saine gouvernance et de conduite éthique par l'intermédiaire de cadres, politiques, systèmes et contrôles de gouvernance qui soutiennent une prise de décision efficace, la reddition de comptes et la transparence.

Composition et renouvellement du conseil d'administration

Le conseil d'administration est composé de personnes possédant un large éventail de compétences et de points de vue utiles dans les domaines du financement du développement, des politiques publiques, de la gestion des risques et de la gouvernance d'entreprise. Sa composition reflète les exigences du CGF, notamment l'affiliation à EDC, une forte présence de membres indépendants, ainsi que la diversité sur les plans du genre, de l'expérience et des parcours professionnels.

En 2025 :

- Le conseil d'administration a conservé la totalité des postes pourvus.
- Des changements ont eu lieu, notamment la nomination et l'intégration d'une nouvelle présidente.
- Le profil du conseil d'administration ainsi que la matrice des compétences et de la diversité ont été mis à jour et approuvés afin de demeurer en phase avec les priorités stratégiques de FinDev Canada et les meilleures pratiques de gouvernance.

Ces outils favorisent un renouvellement ordonné du conseil d'administration, un recrutement éclairé et le perfectionnement continu des administrateurs et des administratrices.

Activités du conseil d'administration en 2025

En 2025, les documents sur la gouvernance du conseil d'administration ont été mis à jour afin de tenir compte des modifications apportées au CGF. Les modifications correspondantes ont été apportées aux statuts constitutifs et à la charte du conseil d'administration de FinDev Canada, et le profil du conseil d'administration et la matrice des compétences ont été mis à jour.

Le conseil d'administration a exercé une supervision active grâce à un programme complet de réunions et d'actions stratégiques :

- Tenue d'une assemblée générale annuelle, de six réunions ordinaires et de trois réunions extraordinaires au cours de l'année.
- Participation à une séance de planification stratégique ainsi qu'à plusieurs formations ciblées traitant du contexte opérationnel de FinDev Canada, des risques émergents et des capacités organisationnelles.
- Approbation de transactions de financement et d'investissement.
- Réception de mises à jour régulières sur le rendement du portefeuille, l'évolution du bassin de projets et les conditions de marché.
- Réception de mises à jour sur le modèle opérationnel cible et la feuille de route numérique de FinDev Canada.
- Réalisation de la première évaluation externe de l'efficacité du conseil d'administration et élaboration d'un plan d'action pour renforcer l'efficacité, dont la mise en œuvre débutera en 2026.

Transmission à EDC d'un rapport de synthèse après chaque réunion du conseil d'administration, conformément aux exigences en matière de gouvernance des filiales.

Comités du conseil d'administration

Comité d'audit

Le comité d'audit aide le conseil d'administration à protéger les actifs de FinDev Canada et à assurer la supervision de l'information financière, des contrôles internes, de la gestion des risques, des questions de conformité et d'éthique, et de l'audit interne. Le comité reçoit également les rapports relatifs aux litiges et aux plaintes admissibles du chef du mécanisme de responsabilisation indépendant.

En 2025, le comité d'audit s'est réuni à quatre reprises. Voici les principaux axes d'intervention :

- Examen du plan d'entreprise 2026-2030, des états financiers et des informations connexes, en ciblant la viabilité financière et les indicateurs de rendement financier.
- Supervision de la mise au point du modèle opérationnel cible.
- Supervision du programme de gestion des risques de conformité et du respect des règles déontologiques.
- Activités d'audit interne et avancement des plans d'action de la direction.
- Questions relatives aux mécanismes de responsabilité et de divulgation interne.

Comité des ressources humaines

En 2025, le conseil d'administration a créé le comité des ressources humaines (CRH), qui a pour mission de l'assister dans la supervision des questions relatives aux ressources humaines et à la culture d'entreprise : planification stratégique des effectifs, conception des programmes de rémunération et d'incitatifs, planification de la relève, rendement et rémunération des cadres, etc.

Le CRH s'est réuni à trois reprises au cours de l'année et a apporté son soutien aux principales initiatives de recrutement de cadres supérieurs, renforçant ainsi la cohérence entre les stratégies liées aux ressources humaines et les priorités organisationnelles.

Gestion et gouvernance organisationnelles

La direction de FinDev Canada est assurée par la cheffe de la direction, qui est responsable de la mise en œuvre de la stratégie de l'organisation et de la gestion des activités courantes, dans les limites des pouvoirs qui lui sont délégués par le conseil d'administration.

Certaines fonctions de direction sont assurées par EDC conformément à des accords de niveau de service, ce qui favorise la cohérence, l'efficacité et la supervision à l'échelle du groupe dans des domaines tels que la conformité, les personnes et la culture, l'audit interne et les services de secrétariat général.

Plan d'entreprise et reddition de comptes

Sous la supervision du conseil d'administration, FinDev Canada a préparé en 2025 son plan d'entreprise 2026-2030. Ce document présente les priorités stratégiques, les prévisions financières et le budget de l'organisation. Il a été approuvé par le conseil d'administration de FinDev Canada, le conseil d'administration d'EDC (dans le cadre du plan d'entreprise consolidé) et le gouvernement du Canada.

Le conseil d'administration a également approuvé les états financiers audités de FinDev Canada et a examiné d'autres documents clés de la reddition de comptes, y compris les déclarations financières relatives au climat.

Gouvernance et gestion des risques

Une gouvernance efficace des risques reste l'un des piliers du cadre de gouvernance de FinDev Canada. Le conseil d'administration approuve l'appétit pour le risque de FinDev Canada et supervise la mise en œuvre, par la direction, des principaux instruments de gestion des risques. Le conseil d'administration reçoit régulièrement des rapports sur les principaux risques et veille au respect de la tolérance au risque approuvée.

En 2025, le conseil d'administration a approuvé la mise à jour du Cadre de gestion des risques d'entreprise et du Cadre relatif à l'appétit pour le risque. Ces cadres énoncent le niveau et les catégories de risques que l'organisation est prête à assumer, clarifient les rôles et les responsabilités et soutiennent une prise de décision fondée sur les risques, tant au niveau de la direction que du conseil d'administration.

L'organisation a continué à renforcer sa culture du risque et ses processus connexes au fil de l'évolution de ses activités, de son rayonnement géographique et de sa complexité.

Supervision de la conformité et de l'éthique

Le conseil d'administration, avec l'assistance du comité d'audit, supervise le programme de conformité et d'éthique de FinDev Canada. Ce programme vise à assurer le respect des lois, des règlements et des normes éthiques applicables, notamment en ce qui concerne la prévention de la criminalité financière, la protection de la vie privée, la gestion des conflits d'intérêts et la conduite responsable.

En 2025, la gouvernance de la fonction Conformité s'est affermie, notamment grâce à l'approbation par le conseil d'administration de la Charte de conformité et d'éthique, qui précise les rôles et les responsabilités du chef de la conformité de FinDev Canada et de la fonction Conformité. Les politiques et procédures ont également été renforcées afin de soutenir un modèle opérationnel plus structuré, harmonisé avec les mécanismes de supervision à l'échelle du groupe d'EDC.

Aucun manquement significatif aux règles de conformité n'a été constaté au cours de l'exercice selon les rapports de la direction et les contrôles effectués par le conseil d'administration et le comité d'audit.

Relation avec EDC

FinDev Canada exerce ses activités au sein du SGF et de sa relation de service avec EDC. Certains services sont fournis aux termes d'un accord-cadre de niveau de service et d'accords de niveau de service connexes, de manière à faciliter les activités de FinDev Canada tout en préservant une gouvernance, une reddition de compte et un pouvoir décisionnel distincts.

En 2025, FinDev Canada a respecté ces accords, à tous égards importants, tout en procédant de manière stratégique à l'internalisation de certaines fonctions en phase avec sa croissance et la maturité croissante de son modèle opérationnel.

Autres questions relatives à la gouvernance

Événements importants

Aucun événement important ayant affecté FinDev Canada en dehors du cours normal des activités n'est à signaler pour 2025.

Respect des exigences en matière de gouvernance

D'après les contrôles de la direction et du conseil d'administration, FinDev Canada a exercé ses activités en conformité avec les cadres de gouvernance applicables (notamment le CGF) et les exigences législatives et réglementaires pertinentes, et ce, tout au long de 2025.

FinDev Canada

États financiers **2025**

TABLE DES MATIÈRES

Aperçu des résultats financiers . . . 3
- Performance financière . . . 3
- Situation financière . . . 4
- Analyse du Plan d'entreprise . . . 5

Gestion des risques et du capital . . . 7
- Aperçu de la gestion des risques . . . 7
- Gouvernance des risques, supervision et conception . . . 7
- Gestion du capital . . . 8

Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière . . . 9

Rapport de l'auditeur indépendant . . . 10

État de la situation financière . . . 12

État du résultat global . . . 13

État des variations des capitaux propres . . . 14

Tableau des flux de trésorerie . . . 15

Notes afférentes aux états financiers . . . 16
- 1. Mandat de l'entreprise . . . 16
- 2. Synthèse des principales méthodes comptables . . . 16
- 3. Trésorerie, équivalents de trésorerie et titres négociables . . . 22
- 4. Prêts et compte de correction de valeur/provisions pour pertes de crédit . . . 23
- 5. Placements en actions . . . 27
- 6. Actifs au titre de droits d'utilisation et obligations locatives . . . 28
- 7. Instruments d'emprunt . . . 28
- 8. Instruments dérivés . . . 30
- 9. Produits différés . . . 30
- 10. Capital social . . . 31
- 11. Gestion du capital . . . 31
- 12. Gestion des risques financiers . . . 32
- 13. Juste valeur des instruments financiers . . . 33
- 14. Obligations contractuelles . . . 36
- 15. Autres (produits) ou charges . . . 36
- 16. Charges administratives . . . 36
- 17. Régimes de prestations de retraite . . . 36
- 18. Transactions entre parties liées . . . 37

Performance financière

L'exercice s'est soldé par un bénéfice net de 18,8 millions de dollars, contre 30,6 millions pour l'exercice 2024.

Résumé de l'état du résultat global

Exercice clos le 31 décembre (en milliers de dollars canadiens)	**2025**	2024
Produits du financement et des placements en actions	**102 518**	76 494
Charges d'intérêts, charges financières et charges des placements en actions	**46 428**	20 911
Produits du financement et des placements en actions, montant net	**56 090**	55 583
Apports de donateurs	**602**	1 060
(Pertes) ou profits ou réalisés*	**(1 028)**	488
Produits des activités ordinaires, montant net	**55 664**	57 131
(Profits) ou pertes latents*	**(11 470)**	(327)
Charges administratives	**41 120**	34 478
Dotation ou (reprise de dotation) aux pertes de crédit	**7 170**	(7 614)
Bénéfice net	**18 844 $**	30 594 $

** Comptabilisés en autres (produits) ou charges, dans l'état du résultat global.*

Les éléments significatifs sont les suivants :

Le **montant net des produits du financement et des placements en actions** de l'exercice 2025 a augmenté de 0,5 million de dollars comparativement à celui de l'exercice 2024, s'établissant à 56,1 millions de dollars, grâce surtout à l'augmentation des produits tirés des prêts (par suite de la croissance du portefeuille de prêts), ce qui a été partiellement neutralisé par une hausse des charges d'intérêts résultant des coûts accrus liés aux swaps de devises à court terme et de la croissance du solde moyen des emprunts renouvelables destinés aux déboursements sur les prêts, ainsi que par une montée des commissions de gestion.

Nous avons enregistré des **profits latents** de 11,5 millions de dollars pour 2025, contre 0,3 million pour 2024. Les profits de l'exercice considéré sont principalement attribuables aux ajustements favorables, à la juste valeur de marché, des placements en actions de 15,1 millions de dollars, contrebalancés en partie par des pertes de 2,9 millions sur les instruments dérivés.

Nous avons comptabilisé une **dotation aux pertes de crédit** de 7,2 millions de dollars pour 2025 qui s'explique surtout par la croissance de notre portefeuille de prêts, par les changements dans la qualité du crédit de notre portefeuille de prêts productifs et par une hausse des taux de dotation relatifs à notre portefeuille de prêts dépréciés. Pour 2024, nous avions comptabilisé une reprise de dotation aux pertes de crédit de 7,6 millions de dollars, surtout en raison de l'amélioration de la qualité du crédit, de l'adoption d'un nouveau modèle de pertes de crédit attendues et d'une mise à jour des hypothèses macroéconomiques servant au calcul des corrections de valeur et des provisions, ces facteurs étant partiellement contrebalancés par la croissance de notre portefeuille de prêts et par de nouvelles dépréciations.

Les **charges administratives** de 2025 totalisent 41,1 millions de dollars, en hausse de 6,7 millions comparativement à celles de 2024. La hausse découle non seulement de la montée du coût des ressources humaines du fait de l'accroissement du personnel (pour soutenir l'essor de l'entreprise), mais aussi de la montée des honoraires pour services professionnels (consultation en TI), du coût des systèmes (achat de matériel informatique) et des frais juridiques, ces facteurs étant partiellement compensés par une diminution des coûts d'occupation.

Situation financière

Résumé de l'état de la situation financière

Au 31 décembre (en milliers de dollars canadiens)	**2025**	2024
Trésorerie et équivalents de trésorerie	**252 529**	98 508
Prêts	**1 753 731**	955 363
Compte de correction de valeur pour pertes sur prêts	**(42 056)**	(33 865)
Placements en actions	**299 941**	254 750
Autres actifs	**29 090**	18 200
Total des actifs	**2 293 235**	1 292 956
Emprunts	**930 694**	305 227
Produits différés	**5 354**	5 956
Provision pour pertes sur engagements de prêts	**4 981**	8 089
Autres passifs	**19 978**	60 300
Total des capitaux propres	**1 332 228**	913 384
Total des passifs et des capitaux propres	**2 293 235**	1 292 956

Les éléments significatifs sont les suivants :

Le **total des actifs** s'est accru de 1 milliard de dollars depuis le 31 décembre 2024 grâce surtout à la croissance de nos portefeuilles de prêts et de placements en actions, et aussi en raison d'une augmentation du montant net des achats d'équivalents de trésorerie.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie ont augmenté de 154,0 millions de dollars en 2025, surtout en raison du montant net d'achat d'équivalents de trésorerie, de 149,7 millions, au moyen des prélèvements sur les emprunts renouvelables non encore utilisés pour des déboursements sur les prêts.

Les **prêts** ont augmenté de 798 millions de dollars au cours de l'exercice en raison surtout des déboursements nets de 855 millions, ce qui a été partiellement contrebalancé par un écart de change de 57 millions.

Le **compte de correction de valeur pour pertes sur prêts** a augmenté de 8,2 millions de dollars au cours de l'exercice, surtout en raison de la croissance de notre portefeuille de prêts, des changements dans la qualité du crédit et de la hausse des taux de dotation relatifs à notre portefeuille de prêts dépréciés, ces facteurs étant partiellement contrebalancés par l'écart de change.

Les **placements en actions** se sont accrus de 45 millions de dollars en 2025 en raison surtout des déboursements nets de 42,7 millions de dollars et des profits de 14,8 millions de dollars résultant d'une évaluation à la juste valeur de marché, ce qui a été partiellement contrebalancé par un écart de change de 12,3 millions de dollars. À la clôture de l'exercice, l'encours de nos engagements de placement en actions se chiffrait à 358,6 millions de dollars.

Les **emprunts** ont augmenté de 625,5 millions de dollars en 2025 en raison surtout des emprunts renouvelables pour une somme nette de 644,7 millions, ce qui a été partiellement contrebalancé par des profits de change de 25,3 millions.

Les **autres passifs** ont régressé de 40,3 millions de dollars en 2025, principalement grâce à une diminution des passifs liés aux instruments dérivés, surtout du fait de l'écart de change latent.

Analyse du Plan d'entreprise

Cette rubrique fournit une comparaison de nos résultats et de notre situation financière de 2025 avec les projections établies dans le Plan d'entreprise. Nous examinerons d'abord le Plan d'entreprise 2025 rétrospectivement et comparerons les chiffres réels avec les prévisions établies. Nous aborderons ensuite l'exercice 2026 de façon prospective et expliquerons quelles sont les variations que nous prévoyons d'enregistrer par rapport à nos résultats et à notre situation financière de 2025.

Performance financière

Exercice clos le 31 décembre (en milliers de dollars canadiens)	2026 Plan d'entreprise	**2025 Chiffres réels**	2025 Plan d'entreprise
Produits du financement et des placements en actions, montant net	67 846	**56 090**	85 627
Apports de donateurs	536	**602**	729
Autres (produits) ou charges*	-	**(10 442)**	-
Charges administratives	58 000	**41 120**	52 853
Dotation ou (reprise de dotation) aux pertes de crédit	23 583	**7 170**	37 291
Bénéfice net	(13 201)	**18 844**	(3 788)

** En raison de la volatilité des profits et des pertes sur les instruments financiers à la juste valeur et de la difficulté à estimer ces profits et pertes, aucune prévision des profits ou des pertes latents ne figure dans le Plan d'entreprise.*

PLAN D'ENTREPRISE 2025

Le **bénéfice net** de 2025 correspond à 18,8 millions de dollars, alors que le Plan d'entreprise 2025 prédisait une perte nette de 3,8 millions. Les éléments significatifs expliquant cet écart sont les suivants :

Le **montant net des produits du financement et des placements en actions** accuse une baisse de 29,5 millions de dollars vis-à-vis du Plan, surtout à cause d'une somme de 18,7 millions liée à une croissance de volume et au rendement des swaps de devises à court terme et d'une autre somme de 10,8 millions liée au reclassement, en tant que coûts de transaction, des commissions de gestion sur les placements dans des fonds.

La **dotation aux pertes de crédit** de 7,2 millions de dollars, qui contraste avec les 37,3 millions annoncés dans le Plan, reflète essentiellement la mise à jour des hypothèses macroéconomiques ayant servi au calcul des corrections de valeur et des provisions, ainsi qu'une amélioration de la qualité du crédit qui n'était pas prévue dans le Plan.

La baisse de 11,7 millions de dollars des **charges administratives** comparativement à celles du Plan résulte surtout d'une réduction du nombre moyen du personnel et d'une diminution du coût des services professionnels par rapport au Plan.

PLAN D'ENTREPRISE 2026

La **perte nette** de 2026 devrait s'établir à 13,2 millions de dollars, ce qui se traduira par une diminution de 32 millions de dollars par rapport à 2025. Les éléments significatifs sont les suivants :

Le **montant net des produits du financement et des placements en actions** devrait augmenter de 11,8 millions de dollars, grâce surtout à la croissance anticipée du portefeuille de prêts.

La **dotation aux pertes de crédit** devrait augmenter de 16,4 millions de dollars, puisque nous nous attendons à une croissance du portefeuille de prêts et que nous ne prévoyons pas d'amélioration de la qualité du crédit comme fût le cas en 2025.

Les **charges administratives** devraient augmenter de 16,9 millions de dollars, surtout à cause des effectifs supplémentaires nécessaires pour soutenir la croissance de l'entreprise, notamment le déploiement de la fonction de gestion des risques, du financement à des conditions libérales, de l'assistance technique et de l'expansion régionale; et aussi à cause de l'augmentation des services professionnels, principalement dans le domaine de la consultation en TI, à mesure que l'entreprise met en œuvre sa feuille de route numérique.

Situation financière

Au 31 décembre *(en milliers de dollars canadiens)*	2026 Plan d'entreprise	**2025** **Chiffres réels**	2025 Plan d'entreprise
Trésorerie et équivalents de trésorerie	190 002	**252 529**	23 433
Prêts	2 003 362	**1 753 731**	1 333 936
Compte de correction de valeur pour pertes sur prêts	(82 580)	**(42 056)**	(108 917)
Placements en actions	411 875	**299 941**	368 904
Autres actifs	55 957	**29 090**	15 475
Total des actifs	2 578 616	**2 293 235**	1 632 831
Emprunts	1 274 406	**930 694**	337 623
Produits différés	4 764	**5 354**	5 064
Provision pour pertes sur engagements de prêts	6 958	**4 981**	6 734
Autres passifs	12 550	**19 978**	9 859
Capitaux propres	1 279 938	**1 332 228**	1 273 551
Total des passifs et des capitaux propres	2 578 616	**2 293 235**	1 632 831

PLAN D'ENTREPRISE 2025

En 2025, les **prêts** ont dépassé de 420 millions de dollars la somme prévue au Plan, surtout en raison d'une hausse des déboursements et des taux de change par rapport aux prévisions.

Les **placements** en 2025 sont inférieurs de 69 millions de dollars par rapport aux projections du Plan, surtout à cause de la baisse des déboursements.

Les **emprunts** sont en hausse de 593 millions de dollars par rapport au Plan, surtout en raison de l'accroissement des déboursements, comme indiqué ci-dessus, car nos besoins en emprunts dépendent grandement des besoins de nos portefeuilles de prêts et de placements en actions.

PLAN D'ENTREPRISE 2026

Le Plan 2026 projette une hausse des **prêts** et des **placements en actions** grâce surtout à une croissance ciblée en phase avec la stratégie à long terme de l'entreprise. Les emprunts aussi devraient augmenter puisque nos besoins à cet égard dépendent en grande partie des besoins de nos portefeuilles de prêts et de placements en actions.

Aperçu de la gestion des risques

En fournissant du financement et d'autres formes de soutien au développement dans le cadre de son mandat, FinDev Canada s'expose à plusieurs risques. Notre pratique de la gestion des risques d'entreprise (« GRE ») met l'accent sur une solide culture du risque fondée sur la supervision, une orientation claire, l'appropriation et la responsabilité, ainsi que sur l'obligation de surveiller et de rendre compte. La gestion du risque chez FinDev Canada est régie par le modèle des trois lignes de maîtrise (« modèle des 3LM »), approche qui fait partie des meilleures pratiques de l'industrie en matière de gouvernance du risque. De plus, notre Cadre relatif à l'appétit pour le risque (« CRAR ») s'articule autour de trois grands types de risques qui sont intrinsèques à nos activités : risques stratégiques, risques opérationnels et risques financiers.

Gouvernance des risques, supervision et conception

Notre structure de gouvernance évolutive des risques assure une supervision et un contrôle centralisés, équilibrés et stricts des risques, dont l'obligation redditionnelle et les responsabilités d'appropriation du risque sont clairement établies au sein du personnel en contact direct avec les clients. Le modèle des 3LM assure un équilibre entre trois fonctions organisationnelles distinctes (les « lignes de maîtrise ») :

- Première ligne de maîtrise – le personnel en contact direct avec le client qui assume s'approprie et gère les risques quotidiennement.
- Deuxième ligne de maîtrise – formée des fonctions de gestion des risques et de conformité qui assurent une supervision indépendante et une remise en question efficace des activités de gestion des risques de la première ligne, en veillant au caractère adéquat de la structure de gouvernance de l'entreprise et à la mise en place des contrôles nécessaires.
- Troisième ligne de maîtrise – englobe la fonction d'audit interne, qui fournit au Conseil d'administration (le « Conseil ») et à la haute direction une assurance indépendante de l'efficacité des politiques, procédures et pratiques en matière de gestion des risques.

Cette structure fait en sorte que notre appétit pour le risque soit transmis en cascade à l'échelle de l'organisation; elle établit aussi des forums constituant un cadre propice pour dûment examiner, discuter, débattre les risques et en tenir compte dans les décisions à tous les échelons et dans toutes les fonctions de l'organisation.

Le conseil et son important comité de gouvernance

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil est responsable de la surveillance des risques en veillant à ce que de saines pratiques de gestion des risques soient en place, qu'elles sont efficaces et qu'elles soient favorisées par notre culture. Il approuve nos cadres de référence pour la gestion du risque d'entreprise et notre Cadre relatif à l'appétit pour le risque et surveille l'efficacité du programme de gestion du risque d'entreprise. De plus, il a la responsabilité de veiller à ce que nos systèmes d'évaluation et de gestion des incitatifs, des récompenses et du rendement soient harmonisés et en place, en mettant l'accent sur les risques, la conformité et les contrôles. Le Conseil dispose d'un **Comité de la vérification** officiel qui l'aide à s'acquitter de ses responsabilités concernant la surveillance de nos normes d'intégrité et de comportement, les rapports financiers et les systèmes de contrôle interne.

La direction et ses principaux comités de gestion du risque

ÉQUIPE DE LA HAUTE DIRECTION

L'équipe de la haute direction, y compris le chef de la gestion des risques, menée par la cheffe de la direction, a l'ultime responsabilité de la gestion des risques d'entreprise conformément à l'appétit pour le risque approuvé par le Conseil, de la recommandation ou de l'approbation des instruments de politique, et de la supervision de l'exécution des activités de gestion des risques.

Elle est composée de membres avec droit de vote au sein de divers comités de la haute direction dans le cadre de son cadre de gouvernance d'entreprise afin d'assurer une gestion efficace des finances et des affaires opérationnelles et stratégiques au sein de l'organisation tout en déployant divers pouvoirs qui lui sont délégués par le Conseil d'administration. Quatre d'entre eux sont décrits ci-dessous.

Comité de triage

Le rôle de ce comité est de fournir des conseils et une orientation à l'équipe transactionnelle, dans le but de réaliser des transactions qui s'alignent sur le mandat, le cadre stratégique et l'appétit pour le risque de FinDev Canada.

Comité d'investissement

Ce comité de direction a été créé pour faire certaines recommandations à la cheffe de la direction ou au Conseil concernant les transactions nouvelles et existantes, y compris celles requises dans le cadre de délégation de pouvoirs pour les engagements de financement et de capital.

Comité de la gestion des risques

Ce comité de direction a pour mission de superviser le cadre de gouvernance de la GRE, d'examiner le profil de risque de l'entreprise en tenant compte des risques existants et émergents, et de faire certaines recommandations à la cheffe de la direction ou au Conseil, tout en tenant compte des cadres en matière de risques et du mandat du Comité des cadres supérieurs.

Comité des opérations et de la gouvernance

Ce comité de direction a été mis sur pied pour superviser les contrôles de gouvernance, faciliter la prise de décisions sur les initiatives stratégiques et organisationnelles et promouvoir l'efficacité opérationnelle globale de l'entreprise.

Gestion du capital

Notre Cadre de gestion du capital veille à ce que notre capital soit approprié et que notre situation de capital soit définie, quantifiée et gérée et qu'elle fasse régulièrement l'objet d'un rapport adressé à la haute direction et au Conseil d'administration. Notre méthode de gestion du capital s'aligne sur celle de notre société mère, Exportation et développement Canada, et fait appel au processus interne d'évaluation de l'adéquation des fonds propres (PIEAFP). Nous déterminons si notre capital est adéquat ou non en comparant l'offre et la demande de capital, en nous fondant sur des résultats réels et des résultats prévisionnels selon différents scénarios de planification et de sensibilité. La demande de capital, qui est calculée au moyen de modèles ou de méthodes qui estiment le capital nécessaire pour couvrir les pertes éventuelles que suppose une cote de solvabilité A, prend en compte le risque de crédit, le risque sur actions, le risque de marché, le risque opérationnel et le risque stratégique. L'offre de capital est déterminée à partir de nos états financiers et représente le capital versé et les résultats non distribués.

Grâce à un apport en capitaux propres venant de son actionnaire, FinDev Canada disposait d'un excédent de capital de 750 millions de dollars au 31 décembre 2025.

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Les présents états financiers, inclus dans ce Rapport annuel, ont été établis par la direction conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) qui sont pertinentes. Il incombe à la direction de veiller à ce que les données qui y sont contenues soient présentées de façon intègre et objective. La direction doit également formuler des hypothèses et des estimations et exercer son jugement à la lumière des informations disponibles à la date des états financiers. À cet égard, elle a notamment fait appel au jugement et a utilisé de façon significative des estimations et des hypothèses relativement aux provisions pour pertes sur prêts et aux instruments financiers évalués à leur juste valeur. La direction veille en outre à l'exactitude de toutes les autres informations contenues dans le Rapport annuel intégré et, le cas échéant, à la concordance entre ces informations et les informations et données contenues dans les états financiers.

Afin de s'acquitter de ces responsabilités, la direction a recours à un système financier, à un système de contrôle de gestion et à un système d'information, ainsi qu'à des pratiques de gestion, qui lui permettent de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière, à la protection des actifs, à l'autorisation appropriée des transactions, à l'exécution de ces dernières conformément aux lois et aux règlements administratifs de la Société, et à l'efficacité des opérations. Nous nous en remettons à service d'audit interne d' Exportation et développement Canada qui se charge, notamment, de l'examen des contrôles internes et de leur mise en oeuvre sur une base continue.

Le Conseil d'administration est responsable de la gestion de nos opérations et activités et doit notamment veiller à ce que la direction s'acquitte de ses responsabilités en ce qui concerne les rapports financiers et les contrôles internes. Il confie cette tâche au Comité de vérification du Conseil, composé d'administrateurs qui ne sont pas des employés de FinDev Canada. Les membres de ce comité rencontrent régulièrement les membres de la direction, les auditeurs internes et les représentants du Bureau du vérificateur général du Canada.

La vérificatrice générale du Canada effectue un audit indépendant selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada et exprime une opinion sur les états financiers. Son rapport figure à la page suivante.



Lori Kerr
Présidente et chef de la direction



Paolo Beltrano
Directeur, finances et contrôleur

le 12 février 2026

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Au ministre du Commerce international

Rapport sur l'audit des états financiers

OPINION

Nous avons effectué l'audit des états financiers de l'Institut de financement du développement Canada (IFDC) Inc. (« FinDev Canada »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2025, et l'état du résultat global, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris les informations significatives sur les méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de FinDev Canada au 31 décembre 2025, ainsi que de sa performance financière et de ses flux trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes IFRS de comptabilité publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

FONDEMENT DE L'OPINION

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de FinDev Canada conformément aux règles de déontologie qui s appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

AUTRES INFORMATIONS

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations obtenues à la date du présent rapport se composent des informations contenues dans la section Revue financière du rapport annuel, mais ne comprennent pas les états financiers et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s étend pas aux autres informations et nous n exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués à l'égard des autres informations obtenues avant la date du présent rapport, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n avons rien à signaler à cet égard.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES RESPONSABLES DE LA GOUVERNANCE À L'ÉGARD DES ÉTATS FINANCIERS

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes IFRS de comptabilité publiées par l'IASB, ainsi que du contrôle interne qu elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c est à la direction qu il incombe d'évaluer la capacité de FinDev Canada à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider FinDev Canada ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de FinDev Canada.

RESPONSABILITÉS DE L'AUDITEUR À L'ÉGARD DE L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de FinDev Canada;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de FinDev Canada à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener FinDev Canada à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Pour la vérificatrice générale du Canada,



Normand Lanthier, CPA, CA
Premier directeur principal

Ottawa, Canada
Le 12 février 2026

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

AU 31 DÉCEMBRE

(en milliers de dollars canadiens)	Notes	**2025**	2024
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3	**252 529**	98 508
Instruments dérivés	8	**12 714**	4 612
Prêts	4	**1 753 731**	955 363
Compte de correction de valeur pour pertes sur prêts	4	**(42 056)**	(33 865)
Placements en actions	5	**299 941**	254 750
Autres actifs		**10 829**	7 491
Actifs au titre de droits d'utilisation	6	**5 547**	6 097
Total des actifs		**2 293 235 $**	1 292 956 $
Passifs et capitaux propres			
Dettes fournisseurs et autres crédits		**9 950**	8 505
Emprunts	7	**930 694**	305 227
Dette envers Exportation et développement Canada	18	**4 175**	5 058
Produits différés	9	**5 354**	5 956
Instruments dérivés	8	**30**	40 456
Obligations locatives	6	**5 823**	6 281
Provision pour pertes sur engagements de prêts	4	**4 981**	8 089
Total des passifs		**961 007**	379 572
Capitaux propres			
Capital social	10	**1 350 000**	950 000
Déficit		**(17 772)**	(36 616)
Total des capitaux propres		**1 332 228**	913 384
Total des passifs et des capitaux propres		**2 293 235 $**	1 292 956 $

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Le Conseil d'administration a approuvé la publication des présents états financiers le 11 février 2026.

Alison Nankivell
Administratrice

Lori Kerr
Administratrice

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE

(en milliers de dollars canadiens)	Notes	**2025**	2024
Produits du financement et des placements en actions			
Prêts		**97 381**	69 888
Titres négociables et équivalents de trésorerie		**4 286**	5 156
Placements en actions	5	**851**	1 450
Total des produits du financement et des placements en actions		**102 518**	76 494
Charges d'intérêts	6, 8	**31 580**	12 547
Charges du financement et des placements en actions		**14 848**	8 364
Produits du financement et des placements en actions, montant net		**56 090**	55 583
Apports de donateurs	9	**602**	1 060
Autres (produits) ou charges	15	**(10 442)**	(815)
Charges administratives	16	**41 120**	34 478
Bénéfice avant la dotation ci-dessous		**26 014**	22 980
Dotation ou (reprise de dotation) aux pertes de crédit	4	**7 170**	(7 614)
Bénéfice net et résultat global positif		**18 844 $**	30 594 $

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE

(en milliers de dollars canadiens)	Notes	**2025**	2024
Capital social			
Solde à l'ouverture de l'exercice		**950 000**	600 000
Actions émises	10	**400 000**	350 000
Solde à la clôture de l'exercice		**1 350 000**	950 000
Déficit			
Solde à l'ouverture de l'exercice		**(36 616)**	(67 210)
Résultat global positif ou (négatif)		**18 844**	30 594
Solde à la clôture de l'exercice		**(17 772)**	(36 616)
Total des capitaux propres à la clôture de l'exercice		**1 332 228 $**	913 384 $

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE

(en milliers de dollars canadiens)	**2025**	2024
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Bénéfice ou (perte) net	**18 844**	30 594
Ajustements pour déterminer les entrées ou (sorties) de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation		
Dotation ou (reprise de dotation) aux pertes de crédit	**7 170**	(7 614)
Dotation aux amortissements	**240**	301
Éléments de placements en actions sans effet sur la trésorerie	**-**	(896)
Profits réalisés	**-**	(3)
Variation des actifs et des passifs		
Variation des intérêts et commissions courus sur les prêts	**(4 595)**	(3 631)
Variation de la juste valeur des placements en actions	**(14 787)**	4 824
Variation des intérêts courus sur les emprunts	**4 218**	(3 069)
Variation des instruments dérivés	**(2 349)**	(9 849)
Autres	**4 346**	6 596
Déboursements sur les prêts	**(971 213)**	(419 322)
Remboursements sur les prêts	**114 704**	152 514
Sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation	**(843 422)**	(249 555)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Déboursements pour les placements en actions	**(61 231)**	(46 154)
Encaissements sur les placements en actions	**18 551**	17 504
Achats de titres négociables	**-**	(50 361)
Ventes et arrivées à échéance de titres négociables	**-**	50 365
Achats d'immobilisations corporelles	**(561)**	(912)
Sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'investissement	**(43 241)**	(29 558)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Émission d'instruments d'emprunt à long terme	**860 375**	195 910
Remboursement sur les emprunts à long terme	**(213 874)**	(201 126)
Augmentation ou (diminution) du montant dû à EDC	**(876)**	1 795
Émission d'actions sur le capital social	**400 000**	350 000
Entrées de trésorerie nettes liées aux activités de financement	**1 045 625**	346 579
Effet des fluctuations du cours du change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	**(4 941)**	4 147
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	**154 021**	71 613
Trésorerie et équivalents de trésorerie		
À l'ouverture de l'exercice	**98 508**	26 895
À la clôture de l'exercice	**252 529 $**	98 508 $
Composition de la trésorerie et des équivalents de trésorerie :		
Trésorerie	**19 697**	10 897
Équivalents de trésorerie	**232 832**	87 611
	252 529 $	98 508 $
Intérêts en trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Intérêts payés en trésorerie	**26 824 $**	13 736 $
Intérêts reçus en trésorerie	**93 633 $**	69 889 $

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

1. Mandat de l'entreprise

En septembre 2017, l'Institut de financement du développement Canada (IFDC) inc. a été constitué en société, à titre de filiale en propriété exclusive d'Exportation et développement Canada (EDC). Son mandat est de fournir, directement ou indirectement, du financement de développement et d'autres formes de soutien au développement, d'une manière compatible avec les priorités du Canada en matière de développement international. L'entreprise exerce ses activités sous le nom commercial de FinDev Canada et est assujettie à la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Le siège de FinDev Canada se situe au 5, Place Ville-Marie, bureau 600, Montréal (Québec).

2. Synthèse des principales méthodes comptables

Mode de présentation

Les états financiers de FinDev Canada ont été préparés selon les Normes internationales d'information financière (« normes comptables IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »).

Application de normes internationales d'information financière, nouvelles ou révisées

NOUVELLES NORMES, MODIFICATIONS ET INTERPRÉTATIONS

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025, aucune norme nouvelle ou modifiée n'a été publiée par l'IASB.

NOUVELLES NORMES, MODIFICATIONS ET INTERPRÉTATIONS PUBLIÉES, MAIS NON ENCORE ENTRÉES EN VIGUEUR

Les normes et modifications ci-après, que l'IASB a publiées, sont jugées comme susceptibles d'avoir des répercussions sur FinDev Canada ultérieurement. Nous évaluons actuellement l'incidence que ces normes et modifications pourraient avoir sur nos états financiers.

En avril 2024, l'IASB a publié la norme IFRS 18 – *Présentation et informations à fournir dans les états financiers*, qui doit remplacer la norme IAS 1 – *Présentation des états financiers*. La nouvelle norme vise à améliorer la comparabilité et la transparence des informations fournies dans les états financiers et s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2027. Nous évaluons actuellement les répercussions possibles de cette nouvelle norme et nous nous attendons à ce qu'elle ait une incidence sur la présentation de nos états financiers consolidés et sur les informations à fournir dans ces derniers.

En mai 2024, l'IASB a publié des modifications d'IFRS 9 et d'IFRS 7 (*Modifications touchant le classement et l'évaluation des instruments financiers*). Ces modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2026 et visent à clarifier la façon dont les instruments financiers doivent être classés, évalués et présentés par rapport aux enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) et aux transactions électroniques. Bien qu'il soit nécessaire de modifier nos méthodes comptables, nous ne nous attendons pas à ce que l'adoption de ces modifications ait une incidence significative sur la présentation de nos états financiers.

Utilisation d'estimations et de jugements clés

Pour préparer les états financiers conformément aux normes comptables IFRS, la direction doit exercer son jugement et utiliser des estimations et des hypothèses dans l'application de certaines méthodes comptables. Nous prenons nos décisions en fonction des données de marché actuelles et d'autres informations disponibles à la date des états financiers. Nous avons établi des procédures pour nous assurer que le processus d'estimation et de formulation d'hypothèses est bien contrôlé et se fait de manière adéquate et systématique.

Étant donné que les estimations et les hypothèses comportent des éléments d'incertitude, les résultats réels peuvent varier de manière tangible des estimations de la direction. L'incertitude provient en partie de l'utilisation d'informations disponibles à une date donnée pour la formulation de nos hypothèses. Bien que ces données constituent le fondement le plus sûr pour nos hypothèses, certains événements économiques ultérieurs peuvent venir invalider les hypothèses retenues et, ainsi, rendre les résultats réels fort différents des estimations.

La direction a utilisé des estimations dans une mesure considérable tout en exerçant son jugement conformément à ce qui est décrit aux paragraphes suivants.

PRÊTS ET COMPTE DE CORRECTION DE VALEUR/PROVISIONS POUR PERTES DE CRÉDIT

Le compte de correction de valeur pour pertes sur prêts et les provisions pour pertes sur engagements de prêts représentent la meilleure estimation de la direction quant aux pertes de crédit attendues. Ces estimations sont revues périodiquement pendant l'exercice et font l'objet d'un examen approfondi à la date d'établissement des états financiers.

Le compte de correction de valeur et les provisions visent à fournir une estimation des pertes de crédit attendues que le portefeuille de prêts aura subies. L'estimation fait partie intégrante du calcul de la probabilité des défaillances à venir, de l'évaluation de la gravité des pertes en cas de défaillance, de l'examen de la qualité du crédit des débiteurs et, le cas échéant, de l'évaluation du nantissement fourni. La direction tient aussi compte de l'incidence que certains facteurs macroéconomiques prospectifs, notamment les événements économiques actuels et futurs, tendances sectorielles et concentrations de risques, auraient sur le portefeuille ainsi que sur le compte de correction ou la provision à établir.

Une correction de valeur est établie pour chaque prêt, et une provision l'est pour chaque engagement de prêt, lorsque la direction considère le prêt comme ayant subi une dépréciation ou pour lequel une perte a été subie. Lorsque le débiteur est jugé douteux, la valeur comptable du prêt est ramenée à sa valeur nette de réalisation. La direction doit procéder à un certain nombre d'estimations, notamment en ce qui a trait à la durée et au montant des flux de trésorerie futurs, ainsi qu'à la valeur résiduelle du nantissement sous-jacent.

Le jugement de la direction sert au calcul de la perte de crédit attendue, car il s'agit de recourir à des informations prospectives pour pouvoir appuyer la prédiction d'un événement futur et à des comportements passés pour pouvoir déterminer la durée de vie attendue de l'instrument financier. Le jugement sert aussi à évaluer si un risque de crédit a beaucoup augmenté ou non.

JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La plupart de nos instruments financiers – équivalents de trésorerie, titres négociables, instruments dérivés, placements en actions – sont inscrits dans l'état de la situation financière à leur juste valeur soit le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Nos instruments financiers sont classés dans trois niveaux, selon que les techniques employées pour leur évaluation utilisent des données de marché observables ou non observables. Les instruments financiers classés au niveau 1 sont évalués d'après les cotes du marché, ce qui signifie que le recours à l'estimation est minime. Les instruments classés aux niveaux 2 et 3 nécessitent un degré plus élevé d'estimation et de jugement, car les informations les concernant peuvent ne pas s'appuyer sur des données de marché observables, comme les taux d'actualisation, les courbes de rendement et les autres données qui entrent dans nos modèles.

Le classement de nos instruments financiers dans les trois niveaux hiérarchiques des justes valeurs nécessite que nous fassions preuve de jugement. Nous avons pour politique de comptabiliser les transferts effectués vers ou depuis ces niveaux à la date de l'événement ou du changement de circonstances à l'origine du transfert. L'information quantitative est fournie pour tous les transferts entre les différents niveaux, quel qu'en soit le caractère significatif.

ENTITÉS STRUCTURÉES

Nos placements dans des fonds sont considérés comme des placements dans une entité structurée. Une entité structurée est définie comme étant une entité qui a été conçue de telle manière que les droits de vote ou droits similaires ne constituent pas le facteur déterminant pour établir qui contrôle l'entité; c'est notamment le cas lorsque les droits de vote concernent uniquement des tâches administratives et que les activités pertinentes sont dirigées au moyen d'accords contractuels. C'est la direction qui juge si nous contrôlons ou non une entité structurée. Lorsque nous détenons un pouvoir sur une entité structurée, que nous sommes exposés ou avons droit à des rendements variables en raison de nos liens avec l'entité structurée et que nous avons la capacité d'influer sur ces rendements du fait de notre pouvoir sur cette entité structurée, nous sommes réputés en avoir le contrôle et nous devons la consolider dans nos états financiers. Si les critères d'identification du contrôle ne sont pas remplis, l'entité structurée n'est pas consolidée.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie et les titres à court terme qui ont une durée d'au plus 90 jours à compter de la date de leur acquisition jusqu'à leur échéance, sont considérés comme très liquides, sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et comportent un risque négligeable de changement de valeur. Les produits d'intérêts sur nos équivalents de trésorerie sont comptabilisés en tant que produits tirés des titres négociables dans l'état du résultat global.

Titres négociables

Nous détenons des titres négociables pour répondre à nos besoins en liquidités. Ces titres sont détenus auprès de cocontractants solvables, qui doivent afficher une cote de crédit décernée par une agence de notation externe de A- au minimum pour toutes les transactions.

Les titres négociables que FinDev Canada détient directement sont comptabilisés à leur juste valeur par le biais du résultat net pour rendre compte de la gestion de ces instruments selon notre modèle économique. L'achat et la vente de ces titres sont comptabilisés à la date de la transaction, et les coûts de transaction sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés. Dans l'état du résultat global, les produits d'intérêts sont comptabilisés en tant que produits tirés des titres négociables, et les équivalents de trésorerie, les profits et pertes réalisés ou latents sur ces titres sont inscrits en tant qu'autres (produits) ou charges.

Prêts

Les prêts sont initialement inscrits à leur juste valeur. Par la suite, ils sont comptabilisés au coût amorti, selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Nous détenons nos prêts dans le but de recevoir des flux de trésorerie contractuels qui correspondent à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts et de commissions.

La méthode du taux d'intérêt effectif est une méthode de calcul du coût amorti d'un actif financier et de comptabilisation des produits d'intérêts durant la période concernée en tant que produits du financement et des placements dans l'état du résultat global. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les sorties ou entrées de trésorerie futures sur la durée prévue de l'instrument financier ou, selon les cas, sur une période plus courte, de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif financier. Pour calculer le taux d'intérêt effectif, nous estimons les flux de trésorerie en prenant en considération toutes les modalités contractuelles de l'instrument financier, mais nous ne tenons pas compte des pertes de crédit futures. Ce calcul inclut l'ensemble des commissions payées ou reçues qui font partie intégrante du taux d'intérêt effectif, des coûts de transaction et de toutes les autres surcotes ou décotes. Les produits différés tirés des prêts, qui se composent de commissions d'encours et d'administration et d'autres frais initiaux, sont considérés comme faisant partie intégrante du taux d'intérêt effectif et sont amortis sur la durée des prêts correspondants.

Nos prêts sont décomptabilisés lorsque les droits de recevoir les flux de trésorerie prennent fin ou lorsque nous transférons la quasi-totalité des risques et avantages liés au droit de propriété. Un prêt est considéré comme en souffrance lorsque le débiteur a omis d'effectuer son versement à la date d'échéance prévue au contrat.

Compte de correction de valeur et provisions pour pertes de crédit

Le compte de correction de valeur et les provisions pour pertes de crédit représentent les meilleures estimations de la direction quant aux pertes de crédit attendues et ils sont donc établis selon ce modèle.

Les instruments financiers devant subir un test de dépréciation comprennent les prêts comptabilisés au coût amorti. Le compte de correction de valeur pour pertes de crédit concernant les prêts est présenté au poste « Compte de correction de valeur pour pertes sur prêts », dans l'état de la situation financière.

Les engagements de prêt font partie des éléments non comptabilisés devant subir un test de dépréciation. La provision pour pertes de crédit concernant les engagements de prêt est présentée dans l'état de la situation financière.

Les variations du compte de correction de valeur et des provisions pour pertes de crédit qui résultent des montages, des remboursements ou des arrivées à échéance, ainsi que les changements dans les paramètres du risque et les réévaluations, sont comptabilisées au poste « Dotation aux pertes de crédit », dans l'état du résultat global.

MODÈLE DE DÉPRÉCIATION BASÉ SUR LES PERTES DE CRÉDIT ATTENDUES

Le modèle de pertes de crédit attendues comporte trois phases où transitent les corrections de valeur et les provisions pour pertes de crédit aux fins de leur évaluation. Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont dans la phase 1. La perte de crédit attendue est évaluée en fonction de la phase attribuée à l'instrument financier, comme suit :

- *Phase 1* – Lorsque le risque de crédit n'a pas augmenté de façon importante depuis le montage, la correction de valeur ou la provision est comptabilisée sur la base d'une perte de crédit attendue dans les 12 mois à venir du fait d'une défaillance.
- *Phase 2* – Lorsque le risque de crédit a augmenté de façon importante depuis le montage, la correction de valeur ou la provision est comptabilisée sur la base d'une perte de crédit attendue pour toute la durée résiduelle de l'instrument financier.
- *Phase 3* – Lorsque l'instrument financier est considéré comme déprécié, la correction de valeur ou la provision est comptabilisée sur la base d'une perte de crédit attendue pour toute la durée résiduelle de l'instrument, et les produits d'intérêts sont calculés en fonction de la valeur comptable de l'instrument diminuée de la correction de valeur ou de la provision, et non en fonction de sa valeur comptable brute.

DÉPRÉCIATION ET SORTIE OU RÉDUCTION DE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Selon la définition de défaillance à l'égard des prêts et des engagements de prêts que FinDev Canada a établie, ces instruments financiers sont considérés comme étant en défaillance et sont classés en phase 3 lorsqu'ils remplissent au moins une des deux conditions ci-après, lesquelles sont des indications observables de dépréciation :

- le risque de crédit s'est détérioré à tel point que FinDev Canada considère qu'il est improbable que le débiteur puisse rembourser entièrement sa dette envers elle;
- l'arriéré du débiteur sur la créance détenue par FinDev Canada dépasse 90 jours, ce qui est un critère selon IFRS 9.

S'il existe des indications raisonnables et justifiables d'une perte de valeur à l'égard d'un prêt ou d'un engagement de prêt considéré individuellement, le montant de la perte est égal à la différence entre la valeur comptable du prêt et la valeur actualisée, au taux d'intérêt effectif initial du prêt, des flux de trésorerie futurs estimés. La valeur comptable du prêt est réduite par l'utilisation d'un compte de correction de valeur individuelle.

Par la suite, les produits d'intérêts sur un prêt déprécié individuellement sont comptabilisés sur la base de la valeur comptable réduite du prêt, selon le taux d'intérêt effectif initial du prêt.

Les prêts et leurs corrections de valeur sont décomptabilisés soit partiellement (réduction de valeur), soit entièrement (sortie), lorsque toutes les méthodes de recouvrement, y compris la réalisation du nantissement, ont été épuisées et qu'on ne peut vraisemblablement envisager aucun autre recouvrement.

Nous traitons le prêt comme de nouveau productif lorsqu'il est probable que les paiements contractuels continueront aux termes de la convention de prêt.

ÉVALUATION DES PERTES DE CRÉDIT ATTENDUES

En calculant les pertes de crédit attendues et en attribuant les différentes phases, on tient compte de renseignements raisonnables et justifiables sur des événements passés, sur la situation actuelle et sur de futurs événements économiques à prévoir. L'estimation des données prospectives et le maniement de l'information prospective, à l'aide des sources d'information internes et externes, nécessitent beaucoup de jugement.

Le modèle de pertes de crédit attendues est fonction de la probabilité de défaillance, de la perte en cas de défaillance et de l'exposition en cas de défaillance d'un débiteur donné ou d'un groupe donné de débiteurs ayant des caractéristiques similaires, comme l'appartenance au même pays, à la même industrie ou au même type d'entité, lesquelles pertes sont actualisées à la date de clôture à l'aide du taux d'intérêt effectif ou d'un taux qui s'y rapproche. La probabilité de défaillance, qui est basée sur des données actuelles et historiques et sur des facteurs macroéconomiques pertinents et prospectifs, sert à estimer la possibilité de défaillance dans une période donnée. La perte en cas de défaillance, qui tient compte de facteurs macroéconomiques prospectifs, est une estimation du pourcentage de la perte qui sera subie advenant une défaillance de la part du débiteur. L'exposition en cas de défaillance est basée sur les flux de trésorerie attendus, lesquels tiennent compte des dispositions du contrat et des tendances prospectives relatives aux remboursements et aux prélèvements, et représente l'exposition en cours au moment de la défaillance.

INFORMATIONS PROSPECTIVES

Les pertes de crédit attendues sont calculées à l'aide d'informations prospectives produites à partir de prévisions raisonnables et justifiables, à la date de clôture, à l'égard des conditions économiques futures. Le modèle de pertes de crédit attendues ne considère pas tous les scénarios possibles, mais il reflète un échantillon représentatif formé de trois résultats possibles. Les scénarios retenus ne sont pas biaisés en faveur des extrêmes, reflètent une cohérence entre les variables et sont pondérés par leur probabilité d'occurrence.

En plus des prévisions macroéconomiques de base, nous considérons deux autres prévisions possibles. Ces autres prévisions aident les analystes du risque pays et des industries de l'Équipe des services économiques d'EDC à détecter et à vérifier les scénarios favorables et défavorables possibles, dont les incidences et la probabilité d'occurrence sont prises en compte. Chaque trimestre, les scénarios sont réexaminés pour en déterminer la pertinence.

Les variables macroéconomiques prises en compte lors de l'élaboration des scénarios ont été jugées comme étant des facteurs déterminants dans les prévisions macroéconomiques mondiales et comme très pertinentes pour notre portefeuille de prêts; elles comprennent le produit intérieur brut, les indices boursiers et les taux de chômage. Les variables macroéconomiques sont appliquées dans le modèle des pertes de crédit attendues selon un scénario basé sur le pays, l'industrie, la cote de crédit et le type d'entité. Nous évaluons également la mesure dans laquelle ces variantes pourraient ne pas refléter des événements économiques récents qui pourraient occasionner une détérioration du crédit. Dans ces cas, nous estimerons l'effet que cela pourrait avoir sur nos comptes de correction de valeur et nos provisions, et appliquerons des ajustements au modèle à certaines industries ou à d'autres catégories à risque si nous le jugeons approprié.

AUGMENTATION IMPORTANTE DU RISQUE DE CRÉDIT

À chaque date de clôture, on évalue si le risque de crédit a connu une augmentation importante depuis la comptabilisation initiale de l'instrument financier. L'évaluation, qui se fait sans égard à l'exonération en cas de risque de crédit faible permise par IFRS 9, nécessite du jugement et tient compte des facteurs suivants :

- une limite basée sur un changement relatif dans la probabilité de défaillance pour la durée de vie attendue résiduelle de l'instrument par rapport à la probabilité de défaillance du début;
- les informations qualitatives disponibles à la date de clôture;
- le nombre de jours depuis que le compte est en souffrance.

Si le compte est en souffrance depuis 30 jours, il passe à la phase 2. S'il est en souffrance depuis 90 jours, il est considéré comme déprécié et il passe à la phase 3.

Les actifs peuvent être transférés dans les deux sens pendant qu'ils cheminent à travers les différentes phases du modèle de dépréciation. Si, dans une période ultérieure, la qualité du crédit d'un instrument de phase 2 s'améliore de sorte que l'augmentation du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale n'est plus considérée comme importante, l'instrument est transféré vers la phase 1, et la correction de valeur ou la provision pour pertes de crédit est rajustée en étant basée sur des pertes de crédit attendues dans les 12 mois.

MODIFICATIONS

Si un emprunteur connaît des difficultés financières, nous pouvons modifier les conditions de son prêt. Nous déterminons alors si le prêt doit être décomptabilisé ou non. Si la modification ne donne pas lieu à une décomptabilisation, la date de création de l'actif continue d'être utilisée pour évaluer si le risque de crédit a augmenté de façon importante. Si la modification donne plutôt lieu à une décomptabilisation, un nouveau prêt est comptabilisé sur la base des nouvelles modalités contractuelles et celui-ci est classé dans la phase 1. Les nouveaux prêts qui sont dépréciés dès leur création sont classés dans la phase 3, et les pertes de crédit attendues sur la durée de vie de l'instrument financier sont comptabilisées dans la juste valeur initiale. Au cours des périodes de présentation ultérieures, nous comptabilisons uniquement les changements cumulatifs aux pertes de crédit attendues sur la durée de vie de l'instrument financier depuis la comptabilisation initiale à titre de correction de valeur ou de provision pour pertes de crédit. Les variations des pertes de crédit attendues sont comptabilisées dans la dotation ou (reprise de dotation) aux pertes de crédit de l'état du résultat global.

Placements en actions

Les placements en actions représentent les placements directs détenus dans des sociétés à capital fermé ainsi que les placements dans des fonds de capital-investissement. L'achat et la vente de ces placements en actions sont comptabilisés à la date de la transaction, ces derniers étant évalués à leur juste valeur par le biais du résultat net. Les variations ultérieures de la juste valeur et les profits et les pertes réalisés sont comptabilisés comme autres (produits) ou charges. Les coûts de transaction sont passés en charges lorsqu'ils sont engagés et sont inclus dans les charges de financement et de placement en actions.

Contrats de location

À la date de passation d'un contrat, nous évaluons si celui-ci est ou contient un contrat de location. Nous comptabilisons l'actif au titre de droits d'utilisation et l'obligation locative à compter de la date de début du contrat. Lors de la comptabilisation initiale, les actifs au titre de droits d'utilisation sont évalués au coût, composé de l'obligation locative initiale du contrat de location, des coûts directs initiaux encourus et des paiements de loyers effectués à la date de début du contrat ou avant, déduction faite de tout incitatif à la location reçu. Les actifs au titre de droits d'utilisation sont évalués au coût et, ultérieurement, ils sont amortis selon le mode linéaire depuis la date de début jusqu'à la date de fin du contrat.

Notre actif au titre de droits d'utilisation se rapporte à des bureaux et des imprimantes. Nous comptabilisons les composantes locatives séparément des composantes non locatives. Nous ne comptabilisons pas les actifs au titre de droits d'utilisation ni les obligations locatives pour les contrats de location à court terme de 12 mois ou moins ou pour les contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur. Les paiements de loyers au titre de ces contrats sont comptabilisés en charges à mesure qu'ils sont engagés.

Notre obligation locative est initialement évaluée selon les paiements de loyers actualisés au taux d'intérêt implicite du contrat de location ou, à défaut, à notre taux d'emprunt marginal. L'obligation est par la suite évaluée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Elle est réévaluée advenant un changement dans les paiements de loyers futurs à la suite d'une modification de la durée du contrat de location, avec un ajustement correspondant de la valeur comptable de l'actif au titre de droits d'utilisation ou la comptabilisation d'un gain ou d'une perte en autres produits ou en autres charges si la valeur comptable de l'actif est nulle.

Emprunts

FinDev Canada détient des emprunts à terme et à taux fixe, ainsi que des emprunts renouvelables à taux variable reçus d'EDC. Les emprunts sont inscrits au coût amorti, les intérêts étant comptabilisés dans les charges d'intérêts selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Instruments dérivés

Les instruments dérivés (les « dérivés ») sont des contrats financiers qui tirent leur valeur des variations sous-jacentes des taux d'intérêt, des taux de change, du cours des titres de capitaux propres, des écarts de taux ou d'autres mesures financières. Nous utilisons des dérivés (swaps de devises et contrats de change à terme) pour gérer le risque de change.

Nous n'appliquons pas la comptabilité de couverture à nos dérivés. Ceux-ci sont comptabilisés à leur juste valeur par le biais du résultat net, dans l'état de la situation financière, à la date de transaction, et sont sortis de l'état de la situation financière lorsqu'ils arrivent à terme ou sont résiliés. Les dérivés ayant une juste valeur positive sont inscrits comme instruments dérivés dans l'actif, tandis que les dérivés ayant une juste valeur négative sont inscrits comme instruments dérivés, mais dans le passif. Les produits et charges d'intérêts liés à nos dérivés sont intégralement comptabilisés en charges d'intérêts, tandis que les profits et pertes réalisés ou latents sont comptabilisés en autres produits ou (charges).

Apports de donateurs

FinDev Canada conclut des ententes de cofinancement avec plusieurs donateurs afin d'avoir plus de ressources à affecter aux projets d'impact sur le développement. Les apports des donateurs sont gérés collectivement avec les propres apports de FinDev Canada. Les apports reçus ou à recevoir dans le cadre des ententes signées sont comptabilisés en tant que produits différés. Ces produits différés sont ensuite comptabilisés en produits pour l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées et ils diminuent lorsqu'ils sont versés directement au client, sans aucune comptabilisation dans les produits. La portion des fonds reçus des donateurs dont on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elle soit utilisée pour les déboursements directs à l'intention des clients est exclue des produits différés.

Conversion de devises

Tous les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens, monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation de FinDev Canada, aux taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice. Les produits et les charges sont convertis aux taux de change moyens – quotidiens ou mensuels – en vigueur pendant l'exercice. Les écarts de change découlant de la conversion des soldes et des transactions libellés en devises sont comptabilisés comme autres produits ou (charges).

Les éléments non monétaires en une monnaie étrangère sont convertis aux taux historiques lorsqu'ils sont évalués au coût historique. Par contre, ils sont convertis au cours de change affiché à la date à laquelle cette juste valeur a été déterminée lorsqu'ils sont évalués à la juste valeur.

Régimes de prestations de retraite

Nous participons à des régimes d'avantages sociaux parrainés par EDC et comptabilisons notre participation selon la méthode de comptabilité d'engagement en fonction d'un taux d'attribution déterminé par EDC. Pour de plus amples renseignements sur ces régimes de prestations de retraite, veuillez consulter la note 10 afférente aux états financiers figurant dans le Rapport annuel intégré 2025 d'EDC.

3. Trésorerie, équivalents de trésorerie et titres négociables

FinDev Canada détient des instruments à court terme portant intérêt auprès de certaines institutions financières canadiennes qui viennent à échéance dans un an ou moins, à des fins de gestion de trésorerie. Les instruments qui ont une durée d'au plus 90 jours à compter de la date de leur acquisition jusqu'à leur échéance sont considérés comme des équivalents de trésorerie. Les soldes relatifs aux équivalents de trésorerie ont été inclus dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie dans les états financiers et les notes.

Au 31 décembre 2025, FinDev Canada ne détenait que de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, et le solde des titres négociables était de zéro (en 2024, tous les instruments détenus étaient de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, et le solde des titres négociables était de zéro). En 2025, il n'y a eu aucune activité liée aux titres négociables (achats de 50,4 millions de dollars, et arrivées à échéance et ventes de 50,4 millions de dollars en 2024).

Notre portefeuille d'équivalents de trésorerie et de titres négociables nous expose au risque que les institutions de dépôt ou les contreparties ne nous remboursent pas conformément aux dispositions contractuelles. Pour atténuer ce risque, nous effectuons des opérations sur la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les titres négociables qu'auprès de contreparties ayant une cote de crédit de A- ou plus. Le risque de crédit potentiel auquel nous nous exposons à l'égard de notre trésorerie et de nos équivalents de trésorerie correspond à la valeur comptable de ces instruments financiers.

Au 31 décembre 2025, la trésorerie et les équivalents de trésorerie de 252,5 millions de dollars (98,5 millions au 31 décembre 2024) comprenaient des équivalents de trésorerie soumis à restrictions de 5,4 millions (6,0 millions au 31 décembre 2024) représentant les apports du donateur Affaires mondiales Canada (« AMC ») et étaient restreints au titre de la facilité de financement à des conditions libérales du Défi 2X (la « facilité du Défi 2X »). Les montants des équivalents de trésorerie soumis à restrictions font partie du solde de la trésorerie et des équivalents de trésorerie qui figure au tableau des flux de trésorerie. La somme restante de 247,1 millions de dollars (92,5 millions au 31 décembre 2024) ne faisait l'objet d'aucune restriction. Voir la note 9 pour des précisions sur la facilité du Défi 2X.

Le taux de rendement des équivalents de trésorerie et des titres négociables pour 2025 correspond à 3,22 % (5,04 en 2024).

4. Prêts et compte de correction de valeur/provisions pour pertes de crédit

Prêts

Le tableau qui suit montre les différentes composantes des prêts ainsi que l'échéance et le rendement effectif des prêts bruts aux termes des contrats. Le rendement est calculé selon une moyenne pondérée par montant et par durée. Le rendement à taux variable est exprimé en écart par rapport au taux de base, soit principalement les taux sans risque (« TSR ») pour le dollar américain.

(en milliers de dollars canadiens)	**31 déc. 2025**					31 déc. 2024				
	Taux variable $	**Écart à l'échéance %**	**Taux fixe $**	**Rendement à l'échéance %**	**Total $**	Taux variable $	Écart à l'échéance %	Taux fixe $	Rendement à l'échéance %	Total $
Prêts productifs :										
2025	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	83 597	3,41	26 005	7,63	109 602
2026	**165 295**	**2,70**	**23 772**	**8,27**	**189 067**	123 963	3,40	20 678	7,71	144 641
2027	**391 515**	**2,79**	**18 079**	**8,02**	**409 594**	199 031	3,44	13 174	7,84	212 205
2028	**282 945**	**2,73**	**24 413**	**7,85**	**307 358**	98 293	3,45	19 480	8,07	117 773
2029	**240 637**	**2,79**	**14 122**	**7,85**	**254 759**	65 456	3,60	8 698	8,30	74 154
2030	**144 124**	**4,43**	**14 122**	**7,79**	**158 246**	56 949	3,53	8 698	8,26	65 647
2031–2035	**360 027**	**4,04**	**37 624**	**7,59**	**397 651**	180 781	3,14	19 257	8,05	200 038
2036 et par la suite	**12 433**	**3,52**	**-**	**-**	**12 433**	3 787	4,51	-	-	3 787
Prêts bruts productifs	**1 596 976**	**3,56**	**132 132**	**7,81**	**1 729 108**	811 857	3,38	115 990	8,02	927 847
Prêts dépréciés	**14 260**	**7,43**	**6 491**	**5,60**	**20 751**	14 941	7,43	7 189	5,60	22 130
Prêts bruts	**1 611 236**		**138 623**		**1 749 859**	826 798		123 179		949 977
Créances au titre des intérêts et des commissions					**17 056**					14 166
Produits différés tirés des prêts et autres					**(13 184)**					(8 780)
Prêts					**1 753 731**					955 363

À la fin de 2025, le taux de rendement des prêts productifs bruts à taux variable était de 2,83 % (3,46 % fin 2024), la durée moyenne jusqu'à la révision étant de 109 jours (86 jours fin 2024).

Le tableau suivant montre l'évolution du portefeuille des prêts bruts au cours de la période.

(en milliers de dollars canadiens)	**2025**	2024
Solde à l'ouverture de l'exercice	**949 977**	618 789
Déboursements	**971 213**	419 322
Remboursements de principal	**(114 704)**	(152 514)
Intérêts incorporés	**167**	-
Prêts faisant l'objet d'une sortie ou d'une réduction de valeur	**(291)**	(765)
Écart de change	**(56 503)**	65 145
Solde à la clôture de l'exercice	**1 749 859 $**	949 977 $

En 2025, nous n'avons enregistré aucune nouvelle dépréciation (dépréciations de 22,1 millions de dollars liées à deux emprunteurs commerciaux en 2024). Au cours de l'exercice, une somme de 291 000 $ sur l'un des prêts dépréciés a été radiée en guise de soutien à l'emprunteur qui traversait une période de difficultés financières.

Au 31 décembre 2025, les montants promis, mais non encore versés après la signature des conventions de prêt, totalisaient 327,9 millions de dollars (302,4 millions au 31 décembre 2024).

La concentration des risques pays se ventile comme suit :

(en milliers de dollars canadiens)	**31 déc. 2025**		31 déc. 2024	
Pays	**Prêts bruts**	**%**	Prêts bruts	%
Nigéria	**213 566**	**12**	57 506	6
Colombie	**137 215**	**8**	143 765	15
Vietnam	**120 406**	**7**	-	-
Bermudes	**116 822**	**7**	102 163	11
États-Unis	**99 618**	**6**	8 587	1
Argentine	**97 148**	**5**	83 863	9
Île Maurice	**95 536**	**5**	78 861	8
France	**82 535**	**5**	61 470	6
Tanzanie	**82 329**	**5**	-	-
Costa Rica	**73 181**	**4**	81 467	9
Guatemala	**68 950**	**4**	-	-
Afrique du Sud	**68 608**	**4**	71 883	8
Honduras	**68 608**	**4**	-	-
Mongolie	**68 608**	**4**	-	-
Curaçao	**65 862**	**4**	74 758	8
Thaïlande	**65 589**	**4**	-	-
Équateur	**52 818**	**3**	79 411	8
République dominicaine	**35 376**	**2**	10 638	1
Canada	**33 961**	**2**	10 782	1
Togo	**32 236**	**2**	29 272	3
Paraguay	**25 496**	**1**	-	-
Luxembourg	**15 074**	**1**	-	-
Pérou	**13 165**	**1**	16 682	1
Jamaïque	**10 291**	**-**	17 971	2
El Salvador	**6 861**	**-**	10 063	1
Brésil	**-**	**-**	9 584	1
Panama	**-**	**-**	1 251	1
Total	**1 749 859 $**	**100**	949 977 $	100

Nous appliquons plusieurs méthodes d'atténuation du risque de crédit à nos prêts commerciaux, notamment en exigeant une certaine forme de sûreté. Les formes de sûreté les plus courantes comprennent les biens immeubles et meubles, y compris les agencements, de l'emprunteur.

Au 31 décembre 2025, notre exposition maximale au risque de crédit, qui représentait le montant brut des prêts et des engagements de prêts, se chiffrait à 2 077,8 millions de dollars (1 252,4 millions au 31 décembre 2024).

Exposition ventilée par phase

Le tableau suivant présente une ventilation de nos prêts bruts et de nos engagements de prêts en fonction de la qualité du crédit.

(en milliers de dollars canadiens)	**31 déc. 2025**				31 déc. 2024[2]
	Phase 1	**Phase 2**	**Phase 3**	**Total**	Total
Prêts bruts					
Première qualité[1]	**235 040**	**-**	**-**	**235 040**	14 896
Qualité inférieure	**1 416 609**	**77 459**	**-**	**1 494 068**	912 951
Dépréciation sur une base individuelle	**-**	**-**	**20 751**	**20 751**	22 130
Total des prêts bruts	**1 651 649**	**77 459**	**20 751**	**1 749 859**	949 977
Engagements de prêts					
Première qualité[1]	**84 345**	**-**	**-**	**84 345**	14 896
Qualité inférieure	**236 693**	**6 861**	**-**	**243 554**	287 500
Total des engagements de prêts	**321 038**	**6 861**	**-**	**327 899**	302 396

Compte de correction de valeur et provisions pour pertes de crédit

Nos corrections de valeur et nos provisions pour pertes de crédit sont estimées à l'aide de modèles complexes qui utilisent des données, des hypothèses et des modélisations nécessitant un degré élevé de jugement de la part de la direction. Comme le décrit la note 2, le modèle de pertes de crédit attendues est fonction de la probabilité de défaillance, de la perte en cas de défaillance et de l'exposition en cas de défaillance. Les courbes de probabilité de défaillance utilisées dans notre modèle tiennent compte des facteurs macroéconomiques pertinents et prospectifs pour estimer la possibilité de défaillance dans le temps.

Le tableau suivant présente les montants bruts et nets de nos prêts et de nos engagements de prêts.

(en milliers de dollars canadiens)	**31 déc. 2025**			31 déc. 2024		
	Valeur comptable brute	**Compte de correction de valeur/provisions pour pertes**	**Valeur comptable nette**	Valeur comptable brute	Compte de correction de valeur/provisions pour pertes	Valeur comptable nette
Prêts bruts	**1 749 859**	**42 056**	**1 707 803**	949 977	33 865	916 112
Engagements de prêts	**327 899**	**4 981**	**322 918**	302 396	8 089	294 307
Total	**2 077 758**	**47 037**	**2 030 721 $**	1 252 373	41 954	1 210 419 $

Le tableau qui suit fournit un rapprochement entre les soldes d'ouverture et les soldes de clôture de notre compte de correction de valeur et de nos provisions pour pertes de crédit pour l'exercice clos le 31 décembre 2025. Les éléments de rapprochement rendent compte de l'incidence des facteurs ci-dessous sur les corrections de valeur et les provisions :

- les transferts entre les différentes phases avant la réévaluation correspondante des corrections de valeur ou des provisions;
- la réévaluation des corrections de valeur ou des provisions en raison des transferts entre les phases et de l'incidence des modifications des notes attribuées au risque de crédit, l'application de nouveaux modèles, ainsi que les changements que les données utilisées dans les modèles, la valeur des nantissements et les hypothèses ont subis et qui n'ont entraîné aucun transfert entre les phases;
- les nouveaux montages durant la période, qui comprennent les prêts nouvellement déboursés et les engagements de prêts signés;
- le montant net des déboursements ou remboursements et des arrivées à échéance, compte tenu des déboursements et remboursements sur les prêts et engagements de prêts;
- les réductions de valeur ou sorties des actifs réputés irrécouvrables;
- l'effet des variations du cours des monnaies étrangères.

[1] Les expositions de première qualité représentent des emprunteurs dont la cote de crédit correspond, au pire, à BBB- selon notre méthode d'évaluation interne du risque de crédit.

[2] L'exposition ventilée par phase, représentant le montant brut des prêts et des engagements de prêts, tenait compte des améliorations de la qualité du crédit lors du classement des différentes qualités. Les chiffres comparatifs des différentes qualités du crédit ont été reclassés pour ne pas tenir compte des améliorations de la qualité. Dans la **phase 1**, le reclassement, depuis la catégorie première qualité vers la catégorie qualité inférieure, des prêts bruts et des engagements de prêts correspond respectivement à 164 millions et à 47 millions de dollars.

Au 31 décembre 2025, si notre portefeuille productif était évalué selon les pertes de crédit attendues en phase 1, le total des pertes de crédit attendues aurait été de 29,5 millions de dollars (28,1 millions au 31 décembre 2024). Si notre portefeuille productif était évalué selon les pertes de crédit attendues en phase 2, le total des pertes de crédit attendues aurait été de 77,2 millions de dollars (73,1 millions au 31 décembre 2024).

En calculant les pertes de crédit attendues à la date de clôture, nous prédisons trois scénarios possibles sur le plan macroéconomique. Au 31 décembre 2025, les scénarios pondérés et fondés sur de multiples variables macroéconomiques avaient fait augmenter le total des pertes de crédit attendues de notre portefeuille de prêts productifs de 2,9 millions de dollars par rapport au scénario de base (1,6 million au 31 décembre 2024).

Le tableau suivant présente les variations que le compte de correction de valeur pour pertes de crédit sur prêts et la provision pour pertes de crédit sur engagements de prêts ont subies au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

(en milliers de dollars canadiens)	**Phase 1**	**Phase 2**	**Phase 3**	**2025 Total**	Phase 1	Phase 2	Phase 3	2024 Total
Compte de correction de valeur pour pertes sur prêts								
Solde à l'ouverture de l'exercice	18 466	2 237	13 162	**33 865**	15 199	25 163	-	40 362
Dotation ou (reprise de dotation) aux pertes de crédit								
Transfert vers la phase 1	34 182	(34 182)	-	**-**	32 477	(32 477)	-	-
Transfert vers la phase 2	(13 728)	13 728	-	**-**	(8 709)	8 709	-	-
Transfert vers la phase 3	-	-	-	**-**	-	(1 076)	1 076	-
Réévaluations	(25 847)	23 699	2 455	**307**	(29 926)	1 917	12 429	(15 580)
Nouveaux montages	13 411	-	-	**13 411**	11 178	8 783	-	19 961
Remboursements et arrivées à échéance, montant net	(1 921)	(2 120)	291	**(3 750)**	(2 248)	(2 794)	-	(5 042)
Changements apportés au modèle	-	-	-	**-**	(923)	(7 013)	(85)	(8 021)
Total de la dotation ou (de la reprise de dotation) aux pertes de crédit	6 097	1 125	2 746	**9 968**	1 849	(23 951)	13 420	(8 682)
Réductions de valeur et sorties	-	-	(291)	**(291)**	-	-	(765)	(765)
Écart de change	(994)	78	(570)	**(1 486)**	1 418	1 025	507	2 950
Solde à la clôture de l'exercice	23 569	3 440	15 047	**42 056**	18 466	2 237	13 162	33 865
Provision pour pertes sur engagements de prêts								
Solde à l'ouverture de l'exercice	8 089	-	-	**8 089**	62	6 349	-	6 411
Dotation ou (reprise de dotation) aux pertes de crédit								
Transfert vers la phase 1	9 058	(9 058)	-	**-**	153	(153)	-	-
Transfert vers la phase 2	(3 891)	3 891	-	**-**	(26)	26	-	-
Réévaluations	(5 569)	7 277	-	**1 708**	(4 051)	(837)	-	(4 888)
Nouveaux montages	4 709	-	-	**4 709**	17 861	381	-	18 242
Remboursements et arrivées à échéance, montant net	(7 081)	(2 134)	-	**(9 215)**	(6 566)	(5 862)	-	(12 428)
Changements apportés au modèle	-	-	-	**-**	168	(26)	-	142
Total de la dotation ou (de la reprise de dotation) aux pertes de crédit	(2 774)	(24)	-	**(2 798)**	7 539	(6 471)	-	1 068
Écart de change	(430)	120	-	**(310)**	488	122	-	610
Solde à la clôture de l'exercice	4 885	96	-	**4 981**	8 089	-	-	8 089
Total du compte de correction de valeur pour pertes sur prêts et des provisions pour pertes sur engagements de prêts	28 454 $	3 536 $	15 047 $	**47 037 $**	26 555 $	2 237 $	13 162 $	41 954 $

Variables macroéconomiques

Le tableau suivant présente les moyennes des variables macroéconomiques que nous avons utilisées dans notre prévision de base et nos scénarios optimistes et pessimistes pour la prochaine année et pour le reste de la période prévisionnelle. Les variables macroéconomiques déterminantes qui sont énumérées dans le tableau ci-dessous ont une incidence sur les courbes de probabilité de défaillance prospectives associées à notre portefeuille.

31 déc. 2025

	Prévision de base		Scénario optimiste		Scénario pessimiste	
	Valeur moyenne des 12 prochains mois	Valeur moyenne de la période prévisionnelle restante*	Valeur moyenne des 12 prochains mois	Valeur moyenne de la période prévisionnelle restante*	Valeur moyenne des 12 prochains mois	Valeur moyenne de la période prévisionnelle restante*
PIB mondial (variation en %)	3,1	3,1	5,2	3,4	0,5	3,2
PIB de pays industrialisés, en glissement annuel (%)	1,6	1,8	3,6	2,1	(0,8)	1,9
PIB de pays en développement, en glissement annuel (%)	4,2	4,0	6,4	4,3	1,4	4,1
Taux de change (moyenne de la période), USD pour 1 CAD	0,7	0,8	0,7	0,8	0,7	0,8
Prix du West Texas Intermediate, USD/baril	57,6	65,4	61,3	72,7	43,1	57,3

31 déc. 2024

	Prévision de base		Scénario optimiste		Scénario pessimiste	
	Valeur moyenne des 12 prochains mois	Valeur moyenne de la période prévisionnelle restante*	Valeur moyenne des 12 prochains mois	Valeur moyenne de la période prévisionnelle restante*	Valeur moyenne des 12 prochains mois	Valeur moyenne de la période prévisionnelle restante*
PIB mondial (variation en %)	3,1	3,1	4,6	3,3	0,5	3,2
PIB de pays industrialisés, en glissement annuel (%)	1,7	1,9	2,9	2,0	(0,6)	1,9
PIB de pays en développement, en glissement annuel (%)	4,2	4,0	5,8	4,2	1,4	4,1
Taux de change (moyenne de la période), USD pour 1 CAD	0,7	0,8	0,7	0,8	0,6	0,8
Prix du West Texas Intermediate, USD/baril	65,8	66,8	68,2	72,6	50,5	59,2

*La période prévisionnelle restante est généralement de quatre ans.

5. Placements en actions

(en milliers de dollars canadiens)	**31 déc. 2025**	31 déc. 2024
Placements directs	**91 843**	99 223
Placements dans des fonds de placement	**208 098**	155 527
Total des placements en actions	**299 941 $**	254 750 $

Les placements en actions sont comptabilisés à leur juste valeur dans nos états financiers. Nous avions des engagements de placements en actions, non encore déboursés, de 358,6 millions de dollars (264,9 millions en 2024), dont une tranche de 357 millions (260 millions en 2024) envers des fonds de placement.

Un montant de 0,9 million de dollars (1,5 million en 2024) en tant que produits tirés des placements en actions, relatif à nos portefeuilles de placements directs et de placements dans des fonds, est comptabilisé dans l'état du résultat global. Ce montant consiste essentiellement en des paiements d'intérêts nominaux, en des produits de dividendes et d'intérêts provenant du portefeuille de placements dans des fonds et en des paiements compensateurs.

Nos placements dans des fonds sont détenus dans des organismes de placement collectif qui sont structurés comme des entités en commandite simple financées par des commanditaires. Ces fonds investissent principalement dans des sociétés fermées ou ouvertes et sont considérés comme des entités structurées. L'exposition maximale aux entités structurées non consolidées se chiffre à 565 millions de dollars (416 millions en 2024) et représente les placements, tant déboursés que non encore déboursés, dans des fonds de placement.

6. Actifs au titre de droits d'utilisation et obligations locatives

Actifs au titre de droits d'utilisation

FinDev Canada loue des bureaux et des imprimantes. Elle a évalué les obligations locatives en incluant les options de prolongation qu'elle a la certitude raisonnable d'exercer. La variation de nos actifs au titre de droits d'utilisation au cours de l'exercice, y compris le nouveau bail pour notre siège social, se présente comme suit :

(en milliers de dollars canadiens)	**2025**	2024
Solde à l'ouverture de l'exercice	**6 097**	1 682
Entrées	**48**	4 962
Dotation aux amortissements	**(598)**	(547)
Solde à la clôture de l'exercice	**5 547 $**	6 097 $

Obligations locatives

Le tableau suivant présente l'analyse des échéances des flux de trésorerie contractuels non actualisés liés à nos obligations locatives au 31 décembre.

(en milliers de dollars canadiens)	**2025**	2024
Moins de 1 an	**723**	696
De 1 à 5 ans	**2 179**	2 387
Plus de 5 ans	**4 233**	4 721
Total des obligations locatives non actualisées	**7 135**	7 804
Total des obligations locatives à la clôture de l'exercice	**5 823 $**	6 281 $

Les charges d'intérêts sur les obligations locatives pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 se sont élevées à 0,2 million de dollars (0,2 million en 2024). Les sorties de trésorerie totales liées aux contrats de location se sont établies à 0,7 million de dollars (0,5 million en 2024), dont 0,5 million (0,3 million en 2024) en remboursement de principal sur les obligations locatives.

À la fin de 2025, les engagements contractuels futurs liés aux composantes non locatives, aux contrats de location dont les biens sous-jacents étaient de faible valeur et aux contrats de location à court terme totalisaient 7,8 millions de dollars (8,6 millions fin 2024).

7. Instruments d'emprunt

Nous émettons des instruments d'emprunt à l'intention de notre société mère, EDC, afin de combler nos besoins de financement et de liquidités. Nos emprunts à long terme sont contractés sous forme d'emprunts à terme et à taux fixe et d'emprunts renouvelables à taux variables libellés en dollars américains, dont l'échéance est dans plus d'un an. Nous gérons le risque de change à l'aide d'instruments dérivés. Voir la note 8 pour des précisions sur nos instruments dérivés.

FinDev Canada est une filiale entièrement détenue par EDC, laquelle est entièrement détenue par le gouvernement du Canada. Nos obligations sont entièrement garanties par le gouvernement canadien, qui détient une cote de crédit AAA. Par conséquent, aucune variation importante de la valeur de nos instruments d'emprunt ne peut être attribuée à la variation de notre propre risque de crédit.

Emprunts

Les emprunts se composent des éléments suivants :

(en milliers de dollars canadiens)	**31 déc. 2025**	31 déc. 2024
Emprunts à long terme		
Échéant à moins d'un an	**2 015**	14 377
Échéant à plus d'un an	**922 055**	288 249
Total des emprunts à long terme	**924 070**	302 626
Intérêts courus	**6 624**	2 601
Total	**930 694 $**	305 227 $

En 2025, nos emprunts ont enregistré des profits de change de 25,3 millions de dollars (pertes de 24,2 millions en 2024). Nous gérons le risque de change lié à ces emprunts dans le cadre de notre gestion globale des risques de change de l'ensemble de nos actifs et passifs. Voir la note 15 pour des précisions sur notre (profit) ou perte de change.

Le tableau suivant indique les variations subies par les emprunts par suite des activités de financement.

(en milliers de dollars canadiens)	**2025**	2024
Solde à l'ouverture de l'exercice	**305 227**	289 301
Flux de trésorerie nets	**646 501**	(5 216)
Écart de change	**(25 252)**	24 211
Variation des intérêts courus	**4 218**	(3 069)
Solde à la clôture de l'exercice	**930 694 $**	305 227 $

Le tableau qui suit montre nos positions sur les emprunts à taux fixe et à taux variable, ainsi que les échéances et rendements de ces positions. Les instruments d'emprunt sont présentés ci-dessous selon leur montant nominal pour qu'ils indiquent les liquidités dont nous aurons besoin à leur échéance.

(en milliers de dollars canadiens)	**31 déc. 2025**		31 déc. 2024	
Année d'échéance	**Émission d'instruments d'emprunt**	**Rende-ment* (%)**	Émission d'instruments d'emprunt	Rende-ment* (%)
Émission à taux fixe				
2025	**-**	**-**	14 377	4,21
2026	**2 015**	**2,41**	-	-
2027	**29 458**	**3,34**	28 753	3,39
2028	**53 470**	**4,24**	53 912	4,30
2029	**2 015**	**2,45**	-	-
2030	**2 015**	**2,45**	-	-
2031–2035	**6 044**	**2,45**	-	-
Total partiel	**95 017**	**3,67**	97 042	4,06
Émission à taux variable				
2036 et par la suite	**829 053**		205 584	
Total partiel	**829 053**	**4,05**	205 584	4,58
Total	**924 070 $**		302 626 $	

** Soit le taux effectif jusqu'à la date d'échéance des instruments à taux fixe et le taux effectif jusqu'à la date de révision du taux d'intérêt des instruments à taux variable.*

À la fin de 2025, les flux de trésorerie contractuels, y compris le principal et les intérêts estimés (selon les taux actuels), liés à notre portefeuille d'instruments d'emprunt s'établissaient comme suit :

(en milliers de dollars canadiens)	**31 déc. 2025**
Année d'échéance	
Moins de 1 an	**36 672**
De 1 à 3 ans	**156 626**
De 3 à 5 ans	**72 541**
Plus de 5 ans	**1 090 823**
Total	**1 356 662 $**

8. Instruments dérivés

Nous nous servons de divers instruments dérivés pour gérer les coûts et le rendement de nos activités de financement, d'investissement et de gestion des risques, ainsi que l'ampleur des risques financiers inhérents à ces activités.

À l'heure actuelle, nous utilisons notamment les instruments suivants :

Swaps de devises – Engagements qui consistent à échanger, en deux opérations de change, des flux de trésorerie dans des devises différentes, la première étant effectuée à l'origine au taux au comptant, et la deuxième, à un taux préétabli, à une date ultérieure précise.

Contrats de change à terme – Engagements d'échanger des flux de trésorerie dans différentes devises dont le taux de change est précisé d'avance, à une date ultérieure prédéterminée.

Pour limiter le risque de crédit associé à nos instruments dérivés, nous ne concluons les swaps de devises et les contrats de change à terme qu'avec EDC.

Les instruments dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur dans l'état de la situation financière. Les notionnels ne sont pas inscrits à l'actif ni au passif dans notre état de la situation financière, car ils ne représentent que la valeur nominale du contrat à laquelle on applique un taux ou un prix pour calculer les flux de trésorerie qui seront échangés.

Nous avons conclu des swaps de devises (pour des durées allant de deux à cinq mois) avec EDC afin de convertir des dollars canadiens en dollars américains, ou des dollars canadiens en euros. Tous ces dérivés ont une durée de moins d'un an (tous inférieurs à un an au 31 décembre 2024). Au 31 décembre 2025, ces swaps avaient une valeur notionnelle de 1 251,0 millions de dollars (914,1 millions à la fin de 2024). Les charges d'intérêts sur ces swaps, de 18,7 millions de dollars (5,4 millions en 2024), ont été comptabilisées dans l'état du résultat global.

En 2025, nous avons réexaminé nos contrats non financiers en vue de recenser les dérivés incorporés et avons déterminé qu'aucun dérivé incorporé n'était présent (aucun en 2024).

9. Produits différés

En 2021, FinDev Canada a obtenu d'AMC des apports de 75,9 millions de dollars destinés à la facilité de financement à des conditions libérales 2X Canada. Voir la note 18 pour d'autres précisions. Sur la facilité initiale de 75,9 millions de dollars, 11,5 millions se rapportaient à un apport du donateur que FinDev Canada devait consacrer à des charges administratives admissibles et à de l'assistance technique.

Les produits différés représentent la portion non comptabilisée des apports du donateur AMC pour le projet de facilité à des conditions libérales. Les produits différés sont comptabilisés en produits effectivement lorsque les charges sont engagées.

Le tableau suivant présente les produits différés liés au projet de facilité à des conditions libérales.

(en milliers de dollars canadiens)	**31 déc. 2025**	31 déc. 2024
AMC : facilité à des conditions libérales – charges administratives	**5 266**	5 831
AMC : facilité à des conditions libérales – assistance technique	**88**	125
Total	**5 354 $**	5 956 $

Le tableau suivant montre les composantes des apports de donateurs comptabilisés en produits.

(en milliers de dollars canadiens)	**2025**	2024
AMC : facilité à des conditions libérales – charges administratives	**565**	985
AMC : facilité à des conditions libérales – assistance technique	**37**	75
Total	**602 $**	1 060 $

10. Capital social

FinDev Canada possède un nombre illimité d'actions autorisées, d'une valeur nominale de 100 $ chacune, qui confèrent le droit à notre actionnaire de toucher un dividende de temps à autre. Au 31 décembre 2025, le capital social de FinDev Canada se chiffrait à 1 350 millions de dollars, ce qui représentait 13,5 millions d'actions (950 millions de dollars, soit 9,5 millions d'actions, au 31 décembre 2024). Au cours du premier trimestre de 2025, FinDev Canada a reçu un apport en capitaux de 400 millions de dollars en échange de 4,0 millions d'actions (350 millions de dollars contre 3,5 millions d'actions en 2024).

11. Gestion du capital

En finançant des sociétés fermées œuvrant dans des pays en développement ou en acquérant des titres de capitaux propres dans de telles sociétés, nous courons plusieurs risques financiers. L'un de ces risques est le risque d'insuffisance du capital, qui est le risque de subir une perte résultant de l'incapacité à détenir un capital suffisant, ce qui provoquerait l'interruption des activités ou l'insolvabilité de l'entreprise, voire la faillite. Nous gérons notre risque d'insuffisance du capital selon la politique de gestion du capital.

Entre autres choses, cette politique établit l'approche et les méthodes d'évaluation, de surveillance et de gestion du risque d'insuffisance du capital. Elle décrit aussi comment calculer le capital disponible (offre de capital) ainsi que le capital requis (demande de capital), ainsi qu'une fréquence régulière des rapports présentés à l'équipe de la haute direction et au Conseil d'administration.

Notre méthode de gestion du capital vise l'alignement sur notre société mère, EDC. Cette méthode s'aligne sur le processus interne d'évaluation de l'adéquation des fonds propres (« PIEAFP ») et sert de ligne directrice pour déterminer notre capital requis. Pour FinDev Canada, la demande de capital est calculée au moyen de modèles ou de méthodes qui estiment le capital nécessaire pour couvrir les pertes éventuelles que suppose une cote de solvabilité A, compte tenu du risque de crédit, du risque opérationnel, du risque de marché et du risque stratégique. L'offre de capital est déterminée à partir de nos états financiers et représente le capital versé et les résultats non distribués.

En outre, le plafond de nos financements par emprunt a été fixé à trois fois nos fonds propres (3:1). Ce plafond est surveillé périodiquement, et la capacité d'emprunt est réduite en cas de détérioration du profil de risque de notre portefeuille ou de réduction de notre capital.

Nous visons un niveau de capitalisation qui permet de couvrir les pertes éventuelles attribuables à des cocontractants notés A. En 2024, FinDev Canada a fait passer sa norme de solvabilité de AA à A à la suite d'un examen des pratiques exemplaires et pour assurer l'harmonisation avec sa société mère, EDC.

12. Gestion des risques financiers

En finançant des sociétés fermées œuvrant dans des pays en développement ou en acquérant des titres de capitaux propres dans de telles sociétés, FinDev Canada court plusieurs risques financiers. Pour contrôler ou réduire certains risques financiers inhérents à notre portefeuille, nous exerçons diverses activités de transfert de risque, essentiellement au moyen de polices d'assurance contre le défaut de paiement. En sus d'assurer une saine gestion des risques financiers de FinDev Canada, nous avons mis en place un Cadre de gestion des risques financiers qui sous-tend notre système de gouvernance et de surveillance des opérations de financement, des opérations sur titres de capitaux propres et des activités de trésorerie. Ce cadre établit les rôles, les responsabilités et les contrôles qui assurent une gestion efficace des risques financiers, notamment en précisant les limites que le Conseil doit fixer et les méthodes de surveillance et de communication de l'information.

Les principaux risques financiers auxquels FinDev Canada s'expose sont décrits ci-après.

Risque lié à la gestion du capital

Le risque lié à la gestion du capital est évalué selon les deux sous-catégories suivantes :

- Risque d'insuffisance du capital – Risque que la cote implicite de solvabilité de FinDev Canada nuise à sa capacité d'atteindre ses objectifs stratégiques. Ce risque englobe le risque d'insolvabilité et le risque que FinDev Canada n'ait pas accès à suffisamment de capital pour exécuter sa stratégie.
- Risque d'illiquidité – Risque de perte découlant de l'incapacité de FinDev Canada à amasser ou à emprunter les fonds nécessaires pour pouvoir honorer ses obligations financières ou de son incapacité à convertir ses actifs de trésorerie en liquidités sans renoncer à un capital ou à des revenus importants.

Risque de crédit et de contrepartie

Le risque de crédit et le risque de contrepartie sont évalués selon les trois sous-catégories principales suivantes :

- Risque de portefeuille – Risque de perte découlant d'une exposition unique ou d'un groupe d'expositions de nature à engendrer des pertes suffisamment importantes au point de menacer la santé financière de FinDev Canada ou sa capacité à poursuivre ses activités essentielles.
- Risque de débiteur – Risque de perte découlant de l'incapacité d'un emprunteur, d'un garant ou d'une entité dans laquelle FinDev Canada détient une participation à atteindre ses objectifs commerciaux.
- Risque de contrepartie aux opérations de trésorerie – Risque de perte attribuable à l'incapacité d'une contrepartie à une opération de trésorerie ou d'une contrepartie à une opération de transfert de risque à respecter ses obligations selon les conditions convenues.

Risque de marché

Risque de perte découlant d'une fluctuation défavorable des cours du marché, des taux d'intérêt ou des taux de change. Le risque de marché peut également résulter d'événements de marché qui influent sur la juste valeur de marché de nos placements.

- Risque de change – Risque que les fluctuations du cours du change aient un effet défavorable sur la valeur des instruments financiers. FinDev Canada court un risque de change lorsque l'actif et le passif dans une devise donnée ne concordent pas. En 2025, une variation de ± 1 % de la juste valeur n'a pas eu d'incidence importante sur notre bénéfice net.
- Risque de taux d'intérêt – Risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier varient en raison de la fluctuation des taux d'intérêt du marché. FinDev Canada s'expose aux effets défavorables que les écarts entre les échéances ou dates de révision des actifs et des passifs. En 2025, une variation de ± 100 points de base n'a pas eu d'incidence importante sur notre bénéfice net.
- Autre risque de marché – Risque que la valeur marchande des placements varie en raison de l'évolution des conditions du marché. FinDev Canada est exposée aux impacts négatifs potentiels sur la valeur des instruments financiers résultant de la volatilité du marché, des conditions économiques et du rendement des entreprises investies. Voir la note 13 pour l'analyse de sensibilité de nos placements en actions.

Risque lié aux changements climatiques

Nous avons commencé à suivre les risques liés aux changements climatiques et leur incidence sur notre viabilité financière. Les deux catégories de risques liés aux changements climatiques sont les suivantes :

- Risque physique – Le risque d'incidences financières découlant des risques physiques chroniques et graves liés aux changements climatiques tels que les inondations, les tempêtes, les feux de forêt, les sécheresses, ainsi qu'aux changements à long terme des cycles météorologiques tels que des températures moyennes plus élevées susceptibles de causer la hausse du niveau de la mer ou des vagues de chaleur chroniques.
- Risque de transition – Le risque d'incidences financières découlant des risques de transition liés aux mesures politiques, juridiques, technologiques ou commerciales prises en vue de la transition vers une économie à faible intensité de carbone.

13. Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur représente notre estimation du prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou qui serait payé pour le transfert d'un passif dans le cadre d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Comme pour toute estimation, l'impossibilité de prévoir l'avenir entraîne un élément d'incertitude. Lorsqu'il s'agit d'estimer la juste valeur de nos instruments financiers, l'incertitude est amplifiée par le nombre élevé d'hypothèses utilisées et par la vaste gamme des techniques d'évaluation acceptables. L'estimation de la juste valeur se fonde sur les conditions du marché à un moment précis et peut donc ne pas refléter les conditions du marché à une date ultérieure. Par conséquent, la juste valeur estimée de nos instruments financiers ne correspondrait pas nécessairement à leur valeur réelle si les instruments étaient échangés sur le marché.

Nous avons instauré des contrôles et politiques pour nous assurer que nos évaluations sont appropriées et réalistes. Les modèles, les méthodes d'évaluation et les paramètres et données relatifs au marché sont soumis à un examen et à une validation périodiques, ainsi qu'à une comparaison avec les valeurs fournies par des tiers.

Nous classons les instruments financiers dans la hiérarchie des justes valeurs selon que les données retenues pour l'évaluation sont observables ou non.

- *Niveau 1* – La juste valeur est fondée sur les prix (non rajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques.
- *Niveau 2* – La juste valeur est déterminée à l'aune de données autres que les prix cotés visés au niveau 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, directement (à savoir les prix) ou indirectement (à savoir les données dérivées du prix).
- *Niveau 3* – La juste valeur est déterminée d'après des données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

Les hypothèses et les techniques d'évaluation que nous utilisons pour estimer la juste valeur sont décrites ci-après.

Prêts

Afin d'estimer la juste valeur de nos prêts productifs (y compris les créances au titre des intérêts et des commissions, déduction faite des produits différés tirés des prêts), nous les séparons selon les catégories de risque qu'ils présentent, et nous calculons la valeur actualisée des flux de trésorerie du principal et des intérêts. Les taux d'actualisation sont obtenus à l'aide de courbes de taux pour chaque catégorie de risque et ils sont propres au risque de crédit et au terme jusqu'à l'échéance des flux de trésorerie du principal et des intérêts.

La juste valeur des prêts dépréciés est considérée comme étant équivalente à la valeur comptable. Une fois que le prêt est jugé déprécié, sa valeur comptable est réduite pour rendre compte des flux de trésorerie futurs estimés et actualisés au taux d'intérêt effectif initial du prêt.

Les prêts évalués au moyen de données non observables, comme les courbes de taux pour les prêts dont la qualité du crédit est inférieure, sont classés au niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs.

Placements en actions

Notre approche relative à l'évaluation de la juste valeur est fondée sur les lignes directrices contenues dans les *International Private Equity and Venture Capital Valuation Guidelines*. Suivant le type de placement direct, nous estimons la juste valeur selon l'une des méthodes suivantes : les approches fondées sur le marché (notamment en utilisant le cours d'une action d'après les données de marché disponibles, le prix d'un titre récemment inclus dans le portefeuille de placements, des multiples ou des données de référence sectorielles); les approches fondées sur les bénéfices (telles que l'actualisation des flux de trésorerie); l'approche fondée sur le coût de remplacement (comme celui de l'actif net). Notre évaluation des fonds se base sur les états financiers les plus récents publiés au sujet des fonds. Les évaluations sont établies par la direction et approuvées par un comité d'évaluation indépendant. Les méthodes d'évaluation sont constamment validées et étalonnées au moyen de discussions avec les co-investisseurs et les intervenants du marché, compte tenu de tous les événements connus du marché.

Les modèles d'évaluation de la juste valeur de certains instruments de placement utilisent des estimations déterminées d'une manière compatible avec les pratiques de l'industrie, qui ne peuvent être observées directement sur le marché. Les estimations non observables de FinDev Canada sont présentées dans le tableau ci-dessous.

(en milliers de dollars canadiens)

Technique d'évaluation	**Donnée non observable**	**Moyenne pondérée**	**Juste valeur au 31 déc. 2025**	Juste valeur au 31 déc. 2024
Multiples	Multiple (ventes)	1,42	**66 124**	78 298
Flux de trésorerie actualisés	Taux d'actualisation	17 %	**13 643**	14 294
Prix de transaction	S. O.	N/A	**12 076**	6 631
Valeur liquidative*	S. O.	N/A	**208 098**	155 527
Total			**299 941**	254 750

**La juste valeur des fonds de placement est déterminée par des tiers lorsque FinDev Canada n'a pas accès aux données.*

Instruments dérivés

Les contrats de change à terme et les swaps de devises sont évalués en fonction des notionnels actualisés selon la courbe de taux des devises respectives, les valeurs actualisées étant converties au taux de change au comptant du dollar canadien.

Les dérivés d'engagement de prêt sont évalués à l'aide des flux de trésorerie actualisés. Les flux de trésorerie sont actualisés au moyen de la courbe de taux de la devise concernée. Les données utilisées dans les calculs sont observables sur le marché et peuvent inclure les courbes des taux d'intérêt et les taux de change.

Tous nos instruments dérivés sont classés au niveau 2.

Emprunts

La juste valeur de nos emprunts est établie à l'aide des flux de trésorerie actualisés. Les taux à terme servent à générer les flux de trésorerie futurs à taux variable. Les flux de trésorerie sont actualisés au moyen de la courbe de taux de la devise concernée. Les données utilisées dans les calculs sont observables sur le marché et peuvent inclure les courbes des taux d'intérêt et les taux de change. Les prêts à payer au coût amorti sont classés comme des instruments financiers de niveau 2 dans la hiérarchie des justes valeurs.

Hiérarchie des justes valeurs

Le tableau suivant présente la hiérarchie des justes valeurs de nos instruments financiers.

(en milliers de dollars canadiens)	**31 déc. 2025**					31 déc. 2024				
	Niveau 1	**Niveau 2**	**Niveau 3**	**Juste valeur totale**	**Valeur comptable**	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur totale	Valeur comptable
Actifs										
Prêts productifs à taux fixe	**-**	**141 483**	**-**	**141 483**	**126 892**	-	55 856	65 520	121 376	109 118
Prêts productifs à taux variable	**-**	**1 505 513**	**133 472**	**1 638 985**	**1 577 198**	-	672 317	169 853	842 170	802 330
Total des prêts productifs	**-**	**1 646 996**	**133 472**	**1 780 468**	**1 704 090**	-	728 173	235 373	963 546	911 448
Prêts dépréciés	**-**	**7 585**	**-**	**7 585**	**7 585**	-	10 050	-	10 050	10 050
Prêts et créances au titre des intérêts et des commissions	**-**	**1 654 581**	**133 472**	**1 788 053**	**1 711 675**	-	738 223	235 373	973 596	921 498
Équivalents de trésorerie	**67 982**	**164 850**	**-**	**232 832**	**232 832**	87 611	-	-	87 611	87 611
Instruments dérivés	**-**	**12 714**	**-**	**12 714**	**12 714**	-	4 612	-	4 612	4 612
Placements en actions	**-**	**-**	**299 941**	**299 941**	**299 941**	-	-	254 750	254 750	254 750
Passifs										
Emprunts	**-**	**934 184**	**-**	**934 184**	**930 694**	-	306 903	-	306 903	305 227
Instruments dérivés	**-**	**30**	**-**	**30**	**30**	-	40 456	-	40 456	40 456

Les instruments financiers classés dans les équivalents de trésorerie, dans les autres actifs et dans les dettes fournisseurs et autres crédits sont à court terme, et leur valeur comptable est raisonnablement proche de leur juste valeur.

Le tableau suivant présente un rapprochement des justes valeurs de niveau 3 entre 2025 et 2024 en ce qui concerne les placements en actions.

(en milliers de dollars canadiens)	**2025**	2024
Solde à l'ouverture de l'exercice	**254 750**	210 863
Achats de placements en actions	**61 231**	47 050
Profits ou (pertes) latents comptabilisés en autres (produits) ou charges	**14 787**	(4 824)
Remboursement de capital	**(18 551)**	(17 504)
Écart de change	**(12 276)**	19 165
Solde à la clôture de l'exercice	**299 941 $**	254 750 $
Total des profits ou (pertes) de l'exercice, porté au résultat global au titre des instruments détenus à la clôture de l'exercice	**14 787 $**	(4 824) $

En 2025, une analyse de sensibilité a été réalisée à l'aide d'autres hypothèses possibles en vue de recalculer la juste valeur de nos instruments financiers de niveau 3. La juste valeur des instruments financiers de niveau 3 est fondée, en tout ou en partie, sur des données non observables. Lors de la préparation des états financiers, des niveaux appropriés sont retenus pour les paramètres des données non observables pour que celles-ci soient cohérentes avec les données de marché actuelles ou le jugement de la direction.

Afin d'analyser la sensibilité de nos placements en actions de niveau 3, nous avons ajusté les données non observables. Les données non observables utilisées dans l'évaluation de nos placements en actions de niveau 3 peuvent comprendre une ou plusieurs des données suivantes : multiple des ventes, décote d'illiquidité, multiple du BAIIA et taux d'actualisation. Lorsque plusieurs données non observables se trouvent en situation de choc, aucune compensation n'est envisagée, ce qui entraîne la variation la plus élevée, favorable ou défavorable. Les résultats de l'analyse de nos placements en actions de niveau 3 se retrouvent dans une fourchette allant d'un écart défavorable de 28 millions de dollars à un écart favorable de 28 millions de dollars.

14. Obligations contractuelles

Dans le cadre de nos activités normales, nous concluons des contrats qui nous engagent à faire des paiements minimaux futurs.

Les obligations d'achat comprennent les obligations qui constituent des accords juridiquement contraignants, aux termes desquels nous avons convenu d'acheter des quantités minimales précises de produits et de services dont le prix est défini comme fixe, minimal ou variable sur une période précise.

Au 31 décembre 2025, les obligations d'achat non présentées dans les notes afférentes aux états financiers s'élevaient à 5,1 millions de dollars (5,9 millions au 31 décembre 2024).

15. Autres (produits) ou charges

(en milliers de dollars canadiens)	**2025**	2024
(Profit) ou perte net latent sur les placements en actions	**(14 901)**	4 350
(Profit) ou perte de change	**1 043**	(372)
(Profit) ou perte net latent sur les dérivés	**3 423**	(4 664)
(Profit) ou perte net, réalisé et latent, sur les titres négociables*	**(7)**	(22)
(Profit) net réalisé – Autres	**-**	(107)
Total des autres (produits) ou charges	**(10 442) $**	(815) $

**Les titres négociables tiennent compte des profits et pertes sur les équivalents de trésorerie.*

En 2025, nous avons enregistré un profit latent net sur les placements en actions qui résulte surtout des ajustements nets favorables, à la juste valeur de marché, de 15,1 millions de dollars (perte latente nette sur les placements en actions résultant surtout des ajustements nets défavorables, à la juste valeur de marché, de 4,3 millions de dollars en 2024).

16. Charges administratives

(en milliers de dollars canadiens)	**2025**	2024
Salaires et avantages sociaux	**28 232**	23 953
Services professionnels	**3 800**	3 182
Coûts d'administration	**1 947**	1 929
Déplacements, accueils et conférences	**1 657**	1 319
Occupation	**1 506**	1 593
Coûts des systèmes	**1 342**	652
Marketing et communications	**983**	791
Services d'information	**842**	553
Autres	**810**	506
Total des charges administratives	**41 120 $**	34 478 $

17. Régimes de prestations de retraite

FinDev Canada participe à quatre régimes d'avantages d'EDC. Il existe deux régimes de retraite qui contiennent des composantes à prestations déterminées et à cotisations déterminées, soit le Régime de retraite enregistré (« RRE ») et le Régime de retraite complémentaire (« RRC »), ainsi que deux autres régimes d'avantages. Pour obtenir une description détaillée de ces régimes, veuillez consulter la note 10 afférente aux états financiers figurant dans le Rapport annuel intégré 2025 d'EDC.

Nous capitalisons ces avantages en fonction d'un taux d'attribution déterminé par EDC. En 2025, notre contribution à la capitalisation de notre participation au régime d'avantages s'est établie à 1,7 million de dollars (1,6 million en 2024), somme incluse dans les salaires et avantages.

18. Transactions entre parties liées

Apports d'Affaires mondiales Canada

FinDev Canada a conclu deux accords distincts avec Affaires mondiales Canada (AMC) pour administrer, au nom d'AMC, des facilités à des conditions libérales. Aux termes de ces accords, FinDev Canada détient, gère, administre, utilise et investit des fonds, et les résultats financiers correspondants sont comptabilisés séparément des résultats d'exploitation de FinDev. La direction a fait appel à son jugement pour choisir la méthode comptable à appliquer à ces accords. Les apports reçus dans le cadre de ces facilités ne sont pas comptabilisés comme actifs, car il s'avère que FinDev Canada ne contrôle pas entièrement ces ressources économiques et ne conserve aucun avantage économique futur potentiel. Tous les soldes et toutes les opérations liés à ces accords sont déclarés à AMC et sont consolidés dans les états financiers du gouvernement du Canada.

En 2021, FinDev Canada a obtenu d'AMC des apports de 75,9 millions de dollars destinés à la facilité à des conditions libérales 2X Canada. La facilité est un accord passé entre AMC et FinDev Canada, dont l'objectif est d'exécuter le mandat confié par le gouvernement du Canada selon le principe d'égalité des genres, sous la forme d'une facilité de relance économique en réponse à la crise de la COVID-19. Au 31 décembre 2025, le solde de ces apports se chiffrait à 37,7 millions de dollars (45,1 millions au 31 décembre 2024), la baisse étant principalement attribuable aux déboursements au titre des placements, ainsi qu'aux honoraires d'administration perçus par FinDev Canada. Les montants de la partie de la facilité destinée aux charges administratives et à l'assistance technique sont comptabilisés dans nos états financiers en tant que produits différés jusqu'à ce qu'ils soient acquis. Lorsqu'ils sont acquis, les montants sont comptabilisés en tant qu'apports de donateurs. Voir la note 9 pour d'autres précisions.

En 2025, FinDev Canada a reçu un total de 255 millions de dollars d'AMC dans le cadre d'une deuxième facilité de financement à des conditions libérales. Cette facilité permettra à FinDev Canada de recevoir un total de 720 millions de dollars, dont 700 millions seront utilisés pour des placements et 20 millions, pour de l'assistance technique. Cette facilité est destinée à des investissements visant à mobiliser des capitaux supplémentaires pour le développement durable. Bien que FinDev Canada engage des charges administratives en lien avec la facilité à des conditions libérales, elle ne recouvre aucun coût associé aux services rendus dans le cadre de cette facilité.

Instruments dérivés

FinDev Canada négocie uniquement des instruments dérivés avec EDC, notamment des swaps de devises et des contrats de change à terme. Voir la note 8 pour d'autres précisions.

Emprunts

Comme il est mentionné à la note 7, FinDev Canada a reçu d'EDC des emprunts à terme et à taux fixe, ainsi que des emprunts renouvelables à taux variable. Les emprunts ont été effectués dans des conditions commerciales normales, entre autres, à des taux d'intérêt de marché. Au 31 décembre 2025, l'encours des emprunts contractés avec EDC se chiffrait à 930,7 millions de dollars (305,2 millions au 31 décembre 2024).

Dette envers Exportation et développement Canada

En 2025, FinDev Canada a versé 1,9 million de dollars à EDC (1,9 million en 2024) en contrepartie de services contractuels communs, pour les besoins du siège social et pour des rôles spécialisés. La prestation des services communs est régie par une série d'accords de service qui reflètent les meilleures pratiques de l'industrie. Les montants dus à EDC pour des services communs, chiffrés à 4,2 millions de dollars au 31 décembre 2025 (5,1 millions au 31 décembre 2024), ne portent pas d'intérêt ni ne sont assujettis à des modalités de remboursement précises.

Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants, définis comme étant les personnes ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités de FinDev Canada, englobent le Conseil d'administration et l'équipe de direction.

La rémunération payée ou à payer aux principaux dirigeants au cours de l'exercice, y compris les avantages autres qu'en trésorerie qui sont imposables, s'est élevée à 3,8 millions de dollars (3,8 millions en 2024).

FinDev Canada

findevcanada.ca